



©2025 Contradiction Éditions
Achevé d'imprimer en novembre 2025

LA RÉVOLUTION CHINOISE

PEOPLE'S MARCH

**Contradiction
Éditions**





TABLE DE MATIÈRES

PRÉSENTATION

La CHINE MODERNE	1
LE MAOÏSME.....	6
CONCLUSIONS.....	12

INTRODUCTION

PREMIÈRE PARTIE

LE PROCESSUS RÉVOLUTIONNAIRE AVANT 1949	17
(A) Naissance du Parti communiste chinois.....	17
(B) L'expédition du Nord	20
(C) Les bases révolutionnaires.....	22
(D) Le front uni anti-japonais.....	24
(E) La guerre anti-japonaise.....	28
(F) Guerre civile et victoire finale.....	34

DEUXIÈME PARTIE

CONSTRUCTION SOCIALISTE	40
A) De la Nouvelle Démocratie au Socialisme.....	41
(1) La Reconstruction de l'Économie	41
(2) La transformation socialiste.....	44
(3) La lutte des classes durant la période de transition	47
(B) Consolidation socialiste et la Révolution culturelle prolétarienne (RCP)	50
(1) Le Grand Bond en Avant (1958-1960)	51
(2) Les nouvelles politiques économiques de Liu Shao-chi (1960-65)	59

TROISIÈME PARTIE

RESTAURATION DU CAPITALISME	77
--	-----------

QUATRIÈME PARTIE

SIGNIFICATION HISTORIQUE DE LA RÉVOLUTION CHINOISE .	82
(A) Lutte contre le révisionnisme et émergence de la pensée de Mao Tsétoung ou maoïsme	85
(B) Révolution en deux étapes	87
(C) Guerre populaire.....	89
(D) Le Parti prolétarien	93

PRÉSENTATION

Le livre que nous présentons traite de l'histoire de la révolution chinoise, de la République populaire de Chine et de ses caractéristiques. La Chine n'est pas seulement une nation, une population, mais représente l'une des expériences historiques les plus importantes pour le mouvement communiste et anticolonial. Son histoire est diabolisée, qualifiée d'expérience « totalitaire », selon la pire idéologie libérale. Au sein du mouvement communiste, ceux qui soutiennent son histoire et son expérience le font souvent de manière dogmatique ou avec un regard très partial¹. Dans les milieux anticolonialistes occidentaux (ou décolonialistes, etc.), il est significatif que la Chine ne soit jamais mentionnée... Cela prend des connotations tragicomiques, car la Chine a été l'un des principaux pays à lutter contre la domination colonialiste occidentale. Sa grande « erreur » a été de gagner... De mettre au centre le pouvoir des masses populaires, un véritable cauchemar pour les dé-coloniaux occidentaux... L'épopée révolutionnaire chinoise a certainement eu un écho plus limité que la révolution russe, qui a donné naissance à l'Internationale communiste et au cycle des révolutions anti-coloniales, mais cela n'enlève rien à son importance énorme.

LA CHINE MODERNE

Le développement de la Chine est évidemment contradictoire et a été et est toujours marqué par la lutte des classes. Cette lutte des classes se manifeste dans tous les secteurs sociaux et politiques de la Chine, ainsi

¹ Les communistes « officiels », fils et produits du pire conformisme de gauche, sont passés du culte de l'URSS au culte de la Chine, valorisant comme toujours les composantes les plus opportunistes de la gauche bourgeoise. Et cette même gauche bourgeoise qui diabolise la période « stalinienne » en URSS et la « révolution culturelle » en Chine.

qu'au sein du Parti communiste chinois. Il suffit d'observer le parcours de la République populaire moderne de Chine.

Après la rupture avec l'URSS (1961), le PCC a expérimenté différentes voies pour sortir la Chine du retard de ses forces productives. Pour la Chine, le développement des forces productives était un aspect indispensable de la construction du socialisme et même de la survie de la Chine, compte tenu de l'hostilité des groupes impérialistes américains et de l'URSS dirigée par les révisionnistes modernes. Les résultats obtenus dans les années qui ont suivi la fondation de la République populaire de Chine ont été considérables. Avec la Grande Révolution culturelle prolétarienne (1966-1976) dirigée par la « bande des quatre » (Chiang Ching, Zhang Chunqiao, Wang Hongwen, Yao Wen Yuan), la force de la gauche prolétarienne en Chine a atteint son apogée. La révolution culturelle a représenté une expérience unique en son genre de participation massive à la lutte des classes, dans la mesure où elle est née dans un pays socialiste. Dans la révolution culturelle, le développement des forces productives ne se réduisait pas au facteur économique, mais se fondait dans l'élément politique. Trop souvent, le marxisme « officiel » a oublié cet élément simple mais fondamental : « De tous les instruments de production, la plus grande force productive est la classe révolutionnaire elle-même » K. Marx, *Misère de la philosophie*.

Mao considérait le facteur humain comme prioritaire dans la construction du socialisme ; c'est d'un point de vue strictement marxiste qu'il considère la force de travail comme la principale force productive, mais pas dans un calcul économique abstrait, la force de travail est celle d'êtres humains concrets, d'une classe qui veut s'émanciper de la misère, de l'ignorance et de la division du travail qui lui impose un rôle subalterne. Au contraire, « la classe ouvrière doit tout diriger » (rappelez-vous la cuisinière de Lénine). L'un des problèmes fondamentaux auxquels toutes les économies socialistes ont été confrontées concerne la permanence de la loi de la valeur, loi fondamentale du mode de production capitaliste. Dans une société en transition, elle continue en quelque sorte à fonctionner, soit comme un résidu du passé, soit comme une loi régissant le marché mondial auquel une économie socialiste doit se confronter, le plus souvent dans des conditions défavorables (embargos, retard industriel, etc.). Il s'agit soit de l'accepter comme un fait, en la dissimulant peut-être par la propagande, soit d'essayer de réduire constamment son espace comme condition préalable à l'évolution vers des relations sociales pleinement communistes. L'orientation économique de la révolution culturelle allait dans ce dernier sens. La

question de l'incitation au travail découle directement du problème de la permanence de la loi de la valeur. Dans les sociétés capitalistes, elle est essentiellement matérielle, tandis que l'incitation morale joue un rôle accessoire. La différenciation salariale (qui s'amplifie en particulier en période de baisse générale des salaires, comme c'est le cas actuellement) est le principal instrument par lequel elle est mise en œuvre dans le capitalisme. Dans l'économie socialiste, c'est la motivation morale, étroitement liée à la conscience de classe, qui joue le rôle principal.

En URSS, le stakhanovisme (mouvement de propagande du travail socialiste dans les années 30), avec tous ses défauts, a représenté une tentative d'intégration des deux formes de motivation, où la motivation morale était prépondérante. Avec les réformes de Khrouchtchev (la déstalinisation), l'incitation matérielle est devenue prépondérante, mais avec pour résultat de faire des garanties d'emploi un facteur dissuasif, au détriment de la qualité des produits. La ligne de Mao et de la révolution culturelle allait dans le sens d'une implication croissante de la classe ouvrière dans les processus décisionnels, administratifs et politiques, comme fondement matériel de la conscience de classe ; la réduction du nombre de niveaux salariaux et la nette prévalence de l'incitation morale en sont la conséquence.

Il ne s'agit pas de réduire la critique de l'économie politique à une théorie des forces productives, selon laquelle pour faire le socialisme, il faut passer par le capitalisme, mais plutôt d'inverser radicalement le rapport entre structure et fonction, où dans le capitalisme, c'est la structure, le mécanisme du profit, qui prévaut sur la fonction, le bien-être de la société, où c'est la valeur d'échange qui prévaut sur la valeur d'usage des marchandises. Deng Xiaoping, dira Mao peu avant sa mort, « est sourd », complètement indifférent à ces discours, pour lui, l'essentiel est que tout se passe dans l'ordre, la motivation de l'enrichissement individuel est le moteur du progrès et peu importe la couleur du chat...

Lorsque la technique est supposée neutre, le facteur humain devient secondaire, complètement subordonné à ses automatismes, sacrificable. La contradiction entre technique et politique est résolue en réduisant la politique à une technique d'administration étatique, à laquelle le marché n'est subordonné qu'en dernier ressort et n'est en aucun cas sacrificable, du moins pour les dix mille prochaines années.

La révolution culturelle fut donc un mouvement socialiste radical qui voulait se débarrasser de la bureaucratie, du conformisme, du point de vue bourgeois dans le socialisme !

La gauche bourgeoise chinoise au sein du PCC réussit à vaincre la gauche prolétarienne et populaire du PCC, puis à prendre le dessus, en exploitant les limites de la « croissance » économique interne chinoise face à la concurrence impérialiste mondiale et à la démobilisation des masses dans l'action collective. Cela a permis à la droite du PCC, dirigée par Deng Xiaoping, de prendre la direction du pays après la mort de Mao² et d'amener la Chine à miser, pour le développement des forces productives, sur l'ouverture de la Chine aux investissements des groupes impérialistes dans l'industrie et les services. Ces derniers, confrontés à la reprise de la surproduction absolue de capital après la reconstruction dans les pays impérialistes des destructions causées par la Seconde Guerre mondiale, étaient à la recherche de nouveaux domaines pour valoriser leurs capitaux. Sous la direction de l'aile droite du PCC, l'ouverture de la République populaire de Chine aux groupes impérialistes étrangers est toutefois arrivée à un point tel qu'entre avril et juin 1989 (« incidents de la place Tiananmen »), probablement illusoire du succès qu'ils remportaient en URSS avec Gorbatchev et Eltsine, tentèrent d'instaurer en Chine la direction de représentants politiques bourgeois et de renverser le PCC, ce qui aurait ramené la Chine sous leur domination. Mais même la droite du PCC ne s'est pas adaptée à une telle perspective et, sous la direction de Deng lui-même, elle a écrasé la tentative des groupes impérialistes étrangers et de leurs partisans et alliés chinois. Tiananmen avait également montré à la droite du PCC que la voie promue par Deng comportait des risques même pour l'indépendance politique de la République populaire de Chine, et le manque de conscience de classe de la droite du PCC a été compensé par son attachement à l'indépendance nationale. L'élection de Xi Jinping au poste de secrétaire général en 2012 (18^e Congrès du PCC) doit être interprétée non pas tant comme une victoire de la « gauche » du parti, mais comme un ajustement de la politique nationale et internationale, où les éléments patriotiques ont été placés au centre, où la République populaire de Chine est considérée comme une force agissant directement dans la compétition mondiale (voir le rôle qu'elle joue dans les BRICS) dans un monde de plus en plus multipolaire. Si, dans la transition socialiste, l'entreprise privée est utilisée pour renforcer l'entreprise publique, en Chine, c'est exactement le contraire qui s'est produit : l'entreprise publique est utilisée pour favoriser l'entreprise privée. Il faut toutefois reconnaître que les aspects les plus extrêmes de cette dynamique, qui ont caractérisé la politique de Dang, sont aujourd'hui contestés par certains secteurs du Parti communiste chinois

2 Nous sommes volontairement schématiques, nous utilisons la mort de Mao uniquement pour fixer une période historique.

lui-même, comme en témoigne l'oscillation de la politique de Jinping.

Il ne fait aucun doute que le développement des forces productives en République populaire de Chine a fait un bond en avant au cours des dix dernières années. Le pays a connu un développement historique. Il est passé du statut d'usine du monde, dont l'économie reposait sur l'exportation de marchandises à faible valeur ajoutée et à faible contenu technologique, à celui de pays à la pointe dans tous les secteurs. Les résultats extraordinaires de ces dernières années sont le fruit d'une planification conçue et mise en œuvre au cours d'une décennie, combinant le développement du rôle dirigeant joué par le PCC – notamment en renforçant sa présence dans les entreprises publiques et privées – avec une mobilisation plus large des masses populaires : à travers des campagnes contre la corruption, qui ont touché des millions de fonctionnaires et des milliers de cadres supérieurs en dix ans, et des campagnes idéologiques. En 2014, le PCC introduit le concept de « Nouvelle Normalité », c'est-à-dire la construction d'un nouveau modèle économique fondé sur la qualité plutôt que sur la quantité et sur l'expansion du marché intérieur plutôt que sur les exportations. Cette orientation se concrétise par l'élaboration du plan « Made in China 2025 » – lancé en 2015 et mis en œuvre dans le cadre des treizième et quatorzième plans quinquennaux – qui amorce cette profonde restructuration de l'économie chinoise avec des investissements massifs dans des secteurs clés de haute technologie. Enfin, en 2020, la « stratégie de double circulation » est lancée – également mise en œuvre dans le quatorzième plan quinquennal adopté en 2021 – visant à réduire davantage la dépendance vis-à-vis des exportations et des investissements étrangers et à accroître l'autosuffisance technologique. Cette croissance fulgurante n'a toutefois pas mis fin à la lutte des classes, elle a même contribué à accroître la polarisation sociale au sein même de la Chine. La gauche bourgeoise chinoise conserve un contrôle général sur le parti et les forces armées et exerce une hégémonie culturelle sur de larges couches de la population à travers le patriotisme, en le dissociant de la lutte des classes. Le mythe de l'harmonie politique, sociale, économique, etc., défendu avec acharnement par le gouvernement chinois, a certainement un fort impact évocateur pour toutes les nouvelles économies qui entrent dans la concurrence mondiale (Amérique, Asie, Afrique), mais Mao lui-même nous enseigne que l'équilibre est éphémère et que la contradiction est la norme. Il reprend ainsi à l'échelle mondiale une hypothèse « réformiste » très éloignée de la vieille Chine maoïste et révolutionnaire, qui libérerait des énergies anti-impérialistes et anticapitalistes et non la conservation et le conformisme des relations sociales et politiques (poli-

tique soutenue par la gauche bourgeoise du Parti communiste chinois).

LE MAOÏSME

Les documents que nous avons traduits et publiés ont été écrits par les naxalites, nom donné aux maoïstes en Inde, en référence à la région où ont vu le jour les premières formes (dans les années 60 du siècle dernier) de guerre populaire en Inde. Les maoïstes actuels du PCI-maoïste constituent l'une des plus longues expériences de lutte armée (guerre populaire) sur le continent asiatique et influencent encore aujourd'hui différents mouvements de guérilla maoïste voisins (Bhoutan, Bangladesh, Sri Lanka, Népal, etc.). Ce parti a été régulièrement victime d'opérations répressives policières et militaires de la part des forces gouvernementales qui, comme dans le cas du gouvernement fasciste de Modi, commettent de véritables massacres contre les citoyens et les tribus indigènes qui soutiennent la guerre populaire des maoïstes indiens. Il existe au niveau international depuis les années 60 des groupes, des organisations et des partis qui se définissent comme maoïstes. Sous cette étiquette coexistent des positions très différentes, ce qui n'est pas le sujet de ce livre, mais nous pensons qu'il est important de souligner la contribution de Mao au marxisme.

Il ne s'agit donc pas de trouver le « vrai » Mao ou de « restaurer » son héritage le plus authentique – comme si cela était possible – ni de se réfugier dans des citations complaisantes et des formules qui font office de mantras. Il s'agit plutôt de creuser dans ses pensées et ses actions pour stimuler la confrontation avec un passé et un creuset de traditions qui oppriment les esprits des nouvelles générations comme un cauchemar. Il s'agit donc de faire appel à cette braise encore ardente comme combustible pour la pratique politique contemporaine que le prolétariat et les peuples opprimés du monde déploient dans leur cheminement collectif, sans dissocier le gisement d'idées, de concepts et de tactiques formulés par Mao de l'époque historique ou, mieux encore, des temporalités dissemblables et discordantes qui ont conditionné son émergence, leur remise en question et/ou leur déclin potentiel, en tenant également compte de chacune des fractures et contradictions qui ont traversé cette période très agitée dans laquelle il a vécu et milité. Étudier Mao et le « maoïsme » devrait servir à préparer et à organiser un nouveau départ sans résignation ni crainte des excès. Et comme aimait à le dire le Péruvien José Carlos Mariátegui, il ne s'agira pas, plus que jamais, d'une « copie ou d'une imitation », mais d'une création héroïque du peuple.

Mao était un marxiste-léniniste, tout comme l'ont été Guevara, Castro, Cayan, Ho Chi Minh, etc. Il ne fait aucun doute que la production théorique de Mao le place parmi les principaux théoriciens du marxisme, embrassant la pratique et la théorie dans leur sens le plus profond. Les principaux points politiques du maoïsme sont les suivants :

1. La guerre populaire révolutionnaire de longue durée

La guerre populaire, également appelée guerre populaire de longue durée, est une stratégie de combat qui consiste à maintenir le soutien de la population et à combiner les efforts de la classe ouvrière avec ceux d'une Armée rouge forte sous la direction d'un parti communiste afin de remporter la victoire sur la bourgeoisie. Il s'agit également de contraindre l'ennemi à rester à l'intérieur, où il sera assiégé et écrasé par la population armée. Le terme « guerre populaire » a été utilisé par les maoïstes de certains pays pour définir la stratégie révolutionnaire qu'ils mettaient en œuvre. Cette stratégie a été utilisée par le Front national pour la libération du Sud-Vietnam. Certains soutiennent que Fidel Castro et Ernesto Guevara ont utilisé ce type de stratégie de guérilla dans la révolution cubaine, alors qu'en réalité, ils ont mis en place une armée de guérilla qui n'est entrée en contact avec la classe ouvrière qu'après un certain temps et qui était principalement orientée vers des objectifs anti-impérialistes.

2 Les révolutions de nouvelle démocratie

La révolution de nouvelle démocratie peut se réaliser dans des conditions où le bloc des quatre classes (à savoir la classe ouvrière, les paysans, la petite bourgeoisie et les couches progressistes et nationalistes de la bourgeoisie) parvient à s'unir contre l'ennemi commun, l'impérialisme ou le colonialisme. La révolution de nouvelle démocratie est en effet pleinement réalisable lorsque des forces extérieures (telles que l'impérialisme) conduisent les quatre classes à une politique de front uni. En l'absence de ces forces extérieures, l'alliance serait plus compliquée, car les revendications du prolétariat, des paysans et de la petite bourgeoisie seraient opposées à celles de la bourgeoisie au pouvoir. La condition d'alliance peut toutefois se reproduire lorsque, au lieu ou au-delà de l'impérialisme, les quatre classes se retrouvent à lutter contre le féodalisme. Il est toutefois clair que, dans les pays à capitalisme avancé, la révolution de nouvelle démocratie est pratiquement impossible.

Pendant la révolution, le PCC a mené la révolution de nouvelle démocratie en recourant largement au bloc des quatre classes. Cela

est symbolisé aujourd'hui encore dans le drapeau chinois : les petites étoiles représentent le prolétariat, les paysans, la petite bourgeoisie et la bourgeoisie progressiste, unis sous la grande étoile, le PCC.

3. La lutte des classes dans la société socialiste

Mao a montré que pour comprendre la lutte des classes dans les pays socialistes, il faut clairement distinguer trois aspects distincts des rapports de production : 1. la propriété des moyens et des conditions de production, 2. les divisions entre les hommes dans la production (division entre travail manuel et travail intellectuel, division entre dirigeants et dirigés, division entre hommes et femmes, division entre ville et campagne, division entre zones et secteurs avancés et zones et secteurs arriérés, etc.), 3. les rapports de distribution du produit. En considérant ces trois aspects, il était possible de déterminer avec certitude où se situait la bourgeoisie dans les pays socialistes (elle était constituée des dirigeants du parti, de l'État et des autres institutions sociales qui soutenaient la voie vers le capitalisme) et de faire une analyse de classe complète des sociétés socialistes, puis de diriger la lutte des classes opprimées dans le cadre des nouvelles conditions politiques et culturelles spécifiques à la société socialiste. La révolution culturelle prolétarienne a été une manifestation pratique de la force que la lutte des classes pouvait dégager en faveur du communisme dans la société socialiste.

4. La ligne de masse

Toute organisation communautaire s'est trouvée et se trouvera confrontée à l'antinomie entre la défense du programme et le lien étroit de l'organisation avec les masses. La première est la condition nécessaire pour que l'organisation puisse « élaborer » une ligne juste. La seconde est la condition nécessaire pour que l'organisation puisse « découvrir » et « mettre en œuvre » la ligne juste. Chaque collectif, chaque organisation s'est trouvé et se trouvera encore confronté à l'antinomie entre les objectifs immédiats, l'objectif de la phase et l'objectif final. Toute organisation révolutionnaire s'est souvent trouvée et se trouvera encore confrontée à deux déviations opposées : l'aventurisme de ceux qui se détachent des masses, convaincus de pouvoir aller plus vite vers l'objectif, et le codisme de ceux qui se confondent avec les masses et se réduisent à illustrer ce que les masses font déjà, reflétant l'état moyen, général, commun et répandu des masses. La ligne de masse est le dépassement de ces antinomies et le critère pour échapper à ces deux déviations. Elle consiste à rassembler les éléments de connaissance épars et confus qui existent parmi les masses et leurs aspirations, à les élaborer

et à en tirer des objectifs, des lignes, des méthodes et des critères, et à les porter parmi les masses jusqu'à ce qu'elles se les approprient et les mettent en œuvre. Il s'agit ensuite de revenir dans la nouvelle situation pour rassembler les éléments épars et confus de l'expérience des masses dans la nouvelle situation et leurs aspirations, les élaborer et en tirer de nouveaux objectifs, lignes, méthodes et critères, et les transmettre aux masses jusqu'à ce qu'elles se les approprient et les mettent en œuvre. En répétant ce processus encore et encore, les conceptions des communistes s'enrichissent et se concrétisent à chaque fois, et le processus révolutionnaire progresse vers la victoire. Vu sous un autre angle, la ligne de masse consiste à identifier dans chaque groupe la gauche (c'est-à-dire la partie dont les tensions, si elles sont mises en œuvre, conduiront le groupe à rejoindre la résistance), le centre et la droite, à mobiliser et à organiser la gauche pour qu'elle rallie le centre et isole la droite. Pour mettre en pratique la ligne de masse, les communistes doivent avoir assez bien assimilé le matérialisme dialectique (« sans théorie, les faits sont aveugles ») et savoir mener de bonnes enquêtes (« sans faits, la théorie est vide »).

5. La lutte entre les deux lignes au sein du parti

Chaque collectif, chaque organisation est fréquemment confronté à des situations nouvelles et doit résoudre de nouveaux problèmes. Tout change, y compris les tâches auxquelles l'organisation doit faire face. Il est inévitable que des divergences apparaissent au sein de l'organisation, et celles-ci sont même un facteur de développement de l'organisation. Les idées aussi se développent lentement, par évolutions et sauts, à travers les contrastes, par division de l'un en deux. Les idées ont elles aussi une histoire : elles naissent chez quelques hommes et acquièrent un consensus et des adeptes à mesure qu'elles prouvent leur validité dans la pratique. Le bourgeois qui a une nouvelle idée la met en œuvre : si cela lui réussit, tant pis pour ses concurrents ; si cela lui échoue, il échoue (et dans les deux cas, ce sont les travailleurs qui en font les frais). Chez les communistes (et dans la société socialiste), les choses se passent différemment. Le camarade qui a une idée la soumet au collectif. Le collectif doit lui donner la possibilité de l'illustrer, de la défendre et de la vérifier. Les nouvelles idées sont un bien précieux. Les conceptions et les lignes contradictoires découlent de l'opposition entre le vrai et le faux, entre le nouveau et l'ancien, entre l'avancé et l'arriéré : des aspects indissociables de tout développement. Une organisation dans laquelle il n'y aurait pas de divergences de vues serait une organisation morte (« sans contradiction, il n'y a pas de vie »). Face à des divergences

de conception, il faut développer le débat, la recherche et la vérification pour parvenir à l'unité. Il n'y a pas d'autre moyen d'arriver à la vérité. Si nous interdisons à ceux qui ont une idée différente de celle qui est déjà acquise et commune de l'exprimer et de la mettre à l'épreuve, nous entravons le développement de la pensée dans l'organisation et nous contraignons la pensée à trouver des voies détournées pour s'affirmer. Nous minons la cohésion idéologique et politique de l'organisation, qui est en définitive une condition nécessaire pour que la discipline organisationnelle se maintienne dans le temps et soit un élément de force pour un groupe organisé entre camarades.

Les communistes sont pour la liberté de critique. Ils sont toutefois opposés à la coexistence et à la cohabitation au sein de l'organisation de conceptions et de lignes contradictoires. Donc, pas de coexistence de conceptions divergentes, pas d'indifférence aux conceptions : si « chacun pense ce qu'il veut », il fera aussi ce qu'il veut et il n'y aura pas de discipline organisationnelle. Au contraire, il faut une lutte ouverte entre les conceptions divergentes pour parvenir à l'unité sur les positions révolutionnaires les plus avancées et les plus justes. L'organisation doit promouvoir la confrontation, le débat et la vérification. Une direction qui étouffe les contradictions, qui les craint, qui n'encourage pas le débat et la vérification n'est pas une bonne direction.

La capacité de Mao à trouver une application spécifique du marxisme à la Chine ne signifie pas réduire la pensée de Mao à une sinisation du marxisme. Même si cela permet de saisir un aspect de la question, cela risque d'être trompeur, car la pensée de Mao n'a pas une valeur limitée à la seule Chine. Mao intègre sur le plan théorique la dialectique classique chinoise renversée de manière matérialiste, et sur le plan pratique, l'expérience de la guerre populaire, de la construction du socialisme dans un pays technologiquement arriéré, de la poursuite de la lutte de classe dans le socialisme. Sa contribution est donc universelle. Le marxisme constitue un guide pour l'action pratique, un guide qui ne peut se suffire à lui-même : il ne s'agit pas d'interpréter le monde, il s'agit de le transformer. L'étude et la discussion n'ont de sens que si elles surgissent et se réfèrent à la transformation concrète de la réalité concrète. D'où l'importance de la méthode de l'enquête dans le marxisme. Marx lui-même saisit l'importance de la critique de l'économie politique à partir de l'enquête d'Engels sur la condition de la classe ouvrière en Angleterre. La méthode de l'enquête, la critique du « culte du livre », ouvrent la voie à une réflexion philosophique sur le matérialisme dialectique en tant que théorie fondée sur la pratique, qui parvient à saisir

dans le principe de contradiction l'essence de la dialectique. Comme l'ont souligné Marx, Engels, puis Lénine, Staline et Mao, le principe fondamental du matérialisme dialectique est le principe de contradiction (unité des contraires), qui est inhérent aux choses et qui s'exprime précisément par l'expression « l'un se divise en deux ». De cette conception découle que les deux pôles de la contradiction se conditionnent mutuellement et que, par la lutte, l'aspect le plus fort passe de dominé à dominant. Le lien entre les pôles est transitoire et instable, tandis que la tendance à la lutte et à la division est la loi inconditionnelle et absolue du devenir. D'un point de vue pratique et politique, cette conception générale implique la centralité de la lutte des classes dans la société. Et c'est là un aspect universel pour tout communiste et révolutionnaire. Il y a eu et il y a encore des organisations qui se réclament du « maoïsme » et d'autres qui, sans s'y référer spécifiquement, l'assimilent dans certains aspects de leur action.

Dans les années 80, avec la naissance du MRI, Mouvement Révolutionnaire International, des groupes et partis maoïstes (Pérou, Inde, Nepal, Turquie, etc.) ont cherché à clarifier et coordonner leur action. Le Mouvement révolutionnaire internationaliste (MRI) a été fondé en 1984 et a réuni des partis et des organisations communistes du monde entier, déterminés à poursuivre la voie révolutionnaire après le tournant de Deng en Chine³. Les organisations participant au MRI ont mené des guerres populaires révolutionnaires au Pérou et au Népal⁴, qui sont devenues de sérieuses menaces pour la domination bourgeoise. Cet organisme parlait directement du maoïsme comme d'une troisième étape du marxisme : marxisme-léninisme-maoïsme, généralisant le concept de guerre populaire applicable à l'échelle internationale. La tentative généreuse de cette expérience, visant à relancer et à donner une perspective à la gauche révolutionnaire (sa dissolution aura lieu au milieu des années 2000), se heurtera cependant à deux limites principales :

1) Une généralisation des tactiques et des stratégies qui ne répondaient pas aux situations sociales et politiques spécifiques. Sous l'impérialisme, les processus de crise avancent, mais tout comme l'hétérogénéité, le développement capitaliste est inégal. Cela prenait des connotations encore plus marquées par rapport au développement de l'organisation

3 Le Parti communiste des Philippines, l'une des principales formations maoïstes en Asie, à la tête d'une guerre populaire, ne participe pas à cette initiative.

4 Avec à leur tête deux dirigeants charismatiques, Gonzalo pour le Parti communiste péruvien et Prachanda pour le Parti communiste népalais. Les trajectoires de ces deux dirigeants seront très différentes : Gonzalo mourra en prison, Prachanda est aujourd'hui l'un des plus hauts dirigeants du parlement népalais (abandonnant toute velléité révolutionnaire). La « pensée Gonzalo » est l'un des courants « internationaux » du maoïsme qui se réfèrent à l'idée du MRI.

elle-même, où les groupes et partis maoïstes du MRI en « Occident » étaient des forces éphémères et souvent en deçà de la gauche prolétarienne révolutionnaire dans les métropoles impérialistes. Cela s'explique par la volonté de généraliser des stratégies et des tactiques face à des formes étatiques et à une composition de classe très différentes.

2) Une « ritualisation » excessive de la pensée de Mao, rendant ce courant incapable de saisir l'extrême richesse des applications tactiques et stratégiques de la gauche révolutionnaire dans son ensemble. Cela a conduit à de véritables formes de « dogmatisme » très éloignées de la capacité créative de la révolution culturelle et de la pensée de Mao.

3) L'une des catégories les plus faibles à l'épreuve des faits du « maoïsme » a été celle du social-impérialisme (l'URSS était considérée comme impérialiste, et à bien des égards encore plus dangereuse que les États-Unis eux-mêmes...). Cette catégorie a manifestement affaibli le front de résistance contre l'impérialisme. Les maoïstes qui célébraient la chute du mur de Berlin défendent aujourd'hui des nations fascistes au service de la stratégie de l'OTAN, comme dans le cas de l'Ukraine. Cette catégorie a également servi de couverture idéologique pour justifier des conflits fratricides entre pays socialistes en Asie (comme la guerre entre le Vietnam et le Cambodge). Certaines formations maoïstes ont, au nom du social-impérialisme, demandé l'aide et utilisé l'armée des États-Unis et de l'OTAN. Aujourd'hui, certaines organisations maoïstes utilisent la même catégorie contre la Chine, se retrouvant dans de nombreux cas à soutenir et à justifier l'action des armées américaines et sionistes, comme dans le cas de la tragédie politique et humaine du Rojava.

Le « maoïsme » est vivant lorsqu'il nie les aspects stéréotypés et identitaires. En ce sens, l'application du maoïsme par le Parti communiste indien maoïste et le Parti communiste philippin sont parmi les expériences les plus intéressantes de développement créatif du maoïsme proprement dit. Cela ne signifie pas pour autant, à notre avis, que ceux qui se définissent comme « maoïstes » aient le « monopole » de la théorie et de la pratique révolutionnaires, « monopole » qui serait facilement démenti si l'on analysait les mouvements révolutionnaires de manière « scientifique » et non « religieuse ».

CONCLUSIONS

Le livre que nous présentons est volontairement synthétique et ne prétend pas offrir un point de vue exhaustif sur la question des rapports de production en Chine aujourd'hui et sur le rôle que joue la Chine dans la

concurrence mondiale.

Le livre que nous avons traduit et que nous présentons a été publié à l'occasion du 50e anniversaire de la République populaire de Chine. Il sert avant tout à mettre en évidence l'énorme laboratoire social et politique révolutionnaire que la Chine a représenté au cours du siècle dernier et le rôle que les masses populaires chinoises ont joué dans la lutte de classe et anti-impérialiste.

En annexe, nous avons joint un texte, également rédigé par des maoïstes indiens, sur le rôle des femmes dans la révolution chinoise. Le rôle des femmes, leur participation, est l'un des principaux indicateurs permettant de mesurer le degré de radicalité d'un mouvement. Dans la révolution chinoise, les femmes interviendront massivement dans tous les domaines : politique, économique, social et militaire. L'action des femmes communistes chinoises dans la révolution doit être un exemple brillant pour toutes les femmes qui luttent et résistent.

Se confronter à la Chine, à son histoire, à ses contradictions, ce n'est pas faire preuve d'« exotisme » politique et historique, mais prendre en considération la concurrence mondiale actuelle et le rôle des masses populaires, des paysans et de la classe ouvrière en Asie et dans le monde.

- Contradiction Editions 2025

INTRODUCTION

Se souvenir de la Révolution chinoise

Le 1er octobre 1949, le camarade Mao Tsétoung adressa un message au monde entier, proclamant solennellement la fondation de la République populaire de Chine. Ce fut la libération d'un quart de l'humanité de l'étreinte impérialiste, l'affranchissement de 600 millions de personnes de siècles d'oppression féodale et médiévale, et l'émancipation de tout le peuple chinois face à la pauvreté, à l'oppression et à la tyrannie d'une poignée de dirigeants soutenus par leurs maîtres impérialistes. En cette occasion historique, Mao déclara : « Le peuple chinois s'est dressé. » Et avec cette victoire, plus d'un tiers du monde entier rejoignit le camp socialiste.

En ce 50ème anniversaire de la Révolution chinoise, nous nous remémorons quelques-unes de ces réalisations colossales. Des réalisations qui démontrent les possibilités stupéfiantes qui s'offrent à l'homme lorsqu'il est inspiré par une vision d'un ordre juste et équitable ; les bouleversements titanesques rendus possibles par des masses animées d'une perspective scientifique et désintéressée ; et un exemple vivant de la validité de l'affirmation selon laquelle, lorsque le marxisme-léninisme s'empare des masses, il devient une force motrice. Dans cette expérience herculéenne, les cieux furent renversés, les dieux « éternels » s'écroulèrent sur terre, les valeurs et traditions archaïques enracinées furent réduites en poussière, l'économie et la politique, jusque-là inversées, furent rétablies sur leurs bases, et à travers ce chaos et ce désordre émergea l'embryon d'un nouvel ordre et d'un être nouveau — la société socialiste et l'homme communiste.

La Révolution chinoise est une épopée de proportions gigantesques, menée dans l'une des sociétés les plus arriérées du monde. Une épopée faite d'actes incroyables d'efforts humains, d'immenses sacrifices, de grands revers suivis de succès monumentaux, d'insurrections avortées et d'une guerre populaire prolongée et victorieuse... Une épopée écrite dans le sang des masses, qui vit un peuple entier passer des ténèbres à la lumière, de l'illettrisme, de la superstition et du retard à la pensée scientifique moderne, de la maladie et de la pauvreté à la protection sociale et à la sécurité, et de la misère et de la souffrance à la liberté et au bonheur. Et de cette épopée surgirent des révolutionnaires géants, qui donnèrent naissance à la Pensée de Mao, ou maoïsme – un bond en avant dans la connaissance des lois de la société, un enrichissement significatif de tous les aspects du marxisme.

Au cœur de cette turbulence, rien n'était sacré, sauf une chose : les intérêts de l'homme ordinaire. « Servir le peuple » de Mao était la pierre angulaire de toute politique, plaçant le bien-être, la dignité et le progrès de l'homme commun au fondement de tout changement. Les appels de Mao à « mettre la politique au poste de commandement », à « ne jamais oublier la lutte des classes », à « combattre l'égoïsme et répudier le révisionnisme », etc., visaient à servir les intérêts des masses comme principe directeur de toute action. Les résultats obtenus en trois décennies de révolution et 28 années supplémentaires d'édification socialiste étaient inimaginables. Le facteur décisif derrière cette transformation immense fut le Parti communiste de Chine, dirigé par le camarade Mao Tsétoung.

Que ce grand succès ait depuis été renversé par les révisionnistes de Deng ne diminue en rien l'importance considérable des réalisations de ce demi-siècle. Au contraire, cela confirme tout ce que Mao défendait, ainsi que ses avertissements répétés sur la possibilité d'un renversement. Cela confirme aussi la compréhension léniniste de la nocivité de l'ordre bourgeois, des valeurs bourgeoises, de la vision du monde bourgeoise enracinée en l'homme depuis des siècles, et de la nécessité de les combattre sans relâche. Les causes de cette grande trahison existent sans doute ; elles doivent être recherchées non seulement dans certaines faiblesses politiques, mais surtout dans le caractère inédit et pionnier d'une telle expérience. Des leçons doivent absolument en être tirées, afin que les communistes de ce nouveau siècle puissent avancer et grandir, enrichis par l'expérience des révolutions passées, et particulièrement celle de la Révolution chinoise.

En ce 50ème anniversaire, rappeler les réalisations majeures de la

Révolution chinoise, ainsi que les causes de son renversement, est important pour plusieurs raisons. Premièrement, avec la perte de toutes les bases socialistes, un certain pessimisme entoure l'avenir du socialisme – un pessimisme qui, dans une certaine mesure, s'enracine dans la réalité immédiate des revers. Deuxièmement, face au déferlement d'une machine de propagande high-tech, couplée à la promotion d'un consumérisme vulgaire, une tendance se dessine à nier l'idéologie, les idéaux justes et la possibilité d'un nouvel ordre social. Troisièmement, avec ce recul, un courant révisionniste puissant se développe au sein du mouvement communiste, cherchant à nier la portée internationale de la Révolution chinoise et de son produit, la Pensée de Mao Tsétoung ou maoïsme. Quatrièmement, une tendance existe, même parmi certains maoïstes, à ne rendre qu'un hommage verbal à cette grande expérience, ou à la réduire à un sectarisme de slogans, niant ainsi son importance comme référence essentielle pour les révolutions communistes futures. Enfin, il y a l'urgence de contrer la conspiration du silence, menée non seulement par la bourgeoisie et les révisionnistes, mais surtout par ces prétendus praticiens sociaux du type ONG, qui tentent délibérément de masquer la vérité et la réalité des réalisations concrètes de la Révolution chinoise et de l'édification socialiste.

Dans cette brève brochure, nous aborderons d'abord l'histoire parcourue par la Révolution chinoise ; ensuite, nous nous concentrerons sur la période de l'édification socialiste et la restauration ultérieure du capitalisme ; enfin, nous examinerons la portée historique de la Révolution chinoise.

- People's March

PREMIÈRE PARTIE

LE PROCESSUS RÉVOLUTIONNAIRE AVANT 1949

La Chine, comme l'Inde, était un pays semi-féodal et semi-colonial. Après la guerre de l'Opium en 1840, le capital étranger pénétra l'économie chinoise, entravant le développement naissant du capital national. De nombreuses révolutions ébranlèrent l'ancien ordre féodal et impérialiste. Jusqu'au Mouvement du 4 mai 1919, ces révolutions étaient de type démocratique ancien, dirigées par la bourgeoisie. À partir du Mouvement du 4 mai jusqu'en 1949, la révolution fut de type démocratique nouveau, dirigée par la classe ouvrière et faisant partie de la révolution prolétarienne mondiale.

Contrairement à l'Inde, la Chine connut une révolution démocratique bourgeoise, bien qu'elle ait finalement échoué. La révolution Taiping dura 14 ans (1851-1864) et établit un gouvernement révolutionnaire à Nankin. Les Taiping remirent en cause la culture féodale, promulguèrent la loi agraire abolissant le système foncier féodal, etc. Le gouvernement fut détruit par l'attaque conjointe des troupes impériales Qing et des agresseurs américains, britanniques et français. En 1905, le Dr Sun Yat-sen fonda la Ligue révolutionnaire, qui dirigea une série de soulèvements entre 1905 et 1911. La révolution démocratique bourgeoise de 1911 mit fin à la monarchie féodale (renversant la dynastie Qing), qui régnait en Chine depuis plus de 2000 ans, et donna naissance à la République de Chine et à un gouvernement révolutionnaire provisoire à Nankin. Mais celui-ci s'effondra à son tour, et le pouvoir

tomba entre les mains du seigneur de guerre du Nord, Yuan Shikai.

(A) NAISSANCE DU PARTI COMMUNISTE CHINOIS

Au début du XXe siècle, six puissances impérialistes dominaient la Chine : la Grande-Bretagne, l'Allemagne, la France, la Russie tsariste, les États-Unis et le Japon. Pendant la Première Guerre mondiale, le Japon renforça son emprise sur la Chine et installa un gouvernement fantoche.

Ce fut la révolution socialiste d'Octobre 1917 qui eut un impact profond sur le mouvement ouvrier en cours, qui avait atteint son apogée dans les dernières années. À cela s'ajouta la colère du peuple contre la capitulation traîtresse du gouvernement face aux impérialistes lors de la conférence de paix de Versailles en janvier 1919. Le Mouvement du 4 mai commença comme un soulèvement étudiant exigeant la démission des trois ministres impliqués. En juin, le centre du mouvement se déplça de Pékin à Shanghai, où les ouvriers prirent la tête avec d'immenses grèves et actions militantes. Bientôt, le mouvement s'étendit à tout le pays, devenant un vaste mouvement patriotique de masse englobant ouvriers, étudiants, commerçants et autres couches sociales. Parallèlement, un mouvement culturel se développa, attaquant les valeurs et coutumes féodales.

C'est au milieu de cette effervescence que le marxisme prit racine en Chine. La culture démocratique fut largement diffusée par deux périodiques sous influence communiste : *La Jeunesse nouvelle* et *La Revue hebdomadaire*. Li Dazhao, fondateur du marxisme en Chine, propagea activement le marxisme à travers ces deux magazines.

Dès 1918-1919, des cercles d'étude marxistes apparurent à Shanghai, Pékin, ainsi que dans les provinces du Hunan, du Hubei, du Shandong, et parmi les étudiants chinois à Paris et Tokyo. En 1920, ces cercles se consolidèrent en groupes actifs au sein de la classe ouvrière, publiant des magazines et autres publications. Tous fusionnèrent, et le 1er juillet 1921, avec l'aide de l'Internationale communiste, le premier congrès du Parti communiste chinois (PCC) se tint à Shanghai. Les 12 délégués (représentant 57 membres), dont Mao, adoptèrent une Constitution et élurent un organe dirigeant.

Le premier congrès rejeta deux vues erronées : celle des « marxistes légaux », opposés à une organisation stricte de la classe ouvrière et favorables à une simple propagande ; et celle des « gauchistes », pour qui

la dictature du prolétariat était un objectif immédiat et qui s'opposaient à la participation du parti au mouvement démocratique bourgeois.

En janvier 1922, la Troisième Internationale convoqua à Moscou le premier congrès des partis communistes et des organisations révolutionnaires nationales des pays de l'Est. Ce congrès définit les tâches pour l'Orient comme étant anti-impérialistes et anti-féodales, en alliance avec le prolétariat de l'Ouest et de la Russie.

Lors du deuxième congrès du PCC en juillet 1922, le parti établit un programme maximum et un programme minimum, basés sur les théories léninistes concernant les révolutions dans les colonies et semi-colonies. Le deuxième congrès posa les bases de la ligne politique et du programme du parti. Sa faiblesse résidait dans le fait qu'il ne plaçait pas le prolétariat comme dirigeant de la révolution démocratique et n'avancait pas les revendications des ouvriers et paysans pour le pouvoir politique ni celles des paysans pour la terre. Ces faiblesses furent le terreau sur lequel se développa la déviation opportuniste de droite de Chen Duxiu pendant la révolution de 1924-1927.

Pendant toute cette période, le parti s'enracina profondément dans la classe ouvrière, dirigea de nombreuses luttes militantes, dont certaines prirent la forme de soulèvements. En juin 1923, le troisième congrès du PCC établit la ligne tactique fondamentale du parti et décida de former un large front uni avec le Kuomintang de Sun Yat-sen. Mais à ce congrès, une lutte acharnée éclata contre deux déviations : Chen Duxiu et les capitulards estimaient que la révolution actuelle, étant démocratique bourgeoise, devait être dirigée par la bourgeoisie... et le Kuomintang. D'un autre côté, une tendance sectaire soutenait qu'il ne fallait aucune coopération avec le Kuomintang. Le congrès critiqua les déviations de droite et de gauche.

En janvier 1924, le Kuomintang tint son premier congrès national à Canton, où Mao et d'autres communistes jouèrent un rôle dirigeant important. À ce congrès, les Nouveaux Trois Principes du Peuple de Sun Yat-sen furent adoptés, basés sur : l'opposition à l'impérialisme et au féodalisme, l'établissement d'un gouvernement de coalition démocratique des classes révolutionnaires, le bien-être et la subsistance du peuple, et l'alliance avec l'Union soviétique.

L'Union soviétique aida également Sun Yat-sen à créer une armée révolutionnaire en fondant l'Académie militaire de Whampoa à Canton en mai 1924. Les communistes en firent partie.

En janvier 1925, alors que le mouvement de masse balayait déjà la Chine, le quatrième congrès du PCC se tint à Shanghai. Le congrès critiqua les erreurs des opportunistes de gauche et de droite dans le travail du front uni durant l'année écoulée et adopta une politique d'élargissement des rangs de gauche au sein du Kuomintang, critiquant le centre et s'opposant à la droite. Le quatrième congrès prépara le parti organisationnellement pour une nouvelle vague de luttes de masse. Son défaut fut de ne pas avancer de programme agraire.

Le 12 mars 1925, le Dr Sun Yat-sen mourut.

Les années 1925 et 1926 virent un essor massif de la classe ouvrière, menant à de nombreuses confrontations armées, dirigées par le PCC. Durant ces deux années, à la veille de l'expédition du Nord, le mouvement paysan progressa rapidement dans tout le pays. C'est sur la base du mouvement ouvrier-paysan que le gouvernement révolutionnaire du Kuomintang fut fondé et consolidé. Le mouvement paysan dans le Hunan, le Hubei et le Jiangxi commença à se développer, comptant des centaines de milliers de membres. Dans les provinces du Nord, des émeutes paysannes éclatèrent, et dans la seule province du Hunan, l'Association des paysans fut créée avec 300 000 membres et un Corps d'autodéfense paysanne comptant 100 000 membres.

Durant cette période, pour contrer la ligne opportuniste de droite de Chen Duxiu et aussi la ligne « de gauche » qui s'opposait à la mobilisation de la paysannerie, Mao écrivit en mars 1926 l'article « Analyse des classes dans la société chinoise ». Mais dès mi-1926, Chiang Kai-shek commença ses attaques contre les communistes. Il fut encouragé par la politique de compromis et de concession de Chen Duxiu, qui considérait Chiang comme le « pilier » du mouvement révolutionnaire chinois.

(B) L'EXPÉDITION DU NORD

L'impérialisme japonais soutenait ouvertement les seigneurs de guerre du Nord, et en décembre 1925 eut lieu la première intervention armée impérialiste lorsque les troupes japonaises aidèrent directement certains seigneurs de guerre. Les Britanniques soutinrent le seigneur de guerre du Zhili (province du Hebei). Tandis que les impérialistes contrôlaient leurs seigneurs de guerre respectifs et rivalisaient pour la suprématie en Chine, ils soutenaient conjointement la domination réactionnaire des seigneurs de guerre du Nord.

Le plan stratégique de l'expédition du Nord consistait à placer la force principale de l'Armée révolutionnaire sur le front du Hunan-Hubei et à envoyer deux contingents aux frontières orientale et nord du Guangdong. La coopération entre le Parti communiste et le Kuomintang en 1924 marqua le début de la lutte pour l'établissement de la base révolutionnaire dans le Guangdong. Avec le soutien des masses révolutionnaires ouvrières et paysannes, la base révolutionnaire fut unifiée et consolidée, et les fondations de la guerre d'expédition du Nord furent posées.

L'expédition du Nord commença en juillet 1926. En six mois, l'Armée révolutionnaire du Nord (des communistes et du Kuomintang) écrasa les troupes des seigneurs de guerre du Zhili et étendit ses forces à la vallée du Yangtsé, contrant les seigneurs de guerre du Fengtian du Nord. À la veille de l'expédition, les ouvriers et paysans du Hunan, Changsha, Yueyang, Wuhan et Hubei, sous la direction du PCC, apportèrent un soutien puissant à l'Armée révolutionnaire, lui permettant de pénétrer rapidement dans les deux provinces. En moins de six mois (de juillet à décembre 1926), l'Armée révolutionnaire du Guangdong prit le Hunan, le Hubei, le Fujian, le Zhejiang, le Jiangxi et l'Anhui, mit hors de combat deux autres grandes forces de seigneurs de guerre et encercla Shanghai, Nankin et d'autres villes du Jiangsu. Alors que l'Armée révolutionnaire nationale avançait et remportait davantage de victoires, il semblait presque certain qu'avec le soutien des masses, elle vaincrait les impérialistes et les seigneurs de guerre du Nord et réaliserait l'indépendance et l'unification de la Chine.

Mais il n'en fut rien. Alors que le mouvement révolutionnaire des ouvriers et paysans grandissait, la bourgeoisie et les seigneurs de guerre (dont beaucoup s'étaient rendus pendant l'expédition du Nord) au sein de l'Armée révolutionnaire, avec le soutien des impérialistes, commencèrent à préparer la prise de la direction de la révolution. Cela fut facilité par la domination de la ligne capitularde de Chen Duxiu, qui ne parvint pas à organiser une résistance efficace contre l'attaque imminente.

Chen Duxiu espérait apaiser les éléments bourgeois et propriétaires fonciers au sein du Kuomintang ; il s'opposait au programme agraire, refusait de diriger la paysannerie et prônait l'unité avec la bourgeoisie à tout prix, continuant à affirmer que la bourgeoisie nationale dirigerait la révolution en cours. Pour contrer ces tendances et spécifiquement pour affirmer le rôle de la paysannerie, Mao se rendit dans le Hunan en janvier 1927 et fit une enquête sur le rôle de la paysannerie durant cette

première guerre civile révolutionnaire. Le Rapport sur le Hunan remit les choses en perspective.

Entre-temps, le parti organisa trois soulèvements armés des ouvriers, les 26 octobre, 27 février et 27 mars. Les deux premiers échouèrent, mais le troisième, avec l'Armée révolutionnaire du Nord à proximité, fut victorieux : les ouvriers établirent la Commune de Shanghai et élurent lors d'un rassemblement citoyen des responsables pour un gouvernement populaire de Shanghai. Nankin fut également libérée. Mais les massacres commencèrent alors : d'abord à Nankin par les impérialistes eux-mêmes, suivis par les massacres de Shanghai perpétrés par Chiang Kai-shek. En avril, les massacres de Shanghai et Nankin s'étendirent au Guangdong, où les réactionnaires du Kuomintang tuèrent de nombreux communistes et ouvriers avancés et désarmèrent les piquets de l'Académie militaire de Whampoa.

À ce moment critique, le PCC tint son cinquième congrès en avril 1927 à Hankou, qui assigna au parti deux tâches : mener la révolution agraire et établir un régime populaire. Chen Duxiu, malgré sa ligne de droite, fut élu secrétaire. En raison de sa ligne de capitulation envers le Kuomintang, avec le virage à droite de ce dernier et, en fait, un coup d'État contre les communistes, la première guerre civile révolutionnaire se solda par un échec.

Après l'échec de la révolution en 1927, les alignements de classe en Chine changèrent. La grande bourgeoisie trahit la révolution, la bourgeoisie nationale avait capitulé et une partie de la petite-bourgeoisie avait déserté. Les impérialistes, les propriétaires fonciers, les complices bureaucratiques et l'aile droite du Kuomintang formèrent une alliance contre-révolutionnaire. Entre janvier et août 1928, cent mille ouvriers et paysans furent tués, tandis que les survivants étaient opprimés et exploités plus que jamais. La révolution atteignit son point le plus bas.

(C) LES BASES RÉVOLUTIONNAIRES

Face aux attaques accrues contre la paysannerie, le mouvement paysan dans le Guangdong, le Hunan, le Hubei et le Jiangxi prit la forme d'une occupation armée. Les paysans organisèrent leurs propres armées et établirent leurs propres gouvernements.

Pendant ce temps, à ce moment critique où Chiang Kai-shek et d'autres avaient trahi la révolution, le parti entreprit de sauver la révolution de

la défaite en organisant un soulèvement armé à Nanchang (province du Jiangxi) le 1^{er} août 1927, avec plus de 30 000 soldats sous le commandement de Zhou Enlai et Zhu De. En trois heures, la ville fut libérée. Bien que rapidement vaincu, le soulèvement de Nanchang eut une grande signification historique. Il marqua la naissance de l'armée populaire chinoise, une armée sous la direction exclusive du PCC.

Le 7 août 1927, le PCC tint une conférence d'urgence du Comité central dans la province du Jiangxi. Cette conférence critiqua la ligne capitalarde erronée de Chen Duxiu, le destitua de son poste dirigeant et appela les paysans à lancer des soulèvements lors de la récolte d'automne pour sauver la révolution. Il fut décidé de commencer les soulèvements dans le Hunan, le Hubei, le Jiangxi et le Guangdong, où la révolution avait les bases les plus solides.

Mao fut envoyé dans le Hunan. Là, il organisa les mineurs de la mine d'Anyuan et créa une Armée révolutionnaire des ouvriers et paysans. L'armée, formée sous la direction du parti, marcha vers les montagnes de Jinggang, à la frontière du Hunan et du Jiangxi, et en octobre 1927 établit la première base révolutionnaire. Pendant ce temps, les ouvriers et soldats de Canton organisèrent un soulèvement en décembre 1927 et établirent la Commune de Canton. Mais celle-ci fut brutalement écrasée et 8 000 révolutionnaires furent tués par les seigneurs de guerre du Kuomintang.

À cette époque, un sentiment « de gauche » se développa rapidement au sein du parti — reflet de l'attitude impétueuse de la petite-bourgeoisie, aggravée par la haine envers la politique de massacre des réactionnaires du Kuomintang et l'indignation face au capitulationnisme de Chen Duxiu. Lors de la réunion élargie du Comité central du 27 novembre, pour la première fois, une ligne « de gauche » domina l'organe dirigeant. Ils nièrent les deux étapes de la révolution, évaluèrent à tort la révolution chinoise comme étant en « essor continu », appelèrent les masses paysannes à s'emparer du pouvoir politique dans plusieurs provinces et les ouvriers dans certains centres industriels. Ils nièrent que la première guerre civile révolutionnaire avait échoué et que la révolution était alors à son point le plus bas. Partout où il y avait des organisations du parti, des ordres furent donnés pour préparer activement des soulèvements armés. Après quelques échecs, cette ligne fut abandonnée mi-1928.

Pendant ce temps, les forces de Zhu De rejoignirent celles de Mao, consolidant la base révolutionnaire des montagnes de Jinggang, repoussant trois attaques d'encerclement (entre 1928 et 1931) par les forces

réactionnaires de Chiang Kai-shek. Dans ce processus, Mao élaborait ses concepts de bases révolutionnaires, de l'Armée rouge et de l'augmentation du nombre de bases révolutionnaires pour encercler et prendre les villes, dans ses deux œuvres célèbres (écrites en 1928) : Pourquoi le pouvoir rouge peut-il exister en Chine ? et La lutte dans les montagnes de Jinggang.

En juillet 1928, le PCC convoqua son sixième congrès. Le congrès rectifia pleinement la ligne opportuniste de droite de Chen Duxiu (fin 1929, il fut expulsé pour avoir formé une faction antiparti avec les trotskistes) et critiqua aussi l'erreur du putschisme « de gauche ». Le putschisme, l'aventurisme militaire et l'autoritarisme, qui menaient à l'isolement des masses, étaient le reflet des sentiments petits-bourgeois « de gauche » dans le parti. Mais comme les critiques ne furent pas approfondies, la direction resta entre les mains des « gauchistes » après le congrès, et plus tard, les opportunistes « de gauche » en firent une ligne erronée à part entière.

Début 1930, après trois ans de lutte, des bases révolutionnaires et des forces armées populaires furent établies dans de nombreuses régions : la base centrale des montagnes de Jinggang ; la base du Hunan-Hubei-Jiangxi ; la base du Hubei-Henan-Anhui, etc. Du soulèvement de la récolte d'automne en 1927 au début de 1930, les zones de soulèvements armés et les bases révolutionnaires rurales couvraient des parties des provinces du Jiangxi, Fujian, Hunan, Hubei, Anhui, Henan, Guangdong, Guangxi et Zhejiang. L'Armée rouge atteignit 60 000 hommes, puis un peu plus tard, 100 000. L'occasion fut saisie des guerres intestines continues entre les forces de Chiang Kai-shek et divers seigneurs de guerre au sein du Kuomintang.

Mais ces victoires donnèrent naissance à une deuxième déviation des idées « de gauche », culminant avec la ligne « de gauche » de Li Lisan. Cette ligne ne distinguait pas les luttes dans les villes de celles dans les campagnes, mettait l'accent sur les soulèvements urbains, niait les préparatifs organisationnels, rejetait l'inégalité de la révolution mondiale, négligeait le caractère prolongé de la révolution démocratique bourgeoise de Chine et brouillait la ligne de démarcation entre la révolution démocratique et la révolution socialiste, etc. Le 30 juin, les « gauchistes » élaborèrent un plan aventuriste d'organiser des soulèvements dans les grandes villes du pays et de concentrer toutes les unités de l'Armée rouge pour attaquer ces grandes villes.

Là encore, cette ligne fut de courte durée en raison des pertes subies,

et en septembre 1930, la session plénière du Comité central rectifia la ligne « de gauche »... Pourtant, en l'absence d'une critique approfondie, les erreurs sectaires persistèrent. De 1928 à 1931, durant la période des montagnes de Jinggang, la politique agraire du parti fut élaborée à partir de l'expérience acquise. De plus, dans le processus de construction des bases révolutionnaires et de développement de la lutte armée, Mao esquissa pour la première fois certains points pour une ligne militaire du prolétariat.

(D) LE FRONT UNI ANTI-JAPONAIS

Le 18 septembre 1931, l'armée japonaise stationnée dans le Nord-Est lança une attaque soudaine sur Shenyang. Chiang Kai-shek ordonna à l'armée chinoise de ne pas résister. Il ordonna également le retrait de toutes les troupes de la région, permettant aux impérialistes japonais d'occuper tout le Nord-Est en seulement trois mois. En janvier 1932, l'armée japonaise attaqua Shanghai pour prendre la ville, afin de coloniser toute la Chine. Lorsque l'armée locale et les civils se révoltèrent, Chiang Kai-shek retira l'armée et signa un accord humiliant avec le Japon, stipulant que la Chine ne devait pas stationner ses troupes à Shanghai et devait interdire les mouvements anti-japonais dans tout le pays.

Cela provoqua de fortes sentiments anti-japonais et anti-Chiang dans tout le pays, dont la plupart furent dirigés par le PCC — Dans le Nord-Est, les Volontaires anti-japonais harcelèrent les Japonais par des luttes de guérilla ; à Shanghai, 800 000 ouvriers formèrent l'Association pour la résistance au Japon et le salut de la Chine ; les étudiants de Pékin, Tianjin, Shanghai, Hankou et Canton se rendirent à Nankin, détruisirent le siège du parti Kuomintang et ordonnèrent un tribunal populaire pour juger le maire et le chef de la police ; même les industriels et commerçants urbains lancèrent une campagne de boycott des produits japonais.

Un grand changement se produisit dans la situation politique intérieure après l'invasion japonaise dans le Nord-Est en 1931. Les raisons de ce développement étaient : la montée du mouvement populaire anti-japonais et anti-Chiang Kai-shek dans les zones contrôlées par le Kuomintang ; la scission au sein du Kuomintang ; la tendance anti-japonaise de la bourgeoisie nationale ; la victoire de l'Armée rouge des ouvriers et paysans dans la troisième campagne de contre-encerclement ; et l'établissement du gouvernement démocratique des ouvriers et paysans chinois et sa déclaration de guerre au Japon.

Le slogan du front uni anti-japonais fut lancé, exigeant la résistance aux agresseurs japonais et l'opposition à Chiang Kai-shek, la création d'un gouvernement de défense nationale et d'une armée alliée anti-japonaise. Si le parti avait adopté les tactiques correctes, une grande avancée aurait été possible. Mais, de la période de l'établissement du Comité central provisoire, dirigé par Qin Bangxian et Wang Ming le 1^{er} septembre 1931, jusqu'à la conférence de Zunyi en janvier 1935, une troisième ligne « de gauche » se développa continuellement.

Après la victoire de la troisième campagne d'encerclement, ils appelèrent l'Armée rouge à attaquer les villes ; ils s'opposèrent à la politique de front uni ; ils virent les classes dirigeantes comme un bloc uni et refusèrent de reconnaître les divisions ; ils qualifièrent la ligne correcte de ligne des paysans riches et appelèrent à la distribution des terres des paysans riches et à la confiscation du capital de la bourgeoisie nationale.

Pourtant, la quatrième campagne d'encerclement en 1932, lorsque Chiang Kai-shek rassembla une force de 500 000 hommes, fut une nouvelle fois écrasée par l'Armée rouge. Mais en 1933, Chiang Kai-shek commença les préparatifs pour une offensive totale lors de la cinquième campagne d'encerclement. Avant de lancer l'offensive militaire, des attaques massives furent menées contre les communistes, les démocrates et les sympathisants dans tout le pays. Des centaines de magazines et journaux furent interdits, des écrivains progressistes arrêtés ou tués. La répression et le massacre des écrivains révolutionnaires et des jeunes progressistes furent sans précédent dans l'histoire. Pas moins de 300 000 jeunes furent massacrés entre 1927 et 1935, sans compter ceux qui disparurent ou furent emprisonnés.

Puis, en octobre 1933, Chiang rassembla un million de soldats pour l'encerclement. Mais cette fois, la ligne « de gauche » domina aussi la stratégie militaire, s'opposant à la guerre de guérilla et mobile et exigeant que l'Armée rouge « ne cède pas un pouce du territoire rouge à l'ennemi ». En raison d'une série d'erreurs dans la bataille dues à la ligne « de gauche », afin de briser l'encerclement de Chiang, l'Armée rouge entreprit en octobre 1934 la Longue Marche historique. Franchissant de nombreux cordons ennemis, l'Armée rouge se fraya un chemin jusqu'à Zunyi.

Sous le feu constant de l'ennemi, la conférence historique de Zunyi fut convoquée en janvier 1935. Lors de cette réunion élargie du Bureau politique du Comité central, la conférence de Zunyi rejeta la ligne militaire « de gauche » et approuva la ligne correcte du camarade Mao Tsé-

toung. Les opportunistes « de gauche » furent destitués de leurs postes dirigeants et une nouvelle direction du parti dirigée par Mao fut établie. La conférence traça également la direction future de la Longue Marche vers le Nord. Finalement, après une année entière, l'Armée rouge atteignit la province du Shaanxi et établit sa base rouge à Yan'an.

Pendant les douze mois d'octobre 1934 à octobre 1935, l'Armée rouge centrale marcha à travers onze provinces, escalada de hautes montagnes enneigées, traversa des prairies pratiquement sans signe de vie, et brisa les tentatives d'encerclement, de poursuite, d'obstruction et d'interception de l'ennemi. Elle parcourut 12 500 kilomètres, surmonta d'innombrables difficultés militaires et politiques ainsi que des obstacles naturels, et atteignit finalement la base révolutionnaire du nord du Shaanxi en triomphe pour rejoindre les forces de l'Armée rouge là-bas. L'Armée rouge, qui avait atteint 300 000 hommes, fut réduite à 30 000 à la fin de la Longue Marche.

Mao déclara : « La Longue Marche est la première du genre jamais enregistrée dans l'histoire, c'est un manifeste, un corps d'agitation et une machine à semer. » (Vol. 1, page 161). Un nouveau record historique, car la Longue Marche était un événement sans précédent dans l'histoire ; un manifeste, car elle confirma l'invincibilité de l'Armée rouge ; un corps d'agitation, car elle proclama dans une vaste région de Chine que la voie de l'Armée rouge menait à la libération du peuple ; et enfin, une machine à semer, car elle sema les graines de la révolution dans onze provinces.

C'est pour contrer des années de doctrinarisme et de dogmatisme, aboutissant à une ligne « de gauche », ainsi que des erreurs subjectivistes au sein du parti, que Mao écrivit en 1937 ses célèbres écrits philosophiques *De la pratique* et *De la contradiction*.

Après l'établissement de la dictature militaire fasciste à Nankin, les réactionnaires du Kuomintang commencèrent à organiser un monopole économique des capitalistes bureaucratiques représentés par les « Quatre Grandes Familles » de Chiang Kai-shek, T.V. Soong, H.H. Kung et les frères Chen. Entre 1928 et 1935, ils prirent le contrôle des principales banques de Chine. Après avoir pris le contrôle des finances, les « Quatre Grandes Familles », en 1935 et 1936, entreprirent de dominer et de monopoliser l'industrie. Ils étaient aussi les plus grands propriétaires fonciers du pays. Par leur contrôle monopoliste sur la finance, le commerce, l'industrie et l'agriculture, les « Quatre Grandes Familles » pillèrent le peuple et devinrent connus comme les

plus grands vampires du pays.

De plus, avant la guerre anti-japonaise, dans les zones contrôlées par le Kuomintang, les impérialistes monopolisaient les industries du charbon et du fer, les chemins de fer et le transport maritime, ainsi que de nombreuses autres entreprises. La politique impérialiste japonaise de conquête de la Chine compromit gravement les intérêts des impérialistes britanniques et américains en Chine du Nord et centrale et brisa la base économique des « Quatre Grandes Familles », liées aux impérialistes occidentaux. Cela entraîna des divisions croissantes au sein du Kuomintang.

La dernière agression japonaise en Chine du Nord en 1935 fut suivie par la capitulation du Kuomintang et la signature de l'accord « Ho-Umezu », par lequel la Chine perdit ses droits souverains, infligeant une humiliation à toute la nation. En août 1935, le Comité central du PCC publia une déclaration appelant à la « Résistance au Japon et au salut national ». Après la Longue Marche, en décembre 1935, le Comité central du parti tint une conférence à Wayaobao, qui définit les tactiques pour établir un front uni national anti-japonais. Lors de cette conférence, il fut avancé que la contradiction nationale entre la Chine et le Japon était devenue la principale, tandis que la contradiction de classe interne était reléguée au second plan.

La direction du parti dans le front uni assura la victoire de la révolution, et pour l'établir plus fermement, il fut décidé que le parti devait élargir ses rangs ; développer l'organisation du parti, l'armée dirigée par le parti et les bases révolutionnaires. Un parti communiste fort, l'Armée rouge et les bases révolutionnaires — tels étaient les piliers du front uni. De plus, la Chine devait lier son front uni anti-japonais avec le front de la paix mondiale, et isoler complètement l'impérialisme japonais.

Avant 1936, le parti n'avait pas inclus Chiang Kai-shek dans le front uni. Mais avec la révolte croissante des généraux du Kuomintang contre les Japonais, le parti lança un appel en septembre 1936 pour « une république démocratique » impliquant le Kuomintang. Finalement, sous la pression communiste, Chiang Kai-shek fut contraint d'annuler la guerre contre les communistes lorsque deux de ses principaux généraux, Zhang et Yang, l'arrêtèrent le 12 décembre 1936 et l'obligèrent à faire partie d'un front anti-japonais. Lors de la conférence nationale du PCC en mai 1937, Mao déclara que la tâche principale du parti était de lutter pour la démocratie et la liberté à l'intérieur du pays. La guerre contre le Japon nécessitait la paix intérieure et la mobilisation

du peuple, mais sans démocratie, la paix... il n'y avait aucun moyen de procéder à la mobilisation. La lutte pour la démocratie politique et la liberté était un maillon central pour assurer la victoire de la résistance armée. La conférence souligna la direction prolétarienne du front, dont les éléments essentiels étaient : l'avancement de son programme politique, l'exemple dans les activités révolutionnaires, l'établissement de relations appropriées avec ses alliés, et l'élargissement des rangs du parti.

(E) LA GUERRE ANTI-JAPONAISE

Le 7 juillet 1937, les troupes fascistes japonaises lancèrent une attaque sur le pont Marco Polo, situé à environ 10 km de Pékin. Le 13 août, elles attaquèrent Shanghai. La brutalité de leur agression égalait celle d'Hitler. Les massacres, viols, pillages, incendies, destructions et autres atrocités commises par les troupes fascistes japonaises laissèrent une tache indélébile dans l'histoire de l'humanité. Lors du massacre qui suivit la chute de Nankin, qui dura plus d'un mois, pas moins de 300 000 civils furent tués. Un grand nombre de soldats qui avaient déposé les armes furent mitraillés en groupe ou brûlés vifs. Toutes les richesses du peuple chinois, qu'il s'agisse d'usines modernes ou de maisons payannes, subirent les destructions et pillages les plus odieux.

La colère du peuple contre les Japonais força Chiang Kai-shek à former un front uni avec les communistes, qui fut finalement établi le 22 septembre 1937. Lorsque les Japonais attaquèrent, les impérialistes anglo-américains poursuivirent une politique de « regarder les tigres se battre de loin », croyant que dans la guerre sino-japonaise, les flammes du mouvement de libération nationale chinois seraient étouffées, tandis que les impérialistes japonais seraient affaiblis. La Grande-Bretagne, et surtout les États-Unis, continuèrent à fournir au Japon d'énormes quantités de matériel de guerre, même après le déclenchement de la guerre anti-japonaise. Jusqu'au début de la guerre du Pacifique en 1941, ils tentèrent soit de trouver un compromis avec le Japon, soit restèrent passifs en espérant que la Chine et le Japon s'épuiseraient mutuellement dans la guerre. De plus, avant la chute de Nankin, le gouvernement du Kuomintang, lors de négociations répétées avec le Japon, était prêt à capituler.

Leur résistance était tiède, et en six mois, ils furent vaincus dans toute la Chine. En octobre 1938, Canton et Wuhan tombèrent aux mains des Japonais. En quinze mois, les troupes du Kuomintang battirent en retraite de Pékin, Tianjin, Shanghai, Canton et Wuhan jusqu'au Sichuan.

En revanche, en août 1937, l'Armée rouge, avec seulement 40 000 soldats, entra en combat et remporta une série de victoires contre les Japonais. La Huitième Armée de Route pénétra profondément derrière les lignes ennemies et commença à établir plusieurs bases anti-japonaises. La Nouvelle Quatrième Armée, réorganisée à partir des unités de guérilla rouge du Sud, établit son quartier général à Nanchang en janvier 1938 et s'infiltra ensuite derrière les lignes ennemies en Chine centrale pour créer des bases.

En matière militaire, la politique d'indépendance et d'initiative consistait à mener une guerre de guérilla indépendante dans les zones montagneuses, à s'en tenir principalement à la guérilla, mais à ne pas manquer l'occasion de mener une guerre mobile dans des conditions favorables. Autrement dit, il s'agissait d'établir des bases anti-japonaises derrière les lignes ennemies et de mener une vaste guerre de guérilla sur les flancs de l'ennemi.

À cette époque, une tendance se développa au sein du parti, selon laquelle les Chinois pouvaient remporter une victoire rapide. Voyant que le Kuomintang opposait une certaine résistance et que les communistes remportaient de grandes victoires, les idées de victoire rapide se répandirent. Pour contrer ces vues et développer une perspective correcte de la guerre populaire, Mao écrivit en mai 1938 son ouvrage historique *De la guerre prolongée*. Dans celui-ci, il détailla les stratégies et tactiques pour mener une guerre populaire. C'est aussi en 1938 que Mao approfondit la science de la guerre populaire dans ses principaux écrits militaires : *Problèmes stratégiques de la guerre de guérilla contre le Japon* et *Problèmes de la guerre et de la stratégie*. Aujourd'hui encore, ces écrits militaires sont des textes essentiels pour quiconque cherche à mener une « guerre populaire ».

Les victoires de l'Armée rouge se poursuivirent en 1939 et 1940. Fin 1940, l'armée populaire avait repris 150 districts et infligé 400 000 pertes aux troupes japonaises et fantoches. Les zones libérées et de guérilla comptaient une population de 100 millions d'habitants, et les effectifs du Parti communiste atteignirent 800 000 membres.

Les Japonais ciblaient principalement les communistes, et en ce qui concernait le Kuomintang, ils cherchaient à les amener à capituler. Les Britanniques et les Américains se livrèrent à des intrigues pour faciliter ce processus de capitulation. En décembre 1938, une faction du Kuomintang capitula ouvertement et passa du côté japonais. La clique de Wang Jingwei, qui représentait une partie de la grande bourgeoisie,

forma un gouvernement fantoche à Nankin. Pendant ce temps, la faction de Chiang Kai-shek au sein du Kuomintang, représentant la partie pro-américaine de la grande bourgeoisie, était également au bord de la capitulation.

La clique de Chiang Kai-shek tourna ses armes contre le Parti communiste et déclencha une campagne anticomuniste qui atteignit son apogée en 1940. Au printemps 1940, Chiang ordonna à ses troupes d'attaquer le quartier général de la Huitième Armée de Route... mais elles furent vaincues au combat. En mars 1940, Mao réaffirma la politique du parti concernant le front uni anti-japonais : développer les forces progressistes, gagner les forces du centre et isoler les irréductibles.

Développer les forces progressistes signifiait développer les forces du prolétariat, de la paysannerie et de la petite-bourgeoisie urbaine ; permettre l'expansion de l'Armée rouge ; établir des bases démocratiques anti-japonaises ; et mobiliser les masses pour créer des organisations du Parti communiste et des pouvoirs politiques populaires dans ces bases.

Gagner les forces du centre signifiait rallier la bourgeoisie moyenne, les notables éclairés et les groupes locaux influents.

Isoler les forces irréductibles signifiait isoler les forces de la classe des grands propriétaires fonciers et de la grande bourgeoisie, représentées par Chiang Kai-shek, qui poursuivait une politique contre-révolutionnaire double. D'un côté, ils résistaient au Japon, et de l'autre, ils menaient une politique extrêmement réactionnaire visant à détruire les forces progressistes, en préparation d'une future capitulation. Ils combattaient le Japon, mais pas activement ; ils s'opposaient au Parti communiste, mais n'osaient pas encore recourir à une scission ouverte.

En janvier 1941, Chiang Kai-shek, recourant à la duplicité, tendit une embuscade à un contingent de 10 000 hommes de la Nouvelle Quatrième Armée, tuant 9 000 combattants. Cela provoqua une explosion de colère contre Chiang Kai-shek, même au sein du Kuomintang. Par ailleurs, la situation internationale évoluait, et les gouvernements britannique et américain étaient désormais favorables à une attaque totale contre le Japon et à l'arrêt de la guerre civile.

C'est au milieu de ces batailles désespérées que Mao produisit en janvier 1940 son ouvrage important *Sur la nouvelle démocratie*, qui reste, aujourd'hui encore, la base théorique majeure de toutes les révolutions démocratiques contemporaines. À l'époque, les irréductibles du

Kuomintang avaient lancé une offensive idéologique contre les communistes, brandissant des concepts de kéalisme et des théories de « révolution unique ».

Dans les bases anti-japonaises, des assemblées villageoises et cantonales furent créées. Entre 1941 et 1942, des assemblées furent élues dans toutes les bases. Ces assemblées discutèrent et promulguèrent des programmes administratifs et adoptèrent des lois fondamentales. En tant qu'organe représentatif élu par le peuple, l'assemblée avait le pouvoir d'élire le gouvernement et de faire des lois. Un « système tripartite » fut mis en place sous le régime démocratique, dans lequel les communistes (représentant la classe ouvrière et la paysannerie pauvre), les progressistes (représentant la bourgeoisie moyenne et les notables éclairés) occupaient chacun un tiers des postes dans tous les organes gouvernementaux et les assemblées populaires. Le programme administratif du régime démocratique anti-japonais avait pour point de départ fondamental « la résistance à l'impérialisme japonais, l'ajustement des intérêts de toutes les couches sociales anti-japonaises, l'amélioration des conditions de vie des ouvriers et des paysans et la répression des collaborateurs et des réactionnaires ».

En 1942, en pleine lutte intense contre les envahisseurs japonais, Mao lança ce qui devint connu sous le nom de campagne de rectification — une campagne éducative marxiste-léniniste visant à débarrasser le parti des idées non prolétariennes qui avaient atteint un niveau assez grave et entravaient encore la mise en œuvre de la ligne et des politiques correctes du parti. La campagne de rectification était principalement dirigée contre les tendances au subjectivisme dans l'approche de l'étude, au sectarisme dans le style de travail du parti et à leur forme d'expression — le jargon stéréotypé du parti dans le travail littéraire. C'est pendant cette période que Mao écrivit une série d'articles sur le fonctionnement du parti, qui contribuèrent à enrichir les principes léninistes d'un parti prolétarien.

La première campagne de rectification du parti réduisit l'influence du doctrinarisme qui existait dans le parti depuis 1931, aida de nombreux nouveaux membres du parti d'origine petite-bourgeoise à abandonner leur position d'origine, éleva considérablement le niveau idéologique du parti et réalisa une unité sans précédent de tout le parti autour du comité central. Tout cela permit la mise en œuvre de la ligne politique du CC sur tous les fronts, donna au parti les moyens de surmonter les difficultés extrêmes pendant la guerre anti-japonaise et posa les bases idéologiques pour le septième congrès du parti (avril 1945).

Les réformes politiques et économiques populaires, la campagne de rectification et la vaste campagne de production permirent aux zones libérées de mener une lutte plus efficace contre l'ennemi. Mais, surtout, le parti fut capable d'organiser l'ensemble des masses pour une résistance armée.

La guerre dans les bases anti-japonaises était une guerre populaire dans laquelle l'armée régulière, les unités de guérilla et la milice combattaient en étroite coordination. L'armée régulière défendait les bases dans leur ensemble ; les unités de guérilla, les districts et les cantons ; et la milice, les villages et les bourgs.

Dès le début de la guerre, les organisations du parti s'étaient infiltrées derrière les lignes ennemies, avaient mobilisé les masses et avaient constitué des forces armées populaires, les Corps d'autodéfense du peuple. Dans les premières phases de la guerre, les Corps surveillaient les activités d'espionnage ennemies et effectuaient d'autres services en temps de guerre pour l'armée régulière. À partir de 1941, pour répondre aux besoins de la guerre, une partie des Corps rejoignit la milice dans les combats réels.

Il y avait environ 2,5 millions de miliciens dans les zones libérées. Dans les zones à population dense, où le travail politique avait été mené à fond, la milice représentait parfois 8 % de la population. Sous la direction de leurs propres organes dirigeants, les Commissions des forces armées populaires à différents niveaux, la milice devint une unité de combat bien organisée, un puissant auxiliaire des troupes régulières. Avec la participation de la milice, la guerre de guérilla derrière les lignes ennemies devint une véritable lutte de masse.

La milice accomplissait les tâches suivantes :

Patrouilles et reconnaissances : surveillance des bastions ennemis, recherche d'espions et de traîtres ; spécialisation dans la guerre des mines, aide aux habitants pour cacher les céréales, le bois de chauffage et tous les biens ménagers avant une attaque ennemie.

Sabotage des communications ennemies : la milice dirigeait les masses pour creuser des routes et les transformer en fossés afin de retarder les unités ennemies. Creuser des fossés pour détruire les lignes de communication ennemies devint l'une des tâches principales de la milice.

Contre les « ratissages de villages » : en pénétrant profondément derrière les lignes ennemies. Les miliciens entraient dans les bastions

ennemis pour capturer des agents et détruire les organisations fantoches. De plus, il y avait des milices clandestines hautement secrètes dans les zones occupées par l'ennemi. Elles recueillaient des informations sur les mouvements ennemis, maintenaient le moral du peuple et attaquaient également des cibles majeures.

Production et combat : enfin, la milice accordait autant d'attention à la production qu'au combat. En outre, la milice formait chaque membre des équipes d'entraide à poser des mines, sous le slogan « chaque citoyen est un soldat ».

Le septième congrès du PCC se tint à Yan'an en avril 1945, où Mao présenta le rapport politique intitulé *Sur le gouvernement de coalition*. Le rapport expliquait en détail les programmes généraux et spécifiques du parti pour unir tout le peuple du pays afin de remporter la guerre anti-japonaise et la révolution démocratique.

Le programme général était d'établir une société nouvelle-démocratique après la défaite des agresseurs japonais. Dans cette société, la direction politique du prolétariat, ainsi que les entreprises d'État et les coopératives dirigées par le prolétariat, seraient des facteurs socialistes.

Le programme spécifique traitait des problèmes vitaux en temps de guerre et d'après-guerre. Il incluait : la défaite totale des agresseurs japonais ; la formation d'un gouvernement de coalition démocratique ; la garantie des libertés civiles pour le peuple ; la réalisation de l'unité nationale ; la création d'une armée populaire ; la mise en œuvre de la réforme agraire ; le développement de l'industrie moderne ; la promotion de la culture populaire ; l'égalité de toutes les nationalités en Chine ; et une politique étrangère indépendante et pacifique.

En avril 1945, l'armée populaire s'était étendue à 900 000 hommes ; la milice à 2,2 millions et les corps d'autodéfense à 10 millions. Entre le 11 août et le 10 octobre 1945, l'Armée populaire de libération (APL) libéra 300 000 kilomètres carrés de territoire, avec une population de près de 20 millions d'habitants ; reprit 190 villes ; et tua ou blessa 230 000 soldats ennemis et fantoches. Les grandes villes furent assiégées par l'APL, mais en raison de l'interférence active des États-Unis et des obstructions du Kuomintang, toutes ne furent pas libérées. Le 2 septembre 1945, la capitulation japonaise fut signée.

(F) GUERRE CIVILE ET VICTOIRE FINALE

Après la défaite des Japonais, tandis que l'APL cherchait à désarm-

er l'ennemi, le Kuomintang, soutenu par les États-Unis, rechercha la collaboration des forces japonaises pour « maintenir l'ordre ». En réalité, dans les zones contrôlées par le Kuomintang, seulement 6 % des troupes furent désarmées, et les soldats fantoches furent intégrés dans leur « Armée nationale ». Des forces américaines furent également stationnées dans les grandes villes et fournirent un soutien militaire à l'armée du Kuomintang.

Dans les zones libérées, le PCC lança alors une grande campagne pour la réforme agraire. Après la capitulation japonaise, les paysans des diverses zones libérées s'emparèrent des terres des propriétaires fonciers dans le cadre de la liquidation des traîtres, du règlement des comptes et de la réduction des loyers et des intérêts. Les traîtres, les despotes locaux et les propriétaires fonciers fuirent vers les villes. Les modérés exprimèrent des doutes. Un certain nombre de membres du parti hésitèrent. Dans la directive publiée le 4 mai 1946, le parti soutint résolument toutes les revendications et actions justes des paysans, approuva leur propriété des terres qu'ils avaient obtenues ou étaient sur le point d'obtenir, et proclama le passage d'une politique de réduction des loyers et des intérêts à une politique de confiscation des terres des propriétaires fonciers et de leur distribution parmi les paysans. Les prétentions des traîtres, des despotes locaux et des propriétaires fonciers furent rejetées ; les doutes des modérés furent dissipés ; et les vues erronées au sein du parti furent rectifiées. La réforme agraire fut accueillie avec enthousiasme par les paysans et renforça leur détermination à défendre les zones libérées et à lutter pour la paix et la démocratie.

En août 1945, le PCC publia une déclaration pour la réalisation de la paix, de la démocratie, de la solidarité et de l'unification, et proposa des mesures d'urgence pour éviter la guerre civile. Cela fut suivi de 40 jours de négociations entre le PCC et le Kuomintang, qui aboutirent à l'accord du 10 octobre. L'accord stipulait que les deux parties devaient éviter résolument la guerre civile et, sur la base de la paix, de la démocratie, de la solidarité et de l'unification, construire une Chine indépendante, libre et prospère... et convoquer une conférence consultative politique pour discuter de la construction pacifique du pays.

Mais le Kuomintang utilisa simplement les pourparlers de paix pour détourner l'attention de ses préparatifs de guerre. Pendant les négociations, Chiang Kai-shek distribua secrètement à ses affidés un « manuel de suppression des bandits ». Le Kuomintang mobilisa 1,3 million de ses propres troupes, plus 500 000 soldats japonais et fantoches. Une offensive militaire massive fut lancée dans 11 provinces. L'attaque fut

repoussée et plus de 100 000 soldats ennemis furent anéantis.

Sous la pression du PCC et d'autres partis démocratiques, le Kuomintang fut contraint de signer un cessez-le-feu en janvier 1946. Simultanément, la Conférence consultative politique commença à Chongqing, avec des délégués du Kuomintang, du PCC, de la Ligue démocratique, du Parti de la jeunesse et des personnalités sans affiliation partisane, représentant les groupes politiques de gauche, de droite et du centre du pays. Malgré le fait que les réactionnaires étaient majoritaires, la conférence adopta cinq résolutions contribuant à la paix, à la solidarité, à la démocratie et à l'unification ; à savoir sur l'organisation du gouvernement, l'assemblée nationale, le programme pour la construction pacifique du pays, le projet de constitution et les questions militaires. D'autres résolutions appelèrent à : la fin de la dictature d'un seul parti et à la participation des divers partis démocratiques au gouvernement ; la convocation d'une assemblée nationale pour élaborer une constitution démocratique ; et certaines politiques à mettre en œuvre par un gouvernement de coalition démocratique.

À peine cette conférence était-elle terminée que le Kuomintang déclencha une hystérie anticomuniste et antisoviétique, et entre janvier et juin 1946, son armée lança pas moins de 4 365 attaques sur 4 158 endroits dans les zones libérées, occupant 40 villes et 2 577 villages. Parallèlement, de hauts responsables américains se rendirent en Chine, soi-disant en tant que médiateurs entre le Kuomintang et les communistes, mais en réalité pour soutenir l'agression du Kuomintang.

En juillet 1946, Chiang Kai-shek lança une nouvelle fois une guerre à grande échelle contre les communistes. À cette époque, le rapport de forces était en faveur des réactionnaires. Le Kuomintang disposait d'une armée de 4,3 millions d'hommes, gouvernait une population de 300 millions d'habitants et contrôlait toutes les grandes villes. L'APL du PCC comptait 1,2 million d'hommes, et les zones libérées représentaient une population de 130 millions d'habitants.

L'ennemi frappa les zones libérées de toutes parts, et l'APL adopta la tactique de la guerre défensive. Le PCC établit un plan stratégique visant principalement à anéantir les effectifs ennemis plutôt qu'à défendre une ville ou une zone particulière. Avec cette stratégie, l'offensive généralisée de l'ennemi fut contenue après huit mois de combats au cours desquels l'APL infligea à nouveau de lourdes pertes à l'ennemi. À partir de mars 1947, l'ennemi fut contraint d'abandonner l'offensive généralisée au profit d'une offensive concentrée, entraînant un va-et-

vient entre l'offensive partielle de l'ennemi et la contre-offensive partielle de l'APL. Durant cette année de batailles, l'APL mit hors de combat 1,1 million de soldats ennemis réguliers et irréguliers, tandis que sa propre armée régulière passa de 1,2 à 2 millions d'hommes.

Pendant ce temps, l'intervention américaine augmenta considérablement. Depuis juillet 1947, les États-Unis avaient accordé 4 milliards de dollars d'« aide » au Kuomintang. Les « Quatre Grandes Familles », qui avaient réalisé d'énormes profits pendant la guerre, devinrent des collaborateurs encore plus étroits avec les Américains. Le butin de la défaite des Japonais fut partagé entre ces « Quatre Grandes Familles » et les Américains. Et maintenant, leur laquais, le Kuomintang, après avoir été vaincu par les communistes, monta en avril 1947 une mascarade de « réorganisation de son gouvernement » et de système « multipartite », intégrant dans ses rangs le Parti de la jeunesse et le Parti socialiste démocratique (qui avaient de toute façon capitulé devant l'alliance américano-Kuomintang un an plus tôt pendant l'offensive militaire).

Confronté non seulement à une défaite militaire, mais aussi à un soulèvement des étudiants et des ouvriers dans les grandes villes, le Kuomintang fut contraint de recourir à de nouvelles escroqueries politiques.

À partir de juillet 1947, l'APL passa de la défensive stratégique à l'offensive stratégique, tandis que les forces du Kuomintang furent contraintes de faire exactement l'inverse. L'offensive à grande échelle de l'APL pénétra dans les zones contrôlées par le Kuomintang, amenant la guerre dans les régions du Yangtsé. Le 10 octobre 1947, l'APL publia un manifeste dans lequel fut lancé le slogan : « À bas Chiang Kai-shek ! Libérez tout le pays ».

L'un des principaux facteurs ayant contribué à repousser avec succès l'offensive du Kuomintang et au passage rapide de l'APL de la défensive à l'offensive fut la réforme agraire, qui avait été universellement mise en œuvre dans les zones libérées. Le PCC avait élaboré le « Programme de la loi agraire » et publié Comment analyser les classes et Résolution concernant certains problèmes découlant des luttes agraires. En un an après la promulgation du « Programme de la loi agraire », 10 millions de paysans dans les zones libérées reçurent des terres.

Parallèlement à la réforme agraire, le PCC dirigea tous ses membres dans une autre campagne de rectification pour réorganiser ses structures de base, améliorer le style de travail des membres du parti et expulser les

éléments étrangers. Ce n'est qu'en préservant la pureté du parti, en éliminant les éléments étrangers et en surmontant les mauvais styles de travail que le parti pouvait se tenir aux côtés des masses laborieuses les plus larges et les mener en avant. Ce n'est qu'ainsi que les politiques agraires du parti pouvaient être mises en œuvre avec détermination et justesse, et que l'arrière de l'APL pouvait être fermement consolidé. C'est dans les années 1940 que Mao écrivit une série d'articles pour remodeler l'orientation du parti, qui servirent de base à ce mouvement de rectification. C'est pendant cette période que Mao écrivit : Réformons notre étude, Rectifions le style de travail dans le parti, Combattons la phraséologie stéréotypée du parti, Quelques questions concernant les méthodes de direction, Servir le peuple, Le vieil idiot qui déplaça les montagnes, etc.

Le 1er mai 1948, le CC du PCC proposa la convocation d'une nouvelle conférence consultative politique populaire, sans la participation d'éléments réactionnaires, pour discuter de l'établissement d'un gouvernement de coalition démocratique. Tous les partis démocratiques envoyèrent des messages en faveur de la convocation d'une telle conférence. Ainsi, la Conférence consultative politique du peuple chinois, qui se tint pour la première fois en septembre 1949, devint la forme organisationnelle du front uni démocratique populaire.

À partir de septembre 1948, l'APL lança trois grandes offensives militaires. Le 31 janvier 1949, Pékin tomba aux mains de l'APL. Dans une nouvelle ruse, Chiang Kai-shek, en janvier 1949, tenta une nouvelle fois de négocier la paix. Le Parti communiste déclara qu'il était disposé à le faire sous huit conditions :

- Le châtimement des criminels de guerre.
- La renonciation à la légitimité du régime fantoche.
- L'abolition de la constitution fantoche.
- La réorganisation de toutes les troupes réactionnaires sur des principes démocratiques.
- La confiscation du capital bureaucratique.
- La mise en œuvre de la réforme agraire.
- L'annulation des traités trahissant les intérêts nationaux.

La convocation d'une conférence consultative politique sans la participation d'éléments réactionnaires, et l'établissement d'un gouvernement de coalition démocratique qui reprendrait tout le pouvoir du gouvernement réactionnaire du Kuomintang à Nankin et de ses gouver-

nements subordonnés à tous les niveaux.

En avril 1949, les négociations se poursuivirent pendant 15 jours, mais l'accord proposé par le PCC fut rejeté par le gouvernement de Nankin. Le 21 avril 1949, l'APL traversa le Yangtsé et, après trois jours de combats, Nankin fut libérée, elle qui avait été le centre du pouvoir réactionnaire du Kuomintang pendant 22 ans.

Après Pékin, Tianjin, Nankin, Shanghai et Wuhan furent successivement libérées. La première session de la Conférence consultative politique du peuple chinois fut convoquée à Pékin le 21 septembre 1949 afin d'éliminer les vestiges des réactionnaires du Kuomintang, de rétablir et de développer l'économie et la culture populaires, de consolider la défense nationale et d'établir une République populaire de Chine. La Conférence consultative politique du peuple chinois avait un caractère représentatif large. Elle adopta un programme commun, la loi organique du gouvernement populaire central et la loi organique de la Conférence consultative politique du peuple chinois. Elle élut Mao Tsétoung comme président du gouvernement populaire central.

L'inauguration du nouvel État eut lieu le 1er octobre 1949. Le président Mao Tsétoung adressa un message au monde entier, proclamant solennellement la fondation de la République populaire de Chine et du gouvernement populaire central.

DEUXIÈME PARTIE

CONSTRUCTION SOCIALISTE

L'économie que le PCC a héritée en 1949 était en ruines. Des siècles de féodalisme et des décennies de seigneurie militaire (depuis 1911) avaient dévasté la paysannerie chinoise. Ravagée par les maraudeurs fascistes japonais et 20 ans de guerre civile sous l'égide du Kuomintang de Tchang Kaï-chek, la Chine était complètement dévastée. Les barrages, systèmes d'irrigation et canaux étaient en mauvais état. Les voies ferrées avaient été coupées et recoupées par les armées rivales. Les industries étaient rares et principalement contrôlées par les impérialistes en alliance avec les "Quatre Grandes Familles". Les énormes pertes causées par les désastres à la fois humains et "naturels" avaient laissé le peuple chinois affamé et épuisé. Entre 1946 et 1948, les prix ont doublé 67 fois, puis ont été multipliés par 85 000 en six mois. La monnaie était devenue des bouts de papier sans valeur, et la Chine était revenue à un système de troc.

Mais en l'espace de quelques années, l'immense population chinoise est passée d'une mer de misère à un océan turbulent de joie et de croissances. D'une vie sous la tyrannie féodale, les idées superstitieuses arriérées et une existence de survie au jour le jour, le peuple chinois a pu jouir de la sécurité alimentaire, vestimentaire, du logement et de l'emploi pour tous ; de l'éducation et de la pensée scientifique ; du sport et d'une culture vivante ; de la vie coopérative et du soin aux vieux et aux faibles... Les maladies, le vol, le banditisme, la prostitution, le jeu, et tous les maux associés au système bourgeois ont disparu. D'une propriété féodale où 10% possédaient 80% des terres, les vastes 300 mil-

lions de paysans ont acquis une parcelle de terre grâce au mouvement de réforme agraire achevé en 1952. Parallèlement, les grands fleuves ont été domptés, mobilisant d'immenses ressources en main-d'œuvre pour construire barrages, canaux, réservoirs, etc... Au lieu d'inondations et de sécheresses, l'irrigation a fait bondir la productivité.

Ici, nous diviserons la période de construction socialiste en deux parties. La première étape est la réhabilitation de l'économie et sa transition progressive d'une économie nouvelle démocratique vers une économie socialiste. Cela couvre essentiellement la période de 1949 à 1956. La seconde période est celle de la construction socialiste qui a continué, avec ses hauts et ses bas, jusqu'en 1976. En analysant ces deux périodes, nous examinerons la transformation économique et la nature de la lutte des classes qui l'a accompagnée. Enfin, nous porterons un regard bref sur le renversement.

A) DE LA NOUVELLE DÉMOCRATIE AU SOCIALISME

Cette période peut être divisée en deux phases. La première, de 1949 à 1952, a consisté en la reconstruction de l'économie sur une base démocratique bourgeoise (Nouvelle Démocratie). La seconde, de 1953 à 1956, a marqué sa transition vers une économie socialiste embryonnaire.

(1) LA RECONSTRUCTION DE L'ÉCONOMIE

La rapide reconstruction a été grandement facilitée par l'aide désintéressée de l'Union soviétique. En 1949, l'URSS, la Chine et les autres démocraties populaires ont formé un camp socialiste puissant et uni, dirigé par l'Union soviétique. En décembre 1949, le camarade Mao s'est rendu en URSS, et en février 1950, plusieurs accords ont été signés entre les deux pays.

Cependant, en juin 1950, les États-Unis ont lancé une guerre d'agression contre la Corée voisine. Le peuple chinois a combattu côte à côte avec l'Armée populaire coréenne pour résister à cette agression. Jusqu'à la défaite des agresseurs américains en mai 1951, malgré une économie en ruines, la Chine a soutenu sans réserve l'effort de guerre du peuple coréen, faisant preuve d'un véritable esprit de solidarité internationale.

Conformément au Programme commun, le système politique fondamental du pays était un système d'assemblées populaires démocratiques, élues au suffrage universel. En attendant que ces institutions démocratiques locales puissent être étendues à l'ensemble du pays, il a

été décidé que la Conférence consultative politique du Peuple chinois exercerait les fonctions et pouvoirs de la future Assemblée nationale populaire. Durant les trois premières années suivant la libération, des conférences de représentants du peuple ont été convoquées et établies dans diverses provinces, municipalités, districts et cantons à travers le pays.

Dans les zones rurales, à la fin de 1952, la réforme agraire était essentiellement achevée dans tout le pays, à l'exception des régions habitées par les minorités ethniques. Grâce à cette réforme, 120 millions d'hectares de terres ont été redistribués à 300 millions de paysans, et plus de 30 millions de quintaux de céréales, qui auparavant revenaient annuellement aux propriétaires fonciers sous forme de rente, ont été récupérés par les paysans pour leur propre usage. Les équipes d'entraide mutuelle ont également commencé à se développer, et en 1952, on comptait 4 000 coopératives. La réforme agraire a ainsi aboli le système féodal qui régnait sur la Chine depuis plus de 2 000 ans, éliminé la classe des propriétaires fonciers et libéré les forces productives rurales, ouvrant la voie à l'industrialisation du pays.

Durant la même période, la transformation de l'industrie et du commerce a également été menée à bien après la confiscation des capitaux des impérialistes et des capitalistes bureaucratiques. Cette transformation s'est articulée autour de trois questions fondamentales : les relations entre intérêts publics et privés, entre capital et travail, et entre production et commercialisation ; toutes exigeant des ajustements.

L'ajustement des relations entre intérêts publics et privés signifiait que l'économie privée devait pouvoir se développer sous la direction de l'économie d'État. Dans ce cadre, la politique gouvernementale consistait à soutenir les usines privées viables et bénéfiques à l'économie nationale et au bien-être du peuple en leur passant des commandes de transformation et de fabrication, ou par d'autres moyens. Cela les encourageait à produire ce dont l'économie nationale avait besoin, tout en leur permettant de réaliser des profits réglementés par la loi.

En passant des commandes de transformation et de fabrication, l'État renforçait son contrôle sur les entreprises privées et résolvait des problèmes tels que l'approvisionnement en matières premières et la commercialisation des produits. Parallèlement, les entreprises privées n'étaient pas privées de profits raisonnables. En juin 1952, les commandes d'État (transformation, fabrication et achats) représentaient 80 % du volume d'affaires total des usines privées de Shanghai.

Relations entre capital et travail: il fallait amener les capitalistes à reconnaître les droits démocratiques fondamentaux des ouvriers et les avantages que le développement de la production apporterait à l'économie populaire. Les tensions entre capital et travail furent atténuées par la concertation, et leurs relations normalisées par des contrats.

Équilibrage entre production et commercialisation: pour ajuster les relations entre production et commercialisation, tous les secteurs économiques (publics et privés) furent incités à renforcer leur planification, à surmonter l'anarchie productive et à maintenir un équilibre entre production et débouchés.

Travaux de construction massive: durant cette période, le gouvernement engagea d'immenses travaux de construction en mobilisant des millions de personnes et en consacrant l'essentiel des fonds publics à ces projets, principalement dans l'irrigation et les transports.

Travaux hydrauliques : En trois ans, le gouvernement populaire fit réparer la majeure partie des 42 000 km de digues du pays.

Projets d'envergure : L'aménagement du fleuve Huai et le projet de dérivation des crues de Jingjiang furent des réalisations sans précédent dans l'histoire chinoise, tant par leur ampleur que par leur rapidité d'exécution.

Volume des travaux : Plus de 1,7 milliard de m³ de terrassement furent réalisés (avec des outils locaux et un coût minimal), soit l'équivalent de dix canaux de Panama.

Résultats : La menace millénaire des inondations fut largement éliminée, permettant la relance agricole et la sécurité des populations rurales.

Développement des infrastructures

Le gouvernement investit massivement dans la construction de nouvelles voies ferrées, favorisant le développement des régions retardées du Sud-Ouest et du Nord-Ouest.

Bilan en 1952: fin 1952, la production industrielle et agricole avait non seulement été rétablie, mais dépassait les niveaux d'avant-guerre, avec une répartition plus équitable :

Valeur totale de la production : +77,5 % par rapport à 1949. Valeur de la production industrielle moderne : +278,6 %.

Stabilité économique : Grâce à une planification rigoureuse et à des budgets équilibrés, les prix furent totalement stabilisés.

Fondations pour la construction socialiste

La réhabilitation économique, l'équilibre budgétaire et la stabilisation des prix ont posé des bases solides pour la construction économique à grande échelle et la transformation socialiste.

(2) LA TRANSFORMATION SOCIALISTE

Pour transformer une agriculture basée sur une économie paysanne individuelle en une agriculture modernisée, deux voies s'offraient au peuple chinois : la voie capitaliste ou la voie socialiste.

La voie capitaliste aurait accéléré le processus de polarisation des paysans en une classe de koulaks et de prolétaires agricoles, plongeant la masse paysanne dans l'exploitation et la pauvreté.

La voie socialiste consistait à unir les exploitations paysannes individuelles en coopératives avancées utilisant de nouvelles techniques, permettant ainsi aux masses paysannes d'améliorer progressivement leurs conditions matérielles et culturelles.

Le PCC ne pouvant permettre à la petite économie paysanne de se développer spontanément en économie capitaliste, la seule option possible était d'entreprendre la transformation socialiste de l'agriculture.

LANCEMENT DE LA TRANSFORMATION DANS L'AGRICULTURE (1953)

En 1953, le Comité central décida d'accélérer la transformation des équipes d'entraide mutuelle en coopératives. À l'automne 1953, il instaura :

L'achat unifié des céréales par l'État (monopole d'État sur l'achat et la vente des céréales).

Cette mesure fut probablement la plus radicale pour limiter la production marchande individuelle à ce stade, car elle supprimait le contrôle des paysans sur la commercialisation de leurs récoltes. Combinée aux autres réformes (limitation des profits fonciers, encadrement du crédit), elle rendait quasiment impossible l'enrichissement individuel par des moyens indépendants, orientant ainsi les paysans vers l'augmentation collective de la production.

Les deux étapes de la coopérativisation

Coopératives de niveau inférieur :

Mise en commun des terres seulement.

Répartition des récoltes :

- 60 % selon la terre apportée,
- 40 % selon les points-travail.
- Les marqueurs de propriété restaient en place (la terre restait privée).
- Passage aux coopératives supérieures (plus difficile) :
- Abandon total de la propriété privée des terres (suppression des marqueurs).
- Vente du bétail personnel à la coopérative (déchirement pour les paysans attachés à leurs animaux).
- Introduction de méthodes modernes (tracteurs, nouvelles cultures).
- Mécanisme financier équitable

Chaque ménage devait apporter :

- Un capital social (en plus des terres mises en commun).
- Une évaluation précise du bétail et des outils partagés.
- Ce système garantissait :
- Que les propriétaires plus aisés ne soient pas lésés.
- Que les plus pauvres obtiennent une part matérielle dans la coopérative.

Calcul des parts :

Valeur totale du capital productif / main-d'œuvre disponible = contribution requise par famille (en parts de capital).

Ainsi, la coopérativisation, bien que complexe, devint moins un sacrifice (surtout pour les paysans moyens) grâce à ces mécanismes de compensation équitables.

En juin 1956, 92 % des foyers paysans chinois avaient intégré des coopératives, la majorité ayant rejoint des coopératives avancées. Les

artisans furent également organisés en coopératives.

LA TRANSFORMATION DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE CAPITALISTES

Cette transformation s'opéra via le capitalisme d'État, qui canalisait le capitalisme privé sous :

Le contrôle administratif de l'État,

La direction de l'économie d'État,

La supervision des ouvriers.

Trois formes de capitalisme d'État existaient :

Forme élémentaire : L'État achetait et vendait exclusivement les produits d'une entreprise privée.

Forme intermédiaire : L'État passait des commandes de transformation et de fabrication aux entreprises privées.

Forme avancée : Copropriété et cogestion État-privé.

Évolution des méthodes de transformation

Avant 1954 : La plupart des entreprises privées adoptaient la forme intermédiaire (commandes publiques).

À partir de 1954 : L'État systématisa la transformation via des entreprises mixtes État-privé, d'abord par usines individuelles, puis par branches entières de l'industrie et du commerce.

Note : Cette propriété d'État n'a rien à voir avec les nationalisations dans des pays comme l'Inde, où l'État représente les classes compradores, féodales et impérialistes, et où la nationalisation sert leurs intérêts.

Méthode de rachat et contrôle accru

Avant les entreprises mixtes : Le rachat prenait la forme d'une distribution des profits.

Après la transition : Un intérêt fixe de 5 % (instauré en juin 1956) remplaça les profits.

Les propriétaires perdaient le contrôle direct et ne pouvaient plus vendre leurs parts.

Les moyens de production passaient sous contrôle prolétarien.

Cette transformation s'accompagnait d'une rééducation idéologique.

Accélération fulgurante (1956)

Dès janvier 1956, le mouvement de transformation socialiste prit un essor spectaculaire :

En quelques mois, toutes les entreprises industrielles et commerciales privées des grandes et moyennes villes devinrent des entreprises mixtes.

L'artisanat fut intégralement coopérativisé.

Bilan fin 1956

Fin 1956, le PCC annonça que la transformation socialiste de la propriété des moyens de production était essentiellement achevée à l'échelle nationale.

(3) LA LUTTE DES CLASSES DURANT LA PÉRIODE DE TRANSITION

Avec la prise du pouvoir en 1949, la contradiction principale de la société chinoise est devenue celle opposant le prolétariat à la bourgeoisie.

Dès son arrivée au pouvoir, le Parti a adopté la politique suivante à l'égard des ennemis de classe : ceux qui avaient au moins trois « dettes de sang » à leur actif ont été exécutés ; les autres ont été condamnés à des peines de prison ainsi qu'à la rééducation par le travail dans des fermes. Ceux qui n'avaient pas commis de crimes graves ont reçu suffisamment de terres pour subvenir à leurs besoins et à ceux de leur famille, sans recourir à une main-d'œuvre salariée.

La lutte des classes durant cette période avait deux aspects : d'une part, la lutte contre les vestiges de l'ancien système, qui étaient nécessaires dans le commerce, l'industrie et l'administration en raison du retard de la Chine et du manque de personnel éduqué sous l'influence du PCC ; d'autre part, la lutte contre la conception bourgeoise du monde au sein du mouvement et du Parti.

Pour résoudre le premier point, le Parti a lancé les mouvements *san fan* et *wu fan* en 1951-52.

Le mouvement *san fan* ciblait les trois fléaux que sont la corruption, le gaspillage et la bureaucratie. Le mouvement *wu fan*, quant à lui, visait les cinq fléaux suivants parmi les industriels et les commerçants :

- la corruption des fonctionnaires,
- l'évasion fiscale,
- le vol des biens de l'État,
- la fraude dans les contrats gouvernementaux,
- et le vol d'informations économiques.

Le mouvement *san fan* a permis d'épurer les organes gouvernementaux, de renforcer les liens entre le gouvernement et les masses, d'améliorer la discipline et l'efficacité dans le travail administratif, tout en réduisant considérablement les dépenses publiques.

Le mouvement *wu fan* a fortement limité les activités illégales des capitalistes industriels et commerçants, intégrant ainsi l'industrie et le commerce capitalistes dans le cadre des plans d'État.

Sur le second point, Mao avait exhorté tous les membres du Parti, à la veille de la victoire, à renforcer leur vigilance politique, à garder un esprit clair, une attitude modeste et un style de travail résistant aux épreuves et aux difficultés. Il avait averti qu'après l'écrasement des ennemis armés, il resterait des ennemis sans armes, qui mèneraient une lutte désespérée de manière cachée. Il fallait donc ne pas les sous-estimer.

Les membres du Parti devaient aussi se méfier des « balles enrobées de sucre » de la bourgeoisie – sous peine d'être affaiblis ou corrompus par leurs flatteries intéressées. Mao appelait les cadres à « rester modestes, prudents et exempts d'arrogance dans leur style de travail » et à « préserver le mode de vie simple et l'esprit de lutte acharnée » (Rapport à la deuxième session plénière du 7^e CC du PCC, 5 mars 1949).

Durant cette période, une campagne de remodelage idéologique des intellectuels a été lancée.

Organisée comme un mouvement de masse, elle reposait sur l'autocritique et la critique pour l'auto-éducation et l'autotransformation des intellectuels. Cette campagne a permis :

- d'exposer et d'éliminer en grande partie l'influence impérialiste, féodale et bureaucratique-capitaliste sur les intellectuels ;
- de critiquer les idées bourgeoises et petites-bourgeoises ;

- de répondre correctement à la question : « Qui les intellectuels doivent-ils servir ? »

La plupart des intellectuels sont ainsi devenus des partisans du système socialiste, ont étudié le marxisme-léninisme, et certains ont même rejoint les rangs communistes.

Mais les luttes les plus importantes ont porté sur l'idéologie et la culture bourgeoises au sein du Parti.

Tout au long de cette période, une tendance forte cherchait simplement à consolider le système démocratique bourgeois et s'opposait à la transition vers le socialisme. Cela s'est particulièrement reflété dans le domaine culturel, ainsi que dans les positions de certains dirigeants comme Liu Shaoqi et ses partisans.

Dans les années 1950, Mao a critiqué les dérives droitières en culture dans ses textes :

« Portez une attention sérieuse à la discussion du film “La Vie de Wu Xun” » (mai 1951) ;

« Lettre sur l'étude du Rêve dans le Pavillon rouge » (octobre 1954).

Dès 1949, Liu Shaoqi avait avancé la théorie de « la coopération entre les cinq secteurs de l'économie » (c'est-à-dire : le secteur étatique, les coopératives, l'économie individuelle des paysans et artisans, le capitalisme privé et le capitalisme d'État) pour consolider le système néo-démocratique.

En fait, en 1953, alors qu'il y avait moins de 14 000 coopératives en Chine, certaines organisations du parti sous l'influence de Liu en dissolurent des centaines, au motif qu'elles étaient fragiles et ne pouvaient pas être consolidées. En 1955, après que les comités du parti eurent organisé plusieurs centaines de milliers de coopératives, celles-ci subirent une seconde réduction drastique. Des membres dissoudirent des dizaines de milliers de coopératives nouvellement formées sur ordre « d'en haut ».

La lutte au sein du comité central sur le rythme et l'ampleur du mouvement coopératif dans les campagnes n'était en réalité qu'un aspect d'un conflit plus fondamental concernant l'ensemble du cours de la révolution. Mao et Liu divergeaient sur la question fondamentale de savoir à quel stade se trouvait la révolution. Liu Shao-chi affirmait que la phase de la Nouvelle Démocratie devait se poursuivre longtemps, peut-être

plusieurs décennies, avant la transition éventuelle vers le socialisme. Il disait que l'économie mixte – propriété publique, mixte public-privé, collective et privée – se maintiendrait de nombreuses années, tout comme la coalition politique – l'alliance des quatre classes. Il projetait un développement économique rapide dans le cadre de la Nouvelle Démocratie – l'industrialisation et la mécanisation du pays. C'était la fameuse thèse de Liu, résumée par la suite, en ce qui concerne les campagnes, par « la mécanisation avant la coopération ».

Mao, en revanche, affirmait que la victoire sur le Kuomintang représentait la victoire finale de la Révolution Nouvelle Démocratique et le début de la Révolution socialiste. Mao déclarait que, même si les « Quatre Libertés » (liberté d'acheter, vendre ou louer des terres ; liberté d'employer de la main-d'œuvre salariée ; liberté de prêter de l'argent à intérêt ; liberté de créer des entreprises privées à but lucratif) devaient être tolérées pendant un certain temps, et même si les entrepreneurs privés devaient être autorisés à développer leur industrie et leur commerce pendant un temps, la révolution socialiste, destinée à abolir le capitalisme une fois pour toutes, avait bel et bien commencé. La thèse de Mao fut confirmée par le fait que, durant l'apogée de la politique des « Quatre Libertés » en 1952, il y eut une forte poussée de la croissance spontanée des forces capitalistes – essor des paysans riches, spéculateurs, commerçants, etc. Cela fut maîtrisé par le processus de coopératisation dans les zones rurales et par les mesures socialistes dans l'industrie et le commerce. Mao estimait que le processus de coopératisation des petits producteurs – paysans, commerçants, artisans et boutiquiers – permettrait de compléter l'amorce de socialisation de l'économie. Après une période de développement, l'économie socialiste serait en mesure de fournir la technologie et la machinerie nécessaires à une transformation technique de l'agriculture, introduisant ainsi une troisième grande révolution dans les campagnes – la mécanisation. Cette célèbre thèse de Mao fut résumée par la formule « coopération avant mécanisation ».

En 1956, la première étape de la transition vers la propriété socialiste des moyens de production était achevée, et en 1958, Mao lança le Grand Bond en Avant – une campagne de masse destinée à apporter la technologie aux paysans retardataires.

(B) CONSOLIDATION SOCIALISTE ET LA RÉVOLUTION CULTURELLE PROLÉTARIENNE (RCP)

La phase de construction socialiste, jusqu'au renversement de 1976,

peut être divisée en trois périodes : premièrement, le Grand Bond en Avant de 1958 à 1960 ; deuxièmement, l'essor des Nouvelles Politiques Économiques de Liu Shao-chi entre 1960 et 1965 ; et troisièmement, la Grande Révolution Culturelle Prolétarienne de 1965 à 1976. Tout au long de cette période, la lutte des classes s'est intensifiée progressivement, les partisans de la voie capitaliste multipliant leurs attaques contre la consolidation socialiste de la société chinoise. Cela a finalement éclaté en conflit ouvert lors de la Grande Révolution Culturelle Prolétarienne (GRCP).

C'est au cours de cette phase que les contributions de Mao au développement des lois de la construction socialiste ont été véritablement historiques. Face à la domination croissante de la ligne révisionniste au sein du Parti et à l'émergence du révisionnisme moderne de Khrouchtchev sur le plan international, Mao rédigea en février 1957 son œuvre historique « De la juste solution des contradictions au sein du peuple ». C'est ce travail majeur qui a tracé la voie de la construction socialiste en Chine et constitue, en soi, une contribution importante aux classiques marxistes-léninistes.

Les contributions théoriques de Mao pour poursuivre la révolution sous la dictature du prolétariat sont devenues un guide essentiel pour l'ensemble du mouvement communiste international. Il n'est pas possible de construire le socialisme dans aucun pays du monde (qu'il soit sous-développé ou développé) sans appliquer la méthodologie maoïste à la réalité spécifique de ce pays.

Il n'est donc pas surprenant que ce soit cette phase de l'œuvre de Mao (après 1956) qui ait fait l'objet des attaques les plus virulentes de la part des révisionnistes de Teng ; et qu'elle soit soit ignorée, soit reléguée au second plan par ceux qui ne rendent hommage à Mao que de façon formelle. Il n'est pas étonnant non plus que la nouvelle direction révisionniste chinoise n'ait pas publié les écrits de Mao postérieurs à 1957 et ait cherché à supprimer et à détruire cette immense contribution. Examinons maintenant ces trois phases de la construction socialiste et le développement de la ligne révolutionnaire prolétarienne de Mao, qui est indissociable des transformations en cours.

(1) LE GRAND BOND EN AVANT (1958-1960)

Le Grand Bond en Avant est lié de façon organique à deux politiques majeures : dans l'agriculture, la formation des communes ; dans l'industrie, la politique de « marcher sur deux jambes ». Cela fut résumé en

1959 par la déclaration de Mao : « Prendre l'agriculture comme base de l'économie et l'industrie comme facteur directeur. »

(1) LES COMMUNES

Dès 1957, dans certaines régions, notamment dans la province du Hunan, des communes furent formées par la fusion de coopératives ; et sur la base de cette nouvelle organisation à grande échelle, un grand bond dans la production fut lancé. Ailleurs, afin de participer au mouvement de production qui balayait déjà le pays, le peuple forma rapidement des communes par le biais de fusions. Ces deux dynamiques se stimulèrent mutuellement et se renforcèrent l'une l'autre. Ensemble, elles impulsèrent une réorganisation nationale de la société rurale et un mouvement généralisé pour dompter la nature, construire des industries dans les campagnes et produire du fer et de l'acier partout.

À l'hiver 1957-58, le Parti lança une grande campagne pour apporter l'eau aux terres jusque-là arides, notamment au Honan. Tous les paysans de cette province étant déjà organisés en coopératives de haut niveau, on pensait que le peuple rural disposait déjà d'une forme d'organisation suffisamment forte pour accomplir les tâches nécessaires. Mais au fur et à mesure que la campagne se développa, il devint évident que la petite taille des coopératives, chacune regroupant entre 100 et 200 familles, constituait un frein au progrès national. Il y avait trop de conflits d'intérêts entre groupes concernant l'utilisation des terres, les droits de passage et les droits sur l'eau, et trop peu de personnes sous une direction coordonnée. C'est pour résoudre ces obstacles à une croissance plus poussée que les masses rurales accueillirent favorablement l'appel à la formation des Communes.

Très rapidement, l'idée de la commune dépassa largement celle d'une simple association pour mener des travaux d'infrastructure. Comme les communes étaient aussi grandes que des cantons, voire que des districts, elles assumèrent rapidement les fonctions du gouvernement. Elles devinrent responsables non seulement de la production agricole, mais aussi des petites industries ; puis elles élargirent leurs pouvoirs à toute l'administration, au commerce, à la banque, à l'éducation, aux soins médicaux et à la culture. Elles prirent finalement en charge les affaires militaires : l'organisation et la direction des milices.

« Dans les circonstances actuelles », disait la résolution du Comité central d'août 1958, « l'établissement des communes populaires assurant la gestion globale de l'agriculture, de la foresterie, de l'élevage, des ac-

tivités secondaires et de la pêche ; où l'industrie (le travailleur), l'agriculture (le paysan), les échanges (le commerçant), la culture et l'éducation (l'étudiant) et les affaires militaires (la milice) fusionnent en une seule entité, est la ligne politique fondamentale pour guider les paysans à accélérer la construction socialiste, achever la construction du socialisme en avance sur les délais, et effectuer la transition progressive vers le communisme. »

La Commune Spoutnik, dans le Honan, montra l'exemple avec la fusion de 27 coopératives en une seule commune comptant 9 000 foyers. Les membres mirent en commun non seulement tous les biens productifs de leurs collectifs d'origine, mais aussi leurs biens privés importants comme les jardins potagers, les terrains de leurs maisons et les arbres. Les revenus furent distribués selon un système de salaire mensuel au lieu d'une répartition saisonnière des récoltes, et une distribution gratuite de céréales fut garantie à chacun. Des cantines publiques, des crèches et des équipes de couture furent organisées pour prendre en charge le travail des femmes, les libérant ainsi pour participer à la production. Afin de faciliter les travaux d'infrastructure et la construction industrielle, toutes les ressources matérielles et financières, ainsi que la main-d'œuvre, furent centralisées sous une direction unifiée. La commune fusionna rapidement avec le canton, de sorte que les délégués au congrès populaire, les membres du conseil, le président et le vice-président du canton assumèrent des fonctions équivalentes au sein de la commune.

En septembre 1958, 750 000 coopératives avaient été réorganisées en 23 384 communes couvrant 90 % des foyers paysans. Leur taille variait de 5 000 à 70 000 membres. À la fin de 1958, les paysans avaient déjà mis en commun leurs principaux biens – principalement les outils agricoles et les animaux de trait – mais, au début, dans la plupart des cas, les communes n'englobaient pas les petites parcelles privées agricoles. Cela se fit plus tard ; cependant, en 1959, environ 20 % du revenu général du village (un village – équivalent à l'ancienne coopérative – était fondamentalement l'unité organisationnelle de la commune, désormais appelée brigade de production) provenait encore des petits jardins privés. Initialement, la commune était l'unité comptable, mais cela entraîna une égalisation excessive entre brigades inégales... on décida donc plus tard de faire de la brigade l'unité comptable. La commune conserva toutefois la propriété des terrains industriels et le contrôle des relations avec les organes de l'État.

Le grand avantage de la commune était qu'elle pouvait mobiliser la

main-d'œuvre disponible pour de vastes projets d'irrigation. Entre 1958 et 1960, 2,8 millions d'acres supplémentaires furent mis en irrigation. La réorganisation de la division du travail permit de transformer directement le travail humain en capital physique à une échelle spectaculaire. Entre octobre 1957 et septembre 1958, 58 milliards de mètres cubes de terre et de pierre furent déplacés – l'équivalent de l'excavation de 300 canaux de Panama.

En plus des réservoirs, l'aménagement des terres comprenait un terrassement intensif des collines auparavant impropres à la culture. Les prouesses de terrassement minutieux et de soin, combinées au reboisement, portèrent leurs fruits sous forme de rendements accrus.

(II) MARCHER SUR DEUX JAMBES

Cette politique visait à instaurer un équilibre dialectique entre l'industrie lourde et l'industrie légère, en s'éloignant du modèle soviétique fondé sur une dépendance excessive à l'égard des grands projets industriels. La politique industrielle de « marcher sur deux jambes » avait pour objectif de mobiliser les sources de croissance industrielle que représentaient les gisements de charbon et de minerai de fer facilement exploitables, largement répartis, ainsi que les technologies locales à petite échelle, en favorisant le développement rapide des industries petites et moyennes à l'intérieur du pays, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur des communes. Par ailleurs, la campagne de masse visant à fondre du fer dans les « arrière-cours » non seulement apportait le fer tant nécessaire aux portes des communes et contribuait à accélérer la mécanisation... mais elle permettait aussi de diffuser la technologie auprès d'une population paysanne en retard sur le plan technique.

Un très grand nombre de petites entreprises virent le jour à l'échelon local. Par exemple, dans la province du Chekiang, 900 petites centrales électriques furent construites entre 1958 et 1968. Dans le Hopei, les nouvelles petites mines de charbon représentaient 66 % de la capacité nouvelle totale. Au Kiangsi, 1 000 nouvelles mines furent ouvertes. À Harbin, 2 800 usines chimiques furent établies dans les six premiers mois de 1960. En Mongolie intérieure, 3 000 usines produisaient des biens de consommation en 1961.

La plupart des petites usines ou ateliers dans les communes répondaient aux besoins mécaniques de leurs propres membres. Ces ateliers fonctionnaient souvent pendant les périodes où la main-d'œuvre n'était pas requise pour les travaux agricoles, c'est-à-dire en basse saison. Ain-

si, si nécessaire, ils pouvaient être arrêtés pendant les périodes de forte activité agricole — comme les semis de printemps ou les récoltes — et redémarrés en dehors de ces périodes.

La politique s'étendait à de nombreux secteurs relevant traditionnellement de l'industrie « lourde », lesquels, selon la littérature soviétique, nécessitaient de grands investissements et des installations de grande taille et intensives en capital — comme les industries du charbon, du fer et de l'acier, de la chimie et de la construction de machines. La politique de « marcher sur deux jambes » impliquait une décentralisation industrielle vers les communes et les provinces, qui supervisaient la mobilisation efficace de la main-d'œuvre dans des projets intensifs en travail.

En 1957, 80 % des entreprises auparavant contrôlées par l'État central furent transférées aux autorités provinciales. Cela signifiait que l'essentiel de l'industrie moyenne et petite passait sous contrôle local. Le centre conserva toutefois le contrôle des grandes industries de biens de production — pétrole, énergie, acier, transports et communications. Cela se reflète dans les changements qui survinrent en seulement deux ans, de 1957 à 1959 :

Décentralisation de l'industrie

	1957	1958	1959
Central Control (%)	46	27	26
Local Control (%)	54	73	74

Mao appelait cela : « planification centralisée, contrôle décentralisé ».

Un des moteurs importants dans la construction des communes était le désir d'autosuffisance, la capacité de « se débrouiller » sans dépendre excessivement de l'État. C'est cette motivation (incarnée plus tard par Tachai et Taching) qui contribua à stimuler l'amélioration des travaux publics et l'effort collectif pour améliorer les infrastructures et accroître les rendements.

Sur le produit total (d'une brigade), environ 5,6 % étaient versés à l'État sous forme d'impôt agricole (ce pourcentage était réduit en cas de mauvaise récolte) ; 5 à 6 % étaient alloués au fonds de bien-être public de la

brigade pour le soutien des personnes âgées ou malades ne pouvant pas travailler ; 5 à 10 % étaient affectés au fonds d'accumulation publique de la brigade pour l'achat de tracteurs, de machines agricoles et d'autres équipements ; le reste, soit 78 à 85 %, était réparti entre les membres de la brigade de production. Les points de travail étaient évalués par les membres eux-mêmes – un homme adulte comptabilisait environ 10 points de travail par jour ; un adolescent de 14 ans, environ 5 à 6.

Bien entendu, il subsistait des différences importantes de revenus entre les brigades, en fonction de la qualité du sol, de sa fertilité, de l'accès à l'eau, etc.

(III) ÉDUCATION

Bien que cela ne couvre pas uniquement cette période, il est important d'exposer ici la politique du Parti en matière d'éducation, car elle a une influence significative non seulement sur la politique de développement durant la décennie suivant la libération, mais aussi sur la lutte des classes en cours. Cette politique peut être résumée par le slogan adopté l'année du Grand Bond en Avant : « Éduquer les élèves pour un développement global, en mettant l'accent à parts égales sur la formation intellectuelle, morale et physique. » L'objectif était de faire de chaque élève un travailleur, et de faire des élèves issus des rangs des travailleurs.

Au moment de la libération, seulement 10 % de la population était alphabétisée. Le Parti mit un accent énorme sur l'éducation, qui fut développée à deux niveaux – l'éducation formelle (écoles, collèges, universités) et l'éducation informelle (principalement par les syndicats). Dans la première décennie après la libération, les inscriptions annuelles dans les écoles primaires furent multipliées par quatre, le nombre de collèges par dix et le nombre d'établissements d'enseignement supérieur environ par sept. Le nombre d'ingénieurs formés pendant cette période dépassait les 200 000. En 1958/59, environ 35 % des étudiants universitaires étaient inscrits en formation d'enseignants ; 31 % en ingénierie ; 6 à 9 % en agriculture et foresterie ; 10 % en médecine et 0,5 % en arts.

En 1959, 50 % des étudiants venaient de familles paysannes ou ouvrières.

Le gouvernement central allouait environ 9 % de son budget total à l'éducation et à la science, soit 50 % de plus que le budget militaire. Les

usines, les communes et autres entreprises consacraient un pourcentage équivalent de leur budget local à l'éducation... si bien que le total investi pouvait représenter 15 à 20 % du revenu national.

Dans le domaine de l'éducation, l'importance était donnée à l'utilité pratique des études et aux valeurs socialistes. Le respect du travail manuel était encouragé à travers la participation active, et en classe, environ une heure sur dix était consacrée à l'éducation socialiste — à la fois dans les textes marxistes de base et dans des conférences.

Le travail sur le terrain, de 3 à 4 mois par an, représentait une pratique concrète. Les étudiants en ingénierie travaillaient sur des chantiers ; les étudiants en géologie faisaient de la prospection ou des analyses de terrain ; les étudiants en médecine travaillaient dans des cliniques ou hôpitaux ; ceux en chimie pouvaient aider dans une usine chimique...

Dans les collèges, les élèves effectuaient 8 à 10 heures de travail par semaine, et les écoliers 4 à 6 heures, dans des ateliers scolaires ou à travers des tâches attribuées par les enseignants.

Mais ce qui était encore plus remarquable, c'était l'éducation « informelle », notamment celle assurée par les syndicats. Voici ce qu'un haut responsable de la centrale syndicale déclara :

« Sous le socialisme, la tâche principale du syndicat est l'éducation. Nous gérons presque autant d'écoles que le Ministère de l'Éducation. On pourrait appeler la Fédération syndicale un ministère de l'éducation à temps partiel. Nos écoles ont deux objectifs principaux. Le premier est l'éducation politique — c'est-à-dire une éducation à l'histoire et aux principes du socialisme, au marxisme-léninisme, à la théorie et à la pratique de Mao Tsé-toung, ainsi qu'aux politiques de l'État et à l'actualité. Le second objectif est l'éducation technique et culturelle. Le but final est de former des hommes et des femmes politiquement, techniquement et culturellement aptes à gérer l'économie nationale. »

Les syndicats géraient également des clubs avec activités sportives, récréatives, culturelles, des troupes de théâtre et d'opéra amateur, ainsi que des maisons de repos et sanatoriums. Il y avait des soins médicaux gratuits, une assurance contre les accidents et une assurance vieillesse et maladie pour tous les membres.

(IV) LUTTE DES CLASSES

Au huitième Congrès du Parti communiste chinois, tenu en 1956,

c'est la ligne de Liu Shao-chi qui domina. La ligne officielle adoptée lors du Congrès mit en avant la théorie des forces productives. Après le Congrès, l'attaque continua. Lors de la réunion du Comité central de novembre 1958, Mao fut « poussé à » démissionner de son poste de Président de la République, et fut remplacé par Liu Shao-chi. Lors de la réunion du Comité central à Lushan en juillet 1959, Peng Teh-huai, ministre de la Défense, lança une attaque massive contre Mao, affirmant que c'était lui et le Grand Bond en Avant qui étaient responsables des grandes calamités ayant frappé la Chine cette année-là (des échecs de récoltes sans précédent dus à la sécheresse, combinés au retrait de l'aide soviétique, entraînèrent de grandes difficultés). Peng Teh-huai était un soutien affirmé de la ligne de Khrouchtchev, opposé à la suppression des grades dans l'armée et à la participation de l'APL à la production. Il était favorable à la construction d'une armée bourgeoise typique et non d'une armée populaire. Bien que Peng ait été qualifié par le Comité central en septembre 1959 d'opportuniste de droite et remplacé par Lin Piao, le rôle de Mao au centre fut réduit.

Pendant le Grand Bond en Avant et la formation des communes, Liu et ses partisans lancèrent une attaque idéologique totale contre la ligne de Mao. Dans la pratique, ils poussèrent le Bond et la formation des communes à l'extrême, ce qui entraîna des échecs qu'ils utilisèrent pour discréditer cette politique. Sur le plan idéologique, Liu Shao-chi accusa le Parti d'« idéalisme subjectif » qui, selon lui, surestimait le rôle dynamique conscient de l'homme, dans la tentative de pousser prématurément le Bond en Avant et les communes. Les politiques de Mao furent même attaquées sur le plan philosophique, à travers l'affirmation selon laquelle « il n'y a pas d'identité entre la pensée et l'être », pour nier le rôle conscient de l'homme dans la construction du socialisme et renforcer la théorie des forces productives.

Dès 1958, Mao formula la ligne générale consistant à tout mettre en œuvre, viser haut et obtenir des résultats plus grands, plus rapides, meilleurs et plus économiques dans la construction du socialisme. Il lança l'appel à abattre toutes les idoles et superstitions, libérer l'esprit et faire progresser le style communiste consistant à oser penser, parler et agir. Il insista sans cesse sur la nécessité de persévérer à mettre la politique au commandement et de donner toute leur place aux masses

dans tous les domaines du travail.

(2) LES NOUVELLES POLITIQUES ÉCONOMIQUES DE LIU SHAO-CHI (1960-65)

Entre 1959 et 1961, la Chine a connu de grandes difficultés économiques. Trois années consécutives de sécheresse avaient ravagé les campagnes. À cela s'est ajouté le retrait soudain de l'aide soviétique : les révisionnistes soviétiques ont emporté non seulement leur personnel, mais aussi les plans des projets en cours de construction. Profitant de cette situation, et du contrôle que Liu Shao-chi et consorts exerçaient sur l'appareil gouvernemental et du Parti, ils se sont lancés avec vigueur dans un processus de renversement des politiques antérieures, pour les remplacer par des politiques à orientation capitaliste. Il ne fait aucun doute qu'ils ont été encouragés en cela par les révisionnistes soviétiques.

L'une de leurs premières mesures fut la réintroduction progressive du marché libre dans les zones rurales. Plus tard, apparut la politique de Liu Shao-chi dite du « *san zi yi bao* » qui impliquait :

- (a) le rétablissement des parcelles privées,
- (b) l'utilisation du foyer comme unité comptable principale (au lieu de la brigade) dans la commune,
- (c) la prise en charge par les entreprises communales de la responsabilité exclusive du profit et des quotas de production.

En outre, le marché noir fut encouragé. Dès 1961, alors que le prix officiel de l'huile de cuisson à Shanghai était de 0,61 yuan par demi-kilo, le prix du marché « libre » était de 30 yuan. Le prix du riz sur le marché « libre » était trois fois plus élevé que le prix officiel. Le commerce et la spéculation sur les produits agricoles se sont rapidement développés. Une classe paysanne de koulaks commençait à émerger... la contribution des parcelles privées à la production s'accrut. En 1962, la récolte privée de céréales dans le Yunnan dépassait la récolte collective. Les marchés agricoles ouverts se développèrent, car la politique officielle relâchait le contrôle administratif sur les prix du marché et indiquait que le niveau de profit devait devenir le critère même pour l'exploitation des fermes d'État. Dans les communes, de nouvelles possibilités furent données aux paysans pour se livrer à des productions secondaires, comme l'élevage de porcs et la culture de légumes. Tout cela s'inscrivait dans un programme de redressement, du type de celui prôné par Boukharine

dans les années 1920 en Union soviétique. Dans les communes, le nouveau slogan n'était plus « la politique au poste de commandement », mais « les points de travail au poste de commandement »... créant une atmosphère de concurrence individuelle, par l'accumulation de points de travail, légitimement ou non.

Une autre directive du Neuvième Plénum du 8e Congrès fut d'autoriser les petites et moyennes entreprises à acheter directement leurs matières premières sur le marché, plutôt que par l'intermédiaire des coopératives de gros. Après 1961, le secteur industriel chinois fut réorienté vers la production de biens de consommation, dans le cadre d'un programme misant sur les incitations matérielles, les primes et les récompenses pour stimuler la productivité dans l'industrie. Le changement le plus significatif fut le passage des objectifs de production aux objectifs de profit dans les entreprises ; ainsi que le transfert du pouvoir, auparavant exercé par les comités syndicaux et du Parti, aux mains des gestionnaires, du personnel professionnel et des technocrates. Plus encore, le mode de fonctionnement se déplaça des incitations idéologiques (politiques) vers les incitations matérielles. Avec cela, on assista à la réémergence des intellectuels, des technocrates et des gestionnaires – tous étroitement liés aux chefs régionaux du Parti. L'« expertise » comptait désormais davantage que la « fidélité idéologique » pour prendre des décisions économiques.

Dans un grand nombre d'usines, la charte industrielle de Liu – les « soixante-dix points sinistres » – régissait déjà l'industrie, comme à l'usine d'horlogerie 555. Là, le directeur et son adjoint avaient considérablement augmenté le personnel administratif, une technocratie avait été créée dans l'usine et les règlements de gestion étaient devenus bureaucratiques et compliqués. Les prix et les primes abondaient... et plus les récompenses étaient nombreuses, plus la tension entre les ouvriers était grande.

Peu à peu, le taux de profit devint l'ethos servant à mesurer les performances des entreprises. Bien entendu, tous ces changements s'accompagnaient d'un déplacement du pouvoir politique au sommet. Des gestionnaires, technocrates et professeurs d'université furent nommés dans les comités du Parti au niveau régional et municipal.

Même dans le domaine de la culture, une attaque virulente fut lancée contre l'art prolétarien. Une conférence sur la littérature et les arts en 1962 constitua l'apogée des attaques des travailleurs culturels contre Mao, appelant à une « libéralisation » des arts. Lors de cette conférence,

de nombreux écrivains affirmèrent que les temps très durs que traversaient les paysans étaient dus aux erreurs de la ligne générale de Mao sur les communes populaires et le Grand Bond en avant. Chou Yang, vice-directeur du Département de la propagande du Comité central, encouragea ces voix dissidentes.

Les nouvelles politiques économiques de Liu Shao-chi pendant cette période ont stimulé un grand nombre de travailleurs culturels à exprimer leurs idées, allant de critiques franches du réalisme socialiste dans l'art et de la culture prolétarienne, à un soutien pour un capitalisme modifié comportant des éléments pluralistes dans la vie politique. En 1961, des dirigeants éminents du Comité municipal de Pékin du PCC ont publié plusieurs articles critiquant la ligne du Parti sur « l'ingérence » dans la culture, et réclamant davantage de pluralisme dans la vie politique et idéologique.

En 1962, lors de la dixième session plénière du 8^e Comité central, Mao lança une contre-offensive. Bien qu'il n'ait plus de contrôle sur le gouvernement, il restait président du Parti. C'est à ce moment-là que Mao lança le slogan : « Ne jamais oublier la lutte des classes. » Il ajouta : « Pendant toute la période historique de la révolution prolétarienne et de la dictature du prolétariat, pendant toute la période historique de transition du capitalisme au communisme, il y a une lutte de classes entre le prolétariat et la bourgeoisie, et une lutte entre la voie socialiste et la voie capitaliste. Les classes dirigeantes réactionnaires qui ont été renversées ne se résignent pas à leur sort. Elles tentent invariablement de revenir au pouvoir. En même temps, l'influence bourgeoise, la force des habitudes de l'ancienne société et la tendance spontanée au capitalisme chez certaines couches de petits producteurs continuent d'exister. Par conséquent, il existe encore des personnes qui n'ont pas encore été transformées par le socialisme. Elles ne constituent qu'une infime partie de la population totale, mais elles essaient toujours de quitter la voie socialiste pour emprunter la voie capitaliste dès que l'occasion se présente. Dans ces conditions, la lutte des classes est inévitable. »

Le 20 mai 1963, Mao lança un appel pour un Mouvement d'éducation socialiste destiné à tous les cadres et membres du Parti, afin de « renforcer leur position de classe prolétarienne et corriger les erreurs allant à l'encontre de cette position, afin qu'ils puissent diriger correctement l'écrasante majorité du peuple dans la lutte des classes et dans la lutte entre les deux voies ». Il ajouta : « La lutte actuelle est une lutte pour rééduquer les gens. Il s'agit de réorganiser les forces révolutionnaires de classe afin de mener une lutte tranchante et réciproque contre les

forces capitalistes et féodales qui nous attaquent effrontément, dans le but d'écraser leur arrogance et leur férocité contre-révolutionnaires, et de transformer l'écrasante majorité des personnes impliquées en NOUVELLES PERSONNES. C'est aussi un mouvement où les cadres participent au travail productif et à l'expérimentation scientifique aux côtés des masses, afin de rendre notre Parti plus juste, plus grand et plus glorieux, et nos cadres meilleurs, à la fois politiquement irréprochables et techniquement compétents, à la fois 'rouges et experts', qui ne soient pas des bureaucrates ou des seigneurs coupés des masses, mais des cadres en unité avec les masses et soutenus par elles. ».

Au début de 1964, Mao lança deux nouveaux mots d'ordre : « Dans l'agriculture, apprendre de Tachai » ; « Dans l'industrie, apprendre de Taching », faisant l'éloge des efforts des paysans de la brigade de Tachai, qui avaient construit de manière désintéressée une communauté agricole prospère, et louant les ouvriers du champ pétrolifère de Taching pour leurs efforts herculéens déployés sans aucune récompense financière.

La brigade de Tachai, située dans le nord du Shensi, opérait dans des conditions extrêmement défavorables — collines escarpées et ravins érodés. Elle avait réussi, au prix de grands efforts, à aménager les pentes en terrasses et à y amener une terre extrêmement rare. En 1963, un déluge détruisit les terrasses. Pourtant, la brigade refusa l'aide de l'État (à laquelle elle avait droit) et reconstruisit elle-même ses champs cultivables, atteignant des rendements très élevés. Comme le rapport présenté au Troisième Congrès national du peuple (1964) le soulignait : « Le principe de placer la politique au poste de commandement, de faire primer l'idéologie, l'esprit d'autonomie et de lutte acharnée, ainsi que le style communiste d'amour du pays et du collectif, que la brigade de Tachai a toujours défendu, doivent être vigoureusement promus. »

Cependant, encore une fois en 1964-1965, Liu Shao-chi et ses complices ripostèrent contre la ligne prolétarienne de Mao : dans le domaine idéologique ; en vulgarisant et déformant le Mouvement d'éducation socialiste ; et en calomniant Tachai pour mettre en avant une autre commune comme modèle alternatif.

Sur le plan idéologique, Yang Hsien-chen formula la théorie réactionnaire du « combiner deux en un », en opposition à la dialectique révolutionnaire de Mao : « un se divise en deux ». Cette même année 1964, la lutte de classes était particulièrement aiguë. Reconnaître que « un se divise en deux » revient à reconnaître l'existence de la lutte de classes

dans la société socialiste. Mais la théorie du « combiner deux en un » visait à réconcilier les contradictions, à liquider la lutte, à nier la transformation et à s'opposer à la révolution. En essence, elle cherchait à « combiner » en « un » le prolétariat et la bourgeoisie, la révolution et la contre-révolution.

Alors que Mao affirmait que le Mouvement d'éducation socialiste visait à unir 95 % des cadres et du peuple contre une poignée de mauvais éléments, les cadres centraux influencés par la ligne de Liu Shao-chi utilisèrent de petites erreurs commises par les cadres locaux pour persécuter et harceler la majorité, dans le but de protéger quelques privilégiés. Les nouvelles directives de Liu sur les « 4 propres » contre les « 4 impurs » cherchaient à saboter le Mouvement d'éducation socialiste. Dans ce cadre, les partisans de Liu détournèrent la lutte de classes, qui devait viser les politiques bourgeoises, pour la diriger vers de violentes attaques contre des fautes mineures.

Concernant Tachai, les partisans de Liu répandirent la rumeur selon laquelle les chiffres de Tachai étaient exagérés, et promurent l'« expérience du Verger de Pêcheurs » popularisée par l'épouse de Liu Shao-chi, Wang Kuang-mei. Cette expérience reposait sur une bureaucratie du Parti au niveau local, qui cherchait à accroître la production grâce à d'importantes subventions de l'État. Pourtant, ce fut un échec retentissant, en raison de l'absence de ligne de masse, la bureaucratie étouffant l'initiative des paysans.

C'est alors que Mao, en janvier 1965, critiquant le mouvement des Quatre Propres comme étant « gauchiste en forme mais droitier en essence », rédigea le document intitulé « Quelques problèmes actuels soulevés dans le Mouvement d'éducation socialiste en milieu rural », plus connu sous le nom de Document en 23 points. Ce texte peut être considéré comme le premier tir d'ouverture de la Grande Révolution Culturelle Prolétarienne.

Pour la première fois, Mao désigna clairement la cible principale du mouvement : « Les membres du Parti occupant des postes de direction qui empruntent la voie capitaliste. » La cible n'était donc pas simplement les corrompus, ni uniquement les bureaucrates ou les personnes ayant commis des erreurs, mais les membres du Parti au pouvoir qui suivaient une ligne bourgeoise, promouvaient le carriérisme, l'individualisme, l'entreprise privée et le gain personnel, et sapaient le système socialiste de propriété ainsi que le système socialiste de production et d'échange.

Tous les éléments de la stratégie qui émergera plus tard durant la Révolution culturelle sont déjà présents dans ces 23 points :

- les membres du Parti en poste dirigeant suivant la voie capitaliste ;
- la mobilisation d'organisations de masse issues de la base pour rectifier le Parti ;
- une lutte entre deux lignes, celle de la classe ouvrière et celle de la bourgeoisie, qui déterminera le sort de la révolution.

(3) LA GRANDE RÉVOLUTION CULTURELLE PROLÉTARIENNE

Un éditorial du journal de l'Armée populaire de libération, Libération quotidienne de l'Armée (Liberation Army Daily, 3 novembre 1966), donna l'une des expressions les plus claires de la Grande Révolution culturelle prolétarienne (GRCP). Il disait :

« Menée principalement dans le domaine idéologique, elle est fondamentalement une grande révolution destinée à détruire le concept millénaire de la propriété privée et à établir le concept socialiste de la propriété publique... Les idées, la culture, les coutumes, les habitudes, les conceptions politiques, les notions juridiques, les visions de l'art, etc., sont toutes des formes idéologiques de la société, que l'on regroupe généralement sous le nom de culture. Pourquoi devons-nous mener une révolution culturelle en période de socialisme ? La raison en est que la base économique de la société a subi un changement fondamental. C'est un principe fondamental du marxisme-léninisme et de la pensée de Mao Tsé-toung, que le mental découle du matériel, que la conscience sociale naît de l'existence sociale, de la base socio-économique et du système social de propriété. La conscience sociale est secondaire, mais elle exerce en même temps une énorme influence sur la base sociale. En Chine, la transformation socialiste de la propriété des moyens de production a déjà été réalisée, et le système économique socialiste de propriété publique a été établi. Puisque la base économique a changé, la superstructure idéologique doit aussi changer en conséquence, afin de suivre son rythme. Sinon, elle entravera le développement des forces productives, entraînera la perte des fruits déjà conquis de la révolution, et mènera à un pouvoir révisionniste et à une restauration du capitalisme, faisant retomber notre pays dans l'ancienne voie coloniale ou semi-coloniale, féodale ou semi-féodale... »

Mais la Révolution culturelle n'était pas un simple débat académique : c'était une révolution visant les principaux propagateurs de ces vues bourgeoises — c'est-à-dire ceux qui étaient au pouvoir et prenaient la

voie capitaliste.

La Revue de Pékin (Peking Review, 19 janvier 1966) déclarait :

« La bourgeoisie renversée, dans ses complots de restauration et de subversion, donne toujours la priorité à l'idéologie, prend le contrôle de l'idéologie et de la superstructure. Les représentants de la bourgeoisie, en utilisant leurs postes et leur pouvoir, ont usurpé et contrôlé la direction d'un certain nombre de départements, et ont fait tout leur possible pour répandre le poison bourgeois et révisionniste par le biais de la littérature, du théâtre, du cinéma, de la musique, des arts, de la presse, des périodiques, de la radio, des publications, de la recherche académique et dans les écoles, etc. ; dans le but de corrompre les esprits et de perpétrer une 'évolution pacifique', en tant que préparation idéologique et propagande en vue de la restauration capitaliste. »

Et comme le disait plus tard un éditorial du Drapeau rouge (Red Flag, 3 novembre 1969) :

« Les révolutionnaires prolétariens doivent comprendre pleinement que la lutte pour la prise du pouvoir, et la contre-offensive pour le reprendre, entre nous et une poignée de personnes au sein du Parti qui sont en position d'autorité et empruntent la voie capitaliste, est une lutte à mort entre le prolétariat et la bourgeoisie. »

Mais Mao ne considérait pas que le but du mouvement devait simplement être de purger une poignée de personnes en position d'autorité empruntant la voie capitaliste. Cela, il aurait pu le faire facilement, étant donné le prestige dont il jouissait. Il estimait qu'il devait exister une base sociale à l'origine des idées bourgeoises erronées au sein d'une partie de la direction. Et tant que ces idées ne seraient pas éradiquées à la racine, elles continueraient à réapparaître dans le Parti et à l'écarter de sa voie socialiste. Ainsi, la Révolution culturelle fut avant tout une révolution des masses, visant non seulement à écarter les dirigeants corrompus, mais aussi à éradiquer les valeurs anciennes, la pensée bourgeoise et la prédominance du "moi" sur le collectif. Ces idées rétrogrades constituaient un obstacle majeur au changement des rapports de production pour les adapter aux forces productives en développement dans les coopératives, les communes, les entreprises d'État, etc. Elles freinaient donc le développement des forces productives, et permettaient aux révisionnistes de revenir en arrière, de la propriété collective à la propriété privée.

Ce besoin de se révolter contre la pensée bourgeoise fut reflété dans l'éditorial du *Quotidien du Peuple* (*People's Daily*) intitulé « Combattre l'intérêt personnel, critiquer et rejeter le révisionnisme », publié en anglais dans la *Revue de Pékin*, n° 42, le 13 octobre 1967. D'une manière très scientifique, cette formule — combattre l'intérêt personnel, critiquer et rejeter le révisionnisme — résumait le contenu fondamental de la Grande Révolution culturelle prolétarienne, ainsi que de la critique et du rejet de la bourgeoisie pendant toute la période historique du socialisme. L'article déclarait :

« En quoi réside la vétusté de l'idéologie ancienne de la classe exploit-euse ? Essentiellement dans l'intérêt personnel : voir le monde du point de vue de tout faire pour soi, pour son propre intérêt. L'égoïsme des classes exploiteuses est un terreau naturel pour la croissance du capitalisme, un facteur important qui engendre le révisionnisme, un virus idéologique qui désintègre l'économie socialiste fondée sur la propriété publique et subvertit la dictature du prolétariat... Si nous ne combattons pas l'intérêt personnel et ne faisons pas la révolution sur nous-mêmes, nous ne pourrons pas bien critiquer et rejeter le révisionnisme ; nous risquons même de ne plus le reconnaître ou de tomber dans le bourbier du révisionnisme. »

Comme l'a dit Mao en mars 1967, « combattre le moi... touche les gens au plus profond de leur âme et vise à résoudre les problèmes de leur vision du monde ».

Comme nous l'avons déjà vu, dans les années précédant la Révolution culturelle, non seulement Liu Shao-chi avait imposé sa ligne bourgeoise au 8e Congrès du Parti communiste chinois, non seulement il contrôlait la majorité au sein du Parti et du gouvernement, non seulement il avait évincé Mao du poste de Président de la République populaire de Chine pour s'en emparer lui-même (un autre partisan de la voie capitaliste, Teng Hsiao Ping, était alors secrétaire général du Parti), mais il avait, au cours des cinq années précédentes, en grande partie inversé le processus de transformation socialiste, aussi bien dans les campagnes que dans les villes. Et conformément à ces politiques capitalistes, des technocrates, bureaucrates et « despotes universitaires » furent placés à des postes clés dans toute la structure du Parti. La Chine était sur le point de suivre la voie de Khrouchchev. La dérive vers le capitalisme devait être enrayée par le Mouvement d'Éducation Socialiste... mais celui-ci fut également saboté et n'atteignit pas les résultats escomptés. Finalement, Mao découvrit la forme d'une révolution nouvelle : la Grande Révolution culturelle prolétarienne.

En dépit des erreurs d'extrémisme "de gauche" et, parfois, de l'anarchie qui régna, ce fut une découverte gigantesque pour faire progresser l'humanité vers le communisme. Le monde n'avait jamais connu une révolution de ce genre. Sans aucun doute, les défauts de cette première expérience pourront être corrigés et affinés par les communistes du futur, mais son essence constitue une arme inestimable, non seulement pour les révolutions à venir, mais aussi pour celles qui sont en cours.

Que s'est-il donc passé pendant ces années de troubles ?

Tout commença dans le domaine de la culture en novembre 1965, avec un article publié depuis Shanghai par Yao Wen-yuan, portant sur la pièce « Hai Jui destitué de ses fonctions ». Cette pièce, écrite par le vice-maire de Pékin, constituait une attaque subtile contre Mao, pour avoir limogé l'ancien chef de la Défense, Peng Teh-huai, en 1959. Entre-temps, le Comité central forma un groupe de cinq membres pour la Révolution culturelle (RC), dirigé par Peng Chen, maire de Pékin et membre du Bureau politique. Mais ce groupe, à l'exception de Kang Sheng, était composé de droitistes. Le 6 février 1966, Peng Chen publia une circulaire sur la « culture socialiste », qui contenait aussi une attaque contre Yao Wen-yuan. Avec l'aide de Liu Shao-chi, cette circulaire reçut l'approbation du Comité central et fut connue sous le nom de circulaire du 6 février, diffusée dans tout le pays. Chang Chun-chiao et Yao Wen-yuan (tous deux futurs membres de la soi-disant « Bande des Quatre ») de Shanghai ignorèrent cette directive et poursuivirent leurs critiques de la pièce « Hai Jui ».

Le 16 mai, le Comité central publia une circulaire rejetant le rapport de Peng Chen du 6 février. Cette circulaire, approuvée par Mao, fait pour la première fois référence à « ceux qui, comme Khrouchtchev, se blottissent à nos côtés ». Elle dissout le groupe des cinq pour la RC et en nomme un nouveau ; elle condamne ouvertement Peng Chen pour avoir manipulé la publication du rapport au nom du Comité central ; elle attaque l'approche bourgeoise du rapport selon laquelle « tout le monde est égal devant la vérité », déclarant que : « Depuis des décennies, les sociaux-démocrates anciens, et depuis plus de dix ans les révisionnistes modernes, n'ont jamais permis au prolétariat l'égalité avec la bourgeoisie. »

La circulaire du 16 mai attaque également la conception du rapport selon laquelle « sans construction, il ne peut y avoir de destruction réelle et complète », en répliquant que :

« Le président Mao dit souvent qu'il n'y a pas de construction sans destruction. La destruction ici signifie la critique et la dénonciation, elle signifie la révolution. Elle implique une réflexion approfondie, ce qui constitue la construction. Il faut mettre la destruction en premier, et dans ce processus, la construction se réalise. »

La circulaire s'oppose aussi à l'attaque du rapport contre la gauche, qui les désignait comme des « tyrans académiques ». Elle demande :

« Si le travail académique prolétarien dépasse et élimine le travail académique bourgeois, peut-on considérer cela comme un acte de "tyrans académiques" ? »

Et ajoute encore :

« De toute évidence, le but du rapport est d'étiqueter les marxistes-léninistes de "tyrans académiques" afin de soutenir les véritables tyrans académiques bourgeois et de maintenir leur position dominante chancelante dans les cercles académiques. »

La circulaire dénonce également l'appel du rapport à une « campagne de rectification » contre la gauche, et condamne les tentatives visant à limiter la Révolution culturelle en appelant à mener la lutte seulement « sous direction », « avec prudence », « avec précaution » et « avec l'approbation des instances dirigeantes concernées », déclarant que :

« Tout cela vise à imposer des restrictions à la gauche prolétarienne, à lui imposer des tabous et des commandements pour lui lier les mains, et à placer toutes sortes d'obstacles sur le chemin de la révolution culturelle prolétarienne. »

En effet, cette circulaire fut le signal de ralliement pour la Révolution culturelle et pour « Bombarder le Quartier général » – une grande affiche murale (dazibao) apposée par Mao le 5 août 1966. Entre-temps, le 25 mai, un groupe de sept étudiants en philosophie mit en place une grande affiche murale accusant Lu Ping (président de l'Université de Pékin et membre du Comité du Parti de Pékin) de réprimer le mouvement étudiant révolutionnaire de masse afin de protéger les cadres supérieurs du Comité du Parti de Pékin. Bien que Mao ait fait propager cette affiche dans toute la Chine, au sein même de l'université, l'équipe de travail envoyée pour "enquêter" créa des conflits de factions entre les étudiants et attisa l'opposition contre ce nouveau mouvement étudiant.

Lorsque Mao revint à Pékin fin juillet, il constata que la Révolution culturelle avait été partiellement étouffée. Il était clair que les masses étaient attaquées, et que Liu Shao-chi et ses acolytes s'appuyaient sur leur contrôle de l'appareil du Parti pour combattre la tendance révolutionnaire et le mécontentement populaire.

Le 8 août 1966, lors d'une réunion de la onzième session plénière du huitième Comité central, le Parti proclama officiellement sa « Décision concernant la Grande Révolution Culturelle Proletarienne ». Ce document historique, connu sous le nom de document en 16 points, exhorte les cadres à tous les niveaux à faire preuve d'audace avant tout, à soutenir l'affichage des grandes affiches murales (dazibao) et la tenue de grands débats, à faire confiance aux masses, à s'appuyer sur elles, à respecter leur initiative et à les encourager à critiquer les insuffisances et erreurs dans le travail des personnes occupant des postes de responsabilité. La décision précise que :

« À l'heure actuelle, notre objectif est de lutter contre et de renverser les personnes en position d'autorité qui suivent la voie capitaliste, de critiquer et de rejeter les autorités académiques bourgeoises réactionnaires, l'idéologie de la bourgeoisie et de toutes les autres classes exploiteuses, et de transformer l'éducation, la littérature, l'art et toutes les autres parties de la superstructure qui ne correspondent pas à la base économique socialiste, afin de favoriser la consolidation et le développement du système socialiste. »

À partir de là, la méthode qui consistait à utiliser des équipes de travail sponsorisées par le centre pour enquêter sur les problèmes et diriger le Mouvement d'Éducation Socialiste fut abandonnée, et l'initiative fut confiée aux comités de la Révolution culturelle, dont les membres étaient élus démocratiquement au niveau local.

Dix jours plus tard, Mao participa à un rassemblement d'un million de personnes à Pékin. C'est lors de cette réunion que le monde entier découvrit pour la première fois les Gardes rouges, lorsqu'un détachement monta sur l'estrade à la Porte de Tien An Men et que Mao lui-même enfila leur brassard. En l'espace de trois mois, environ 20 millions de jeunes s'organisèrent en Gardes rouges au sein des établissements scolaires et universitaires. Lors d'un grand rassemblement à Pékin, Mao les passa en revue et les exhorta à être les porte-drapeaux de la révolution, à s'intéresser aux affaires de l'État, à critiquer les autorités et à propager la Révolution culturelle dans la société — détruire les vieilles idées, cultures, coutumes et habitudes et en créer de nouvelles, s'intégrer aux pa-

ysans et aux ouvriers, rejeter la violence et se concentrer sur la raison...

Bien que Mao, en utilisant son immense prestige, parvint à faire adopter les politiques de la Révolution culturelle, il restait minoritaire au sommet. Sur les sept membres du comité permanent du Comité central, seuls trois soutenaient la ligne révolutionnaire prolétarienne : Mao, Lin Piao et Chou En Lai. Le président de la République populaire de Chine était Liu Shao-chi ; le secrétaire général du Parti était Teng Hsiao-ping ; à Pékin, le contrôle de la presse et du département de la propagande du Parti central était entre les mains des droitistes ; et des dirigeants provinciaux puissants comme l'ancien premier secrétaire du Bureau du Centre-Sud (regroupant 200 millions de personnes) et Li Cheng-chiu, « patriote local » de la très riche et puissante province du Szechuan, avaient non seulement construit des « royaumes féodaux » semi-autonomes, mais soutenaient également Liu Shao-chi.

Le document des Seize Points fut diffusé dans tout le pays, exhortant des millions de personnes à l'étudier. Il est douteux qu'aucun document n'ait jamais reçu une telle lecture intensive que cette « Magna Carta » de la Révolution culturelle. Durant l'année 1966, le centre de la Révolution culturelle était Pékin, où des millions d'étudiants et de Gardes rouges menèrent l'immense soulèvement contre les partisans de la voie capitaliste. Toutefois, dans ce processus, l'impétuosité petite-bourgeoise entraîna de nombreux conflits de factions. Il ne fait aucun doute qu'une partie de cette situation fut également instiguée par les droitistes, qui cherchaient à détourner l'attention d'eux-mêmes en élargissant le champ de l'attaque. Mais rapidement, le centre de la Révolution culturelle se déplaça vers la principale ville ouvrière : Shanghai.

La lutte prit alors une nouvelle forme, avec un appel à écraser le quartier général bourgeois (le Comité municipal du Parti de Shanghai) et à mettre en place des organes de pouvoir inspirés de la Commune de Paris dans les villes et provinces. L'opposition tenta de riposter en mobilisant agressivement des milliers de personnes et en attirant les ouvriers par des paiements de primes, des augmentations de salaires et des cadeaux. Le Comité du Parti de Shanghai alla jusqu'à cacher les détails de la réunion du Comité central du 8 août, et l'affiche de Mao « Bombardez le Quartier Général » ne fut connue du peuple de Shanghai que grâce aux Gardes rouges.

Mais en octobre 1966, lors d'une réunion du Comité central, Lin Piao (désormais vice-Premier ministre) et Chen Po-ta (rédacteur en chef de la revue du Parti, Drapeau Rouge) devinrent les principaux dirigeants

de la Révolution culturelle, tandis que Liu Shao-chi et Teng Hsiao-ping présentèrent une autocritique qui ne fut pas acceptée.

À Shanghai, les dirigeants du Comité municipal du Parti, Chen et Chao, organisèrent le Détachement de la milice rouge, qui incita à la violence contre les rebelles ; ils soudoyèrent les ouvriers, perturbèrent la production et allèrent jusqu'à couper l'électricité, l'eau et les transports dans la ville afin de créer le chaos et de discréditer la Révolution culturelle. Mais par ces mesures, ils se décréditèrent eux-mêmes aux yeux des ouvriers. Les ouvriers des docks et des chemins de fer commencèrent alors à prendre conscience de la nécessité de s'emparer du pouvoir.

En janvier 1967, l'offensive pour la prise du pouvoir fut lancée. Les rebelles prirent d'abord le contrôle des deux grands quotidiens ; ensuite ils prirent le contrôle du chemin de fer, de l'approvisionnement en eau et en électricité, ainsi que des banques ; les affaires du gouvernement municipal furent reprises par le Quartier Général Opérationnel de la rébellion. Les organisations rebelles (au nombre de 38) publièrent un « Avis urgent au peuple de Shanghai », appelant à résister à l'économisme (c'est-à-dire au soudoyage des ouvriers) et à se rallier au Quartier Général de la rébellion.

Entre-temps, des dirigeants du centre cherchèrent à former une Grande Alliance des organisations rebelles avant la prise totale du pouvoir. En février 1967, après quatre tentatives infructueuses, la Grande Alliance des 38 organisations vit le jour, et un Comité révolutionnaire fut formé – composé de trois éléments : des cadres dirigeants, des membres des unités de l'APL stationnées sur place, et des membres des groupes rebelles nés spontanément dans le mouvement.

À partir d'avril 1967, une nouvelle phase de la Révolution culturelle commença par la critique du Khrouchtchev chinois... une allusion indirecte à Liu Shao-chi (bien que non nommé) et, surtout, à sa ligne politique. À Shanghai, les débats se poursuivirent autour de la question de la prise du pouvoir, et dès juillet 1967, certains débouchèrent sur la violence. Les causes de cette violence étaient : les instigations des partisans de la voie capitaliste, qui montaient les uns contre les autres ; l'infiltration d'éléments négatifs, d'anciens propriétaires terriens, etc., venus chercher vengeance ou semer l'anarchie ; et aussi le manque de maturité de nombreux jeunes rebelles, ce qui ajouta au désordre. Pourtant, conformément aux Seize Points, « saisir la révolution et promouvoir la production », la production dans les usines ne fut que légèrement

perturbée.

À partir d'octobre 1967, une nouvelle situation se développa à la suite d'un appel du Groupe central révolutionnaire à « combattre l'intérêt personnel et extirper le révisionnisme de nos propres esprits ». À partir de là, la Révolution culturelle s'approfondit dans la nature même de la transformation. Chacun devait accepter une nouvelle orientation et refaçonner sa manière de penser pour éliminer l'intérêt personnel. La Révolution culturelle ne pouvait être consolidée sans le remodelage idéologique du peuple. Si la graine du moi n'était pas éradiquée, le capitalisme et le révisionnisme pouvaient à nouveau germer.

Pendant ce temps, fin 1967, la Grande Alliance avait pris le pouvoir dans 90 % des usines de Shanghai, et des Comités révolutionnaires avaient été mis en place dans 60 % d'entre elles. La situation était similaire dans la plupart des régions du pays.

Le Nouvel An 1968 s'ouvrit avec la généralisation des comités révolutionnaires « trois-en-un ». La voie était désormais ouverte pour pousser plus loin la Révolution culturelle, en mettant en place de nouvelles formes d'organisation dans chaque entreprise, université et organe d'État. En avril 1968, non seulement le quartier général prolétarien autour de Mao avait pris le pouvoir dans 23 des 27 gouvernements régionaux, mais on tentait également de faire fonctionner l'économie sur la base des « incitations morales » et de la « mobilisation des masses », avec des effets profonds sur les attitudes, les motivations, l'organisation, la production et l'efficacité. Cette dernière phase de la Révolution culturelle se caractérisa surtout par le renversement d'une élite de bureaucrates du parti, de directeurs, de technocrates et de « despotes académiques ».

Les comités « trois-en-un » comprenaient des cadres révolutionnaires, des représentants de l'armée et des délégués élus lors des assemblées de masse. Les comités révolutionnaires, en tant que nouveaux organes du pouvoir, commencèrent immédiatement à mettre en œuvre les plans de l'État ; à « saisir la révolution et promouvoir la production » ; à remplacer les incitations matérielles par des incitations morales ; et les cours d'étude pour les ouvriers devinrent une partie intégrante de la vie en usine.

À partir de juillet 1968, une grande attention fut accordée à l'éducation. Mao déclara :

« Il est essentiel de raccourcir la durée des études, de révolutionner l'enseignement, de mettre la politique prolétarienne au premier plan et de suivre la voie de l'usine d'outillage de Shanghai pour former des techniciens parmi les ouvriers. Les étudiants doivent être sélectionnés parmi les ouvriers et les paysans ayant une expérience pratique, et ils doivent retourner à la production après quelques années. »

Dans la seconde moitié de 1968, fut lancée l'étape du mouvement de « lutte-critique-transformation » et le rôle croissant de la classe ouvrière dans l'organisation politique et l'administration de la production. L'objectif du mouvement « lutte-critique-transformation » était double :

Valider la méthode des classes d'étude comme moyen de mettre en œuvre l'injonction à « lutter contre soi-même, rejeter le révisionnisme » ;

Mettre en pratique la directive de Mao émise au début de 1968 selon laquelle « le principe fondamental de la réforme des organes d'État est qu'ils doivent rester en contact avec les masses », ainsi que l'injonction antérieure à « saisir la révolution et promouvoir la production ».

En réalité, le mouvement « lutte-critique-transformation » visait à atteindre l'un des principaux objectifs du Programme des Seize Points : transformer toutes les parties de la superstructure « non conformes à la base économique socialiste », et consolider cette base économique en réprimant les attitudes et tendances capitalistes.

En 1968, des millions de personnes participèrent au renversement du pouvoir exercé par les autorités provinciales, les directeurs d'usine, les technocrates, les « despotes académiques » et les « intellectuels bourgeois ». La Révolution culturelle s'était désormais déplacée de la superstructure vers l'économie et le pouvoir politique issu de l'organisation du système économique. Désormais, les usines n'étaient plus dirigées par des directeurs ou des gestionnaires, les technocrates ne dominaient plus les politiques au sein des usines... tout cela fut pris en charge par des comités d'ouvriers, dont chaque membre travaillait également à tour de rôle sur les lignes de production.

Alors que le cœur de la GRCP (Grande Révolution Culturelle Proletarienne) revêtait une signification historique majeure, certaines tendances négatives s'y développèrent. La première fut un factionnalisme quelque peu anarchique, la seconde, une perturbation provoquée par l'ultra-gauche.

Un exemple en est le groupe conspirateur « 16 Mai », qui afficha une

grande affiche de caractères pour le premier anniversaire de celle de Mao, intitulée « Bombardez le Premier ministre Chou En-lai ». Ce mouvement ne s'apaisa que lorsque le groupe central de la Révolution culturelle y opposa une opposition ouverte. Au moment du 9^e Congrès, un certain nombre de figures de l'ultra-gauche au sein du parti et de l'armée furent exposées et écartées. Mais les deux principaux dirigeants de la Révolution culturelle, Lin Piao et Chen Po-ta, furent plus tard reconnus comme ayant eux-mêmes des liens avec ces factions.

Le 7 septembre 1968, eut lieu la dernière prise de pouvoir, et en octobre 1968, le douzième plénum du huitième Comité central confirma officiellement deux points : Liu Shao-chi, qualifié de « traître caché, renégat et jaune », fut destitué de toutes ses fonctions et exclu du Parti ; Lin Piao devint vice-président du Parti communiste chinois et successeur désigné de Mao.

Au neuvième Congrès du Parti communiste chinois, qui s'ouvrit le 1er avril 1969, le nouveau Comité central élu ne comprenait que 40 % des membres précédents, avec une proportion importante issue des paysans, soldats et ouvriers.

Bien que la Révolution culturelle soit considérée comme terminée, le Parti dut continuer le combat contre les tendances ultra-gauchistes, le commandisme, la bureaucratie, etc. Cela se fit notamment par l'introduction du système de rotation au sein des comités révolutionnaires. Le système de rotation consistait à ce qu'un tiers du comité soit actif dans une fonction dirigeante, un tiers exerce son travail habituel, et un autre tiers soit en formation ou résident dans une école de cadres du 7 mai, à tout moment. De plus, un effort majeur fut consacré à remodeler le Parti à la base et à réaffirmer sa direction sur les comités révolutionnaires et l'armée.

Le 10 septembre 1970, le Quotidien du Peuple publia le communiqué final de la deuxième session plénière du neuvième Comité central. Ce plénum révéla les manigances de la « gauche » pour faire de Lin Piao le président de la République populaire de Chine, poste laissé vacant après l'éviction de Liu Shao-chi. Bien que Lin Piao et son cercle de généraux n'aient pas encore été exposés à ce moment-là, Chen Po-ta fut démasqué, sa démagogie ultra-gauchiste critiquée, et il fut exclu du Parti, une campagne fut menée contre ce type de « charlatans politiques ».

C'est à ce moment que Mao formula l'expression : « agiter le drapeau

rouge pour s'opposer au drapeau rouge ». Après ce plénum, une campagne fut lancée contre le dogmatisme ultra-gauchiste et contre le culte de Mao, considéré comme ayant été poussé trop loin.

Ce fut le début d'une attaque contre Lin Piao, qui était le principal promoteur du culte de Mao et de la théorie du génie. Simultanément, une campagne fut lancée contre les conspirateurs du 16 mai, et une campagne encore plus approfondie contre l'ultra-gauche, encore responsable de troubles dans de nombreuses régions. Par ailleurs, ce n'était plus Lin Piao, mais Chou En Lai qui apparaissait de manière plus marquée dans les affaires publiques et aux côtés de Mao. De plus, l'influence de Lin Piao dans l'armée fut progressivement réduite, certains ultra-gauchistes étant remplacés à des postes clés. En outre, la formation de la milice populaire, suspendue par Lin Piao durant la Révolution culturelle, fut relancée.

En avril 1971, une réunion spéciale fut convoquée, réunissant des hauts responsables de l'armée et du Parti, au cours de laquelle on demanda à Lin Piao de faire son autocritique. La réunion était présidée par Chou En Lai.

Entre-temps, en août 1971, le Parti avait été reconstitué par la mise en place du dernier comité provincial du Parti. La reconstruction débuta par les cellules du Parti à la base (équipes agricoles, ateliers industriels, villages et districts), suivie de l'épuration des mauvais éléments, du recrutement de nouveaux membres, de la formation de comités électoraux, de l'élection des organes supérieurs du Parti dans les communes, les districts, puis les provinces. Un processus similaire eut lieu dans les institutions civiles et militaires, ainsi que dans les organisations populaires, anciennes et nouvelles.

Lors de la troisième session plénière du 9^e Comité central, la question de la présidence de la République fut de nouveau soulevée. Mais cette fois, les discussions portèrent sur la suppression du poste et la mise en place d'une direction collective. En fait, Chou En Lai passa à l'offensive, déclarant : « L'inscription du nom de Lin comme successeur de Mao dans les statuts du Parti de 1969 a attiré le ridicule des nations et des partis frères du monde entier. » Il ajouta : « Les règlements du Parti issus du 9^e Congrès avaient une coloration féodale perverse ; et si le successeur est aussi inscrit dans la Constitution, cela donnera encore plus de prétextes aux éléments antichinois et anticommunistes. »

Finalement, voyant ses ambitions anéanties, Lin Piao planifia l'assassi-

nat de Mao et comptait prendre le pouvoir par un coup d'État. Le complot fut dévoilé, et Lin Piao mourut dans le crash de son avion en Mongolie, alors qu'il tentait de fuir vers l'Union soviétique. Au 10^e Congrès du Parti en août 1973, les principaux dirigeants de la Révolution culturelle (plus tard appelés la Bande des Quatre) furent élus au Bureau politique du Parti.

Pendant la campagne contre l'ultra-gauche, Teng Hsiao-ping fut réhabilité en 1975. Mais il continua à défendre ses théories révisionnistes, déclarant : « Peu importe qu'un chat soit noir ou blanc, tant qu'il attrape les souris. » Autrement dit, ce qui compte c'est la production, qu'elle passe par le capitalisme ou le socialisme n'a pas d'importance. Plus tard, deux mois avant la mort de Mao, il fut à nouveau démis de toutes ses fonctions.

Mais même avant la mort de Mao, une tendance droitière était de nouveau visible. À la base, les comités révolutionnaires commencèrent à dépérir puis cessèrent de fonctionner. Le principe de révocabilité des membres des comités par les masses et leur réélection périodique fut de moins en moins respecté, et l'autorité ainsi que la responsabilité de ces comités commencèrent à chevaucher celles des nouveaux comités du Parti. Le même dépérissement toucha d'autres organes issus de la Révolution culturelle, comme les groupes de gestion ouvriers.

Ce recul n'eut pas lieu « de lui-même ». Il fut le résultat de la lutte des classes, de l'influence renaissante de la bourgeoisie, et surtout de la bourgeoisie présente au sein de l'appareil d'État et du Parti, qui cherchait à renforcer son autorité et à se « libérer » de la supervision des masses. La lutte contre ces tendances erronées subit un revers majeur avec la mort de cinq piliers du communisme chinois en une seule année — Mao, Chou En Lai, Chu Teh, Kang Sheng et Tung Pi-wu (l'un des fondateurs du Parti) décédèrent tous autour de 1976.

TROISIÈME PARTIE

RESTAURATION DU CAPITALISME

Hua Kuo-feng, alors Premier ministre, fit semblant d'adhérer à la ligne politique de Mao et, même immédiatement après la mort de Mao le 9 septembre 1976, déclara qu'il fallait cibler en priorité les partisans de la voie capitaliste du type Teng. Dans un discours prononcé le 18 septembre, il déclara qu'il était nécessaire de « approfondir la lutte pour critiquer Teng Hsiao-ping et repousser la tentative droitière de renverser les verdicts corrects ». Mais ce n'était qu'un subterfuge destiné à détourner l'attention du coup d'État imminent.

Le 6 octobre, Hua Kuo-feng, dans une manœuvre rapide, et s'appuyant sur les forces de sécurité et les dirigeants militaires du Nord de la Chine, fit arrêter la soi-disant « Bande des Quatre » (tous membres du Bureau politique du PCC). Au cours de ces opérations, Mao Yuan-hsin, neveu de Mao Tsé-toung, et Ma Hsiao-lin, chef de la milice ouvrière de Pékin, furent tués. Le 8 octobre, dans des circonstances des plus douteuses, après que certains membres des organes dirigeants en place eurent été privés de liberté et que d'autres furent menacés d'arrestation, Hua Kuo-feng se fit « nommer » président du Comité central et président de la Commission des affaires militaires du Comité central, tout en conservant son poste de Premier ministre. En même temps, il s'attribua le monopole de la publication et de l'interprétation des œuvres de Mao Tsé-toung. Toutes ces décisions furent annoncées au nom du Comité central, qui, en réalité, ne s'était jamais réuni.

À partir du 10 octobre, une vaste campagne fut lancée contre les Quatre, accusés de « révisionnisme » et de « complot et intrigues ». En même temps, un appel à une discipline stricte fut lancé. Parallèlement, on tenta de construire un culte autour de Hua, en invoquant le soutien supposé de Mao à son égard. Dès novembre, les appels à la discipline se firent plus fréquents, une campagne calomnieuse et haineuse fut déclenchée contre les Quatre, et une décision fut annoncée pour rétablir (c'est-à-dire revenir à la situation d'avant la Révolution culturelle) des « règles et règlements rationnels dans l'industrie ».

En décembre, les critiques contre Teng Hsiao-ping cessèrent, et les appels à augmenter la production se multiplièrent. En janvier 1977, des manifestations furent orchestrées pour réclamer le retour de Teng. Et en mars, Hua Kuo-feng proposa, lors d'une réunion du comité de

travail du Comité central, que Teng se voie de nouveau confier des responsabilités. Parallèlement, des campagnes d'« émulation socialiste » furent lancées ainsi que des appels à la mécanisation de l'agriculture – prélude aux futures théories des « quatre modernisations » de Teng. Lors de la troisième session du Comité central (juillet 1977), Hua fut officiellement nommé président et Teng retrouva tous ses pouvoirs antérieurs. Au 11^e Congrès, tenu en août 1977, c'est Teng qui prononça le discours de clôture.

Mais ce renversement ne se produisit pas « paisiblement ». Il fut le point culminant d'une lutte de classes aiguë, dans laquelle les organes de sécurité (équivalents du KGB) jouèrent un rôle important. La répression fut massive. Dans la plupart des provinces, il y eut non seulement des arrestations généralisées, mais aussi de nombreuses exécutions. Tout au long de l'année 1977, la répression s'accompagna d'une « purge » de masse au sein du Parti. On estime qu'un tiers des cadres furent « purgés ». Il s'agissait principalement de ceux qui étaient issus des rangs populaires pendant la Révolution culturelle. Cette purge s'accompagna du retour massif de cadres qui avaient été écartés durant la GPCP. Par conséquent, le PCC, à la fin de l'année 1977, ressemblait bien davantage, dans la composition de ses cadres, à ce qu'il était en 1965 qu'à ce qu'il était en octobre 1976.

Parallèlement au retour des droitiers, la position de Teng se renforçait. Ses proches collaborateurs occupaient de plus en plus de postes clés, notamment au département de l'organisation du Comité central (qui décidait des nominations, mutations, promotions et révocations dans tous les organes du Parti), dans d'autres départements centraux et dans un certain nombre de provinces. En même temps, des déclarations furent émises mettant l'accent sur la production qui « prend le pas sur la lutte des classes » (Jen-min Jih-pao, 12 décembre 1977). La critique de Liu Shao-chi fut bientôt abandonnée et l'attention se concentra uniquement contre la « gauche » – c'est-à-dire Lin Piao et compagnie, amalgamés avec la Bande des Quatre.

Les théories révisionnistes se répandirent rapidement tout en maintenant un soutien officiel à la « ligne de masse ». En voici quelques exemples : minimiser la Grande Révolution Culturelle Prolétarienne et ignorer (ou même renverser) le fait qu'après 1966, la ligne politique comprenait de nouvelles orientations révolutionnaires ; une glorification unilatérale des réalisations antérieures à la GRCP ; une attaque politique et idéologique croissante contre la Bande des Quatre ; l'accent mis sur la production en délaissant la lutte des classes ; la sépara-

tion mécanique entre la lutte des classes et la lutte pour la production ; la primauté accordée au développement des forces productives ; insister sur la « stabilité » du système socialiste en place, niant ainsi l'existence de la bourgeoisie et la nécessité de lutter contre elle ; défendre la lutte idéologique entre la « pensée moderne » et les vestiges des « anciennes » idées ; envisager le développement agricole principalement sous l'angle de son apport à l'accumulation du capital ; dissocier la science et le développement scientifique des classes et de la lutte des classes, etc.

Parallèlement, des mesures concrètes furent prises pour inverser les rapports de production socialistes obtenus notamment durant la GRCP. Dans les usines, le système de gestion à direction unique fut réintroduit, les cadres et techniciens furent placés au-dessus des ouvriers ; les règlements et la discipline imposée d'en haut furent renforcés ; l'initiative et le pouvoir décisionnel des ouvriers furent restreints ; on exigea que les profits des entreprises augmentent et qu'elles accumulent davantage de fonds pour l'État ; tout en glorifiant le profit, on appela les travailleurs à « travailler dur », « être disciplinés » et « obéir aux ordres et règlements » ; « l'égalitarisme » fut tourné en dérision, etc.

Dans l'agriculture également, des mesures similaires furent prises : la centralisation augmenta et les étapes de décentralisation précédemment atteintes furent progressivement annulées ; la taille des parcelles individuelles fut étendue ; les revenus secondaires issus d'activités annexes furent encouragés, et un marché rural libre redevint respectable ; l'unité de comptabilité ne fut plus la brigade mais le foyer individuel ; un système d'« inspection » (plutôt qu'une auto-évaluation) de la performance des travailleurs fut instauré ; la mécanisation agricole fut principalement axée sur l'accélération de l'accumulation, etc.

Dans l'éducation aussi, l'orientation vers une éducation populaire fut inversée et celle-ci devint de plus en plus élitiste : les examens furent replacés au centre du système éducatif ; le mérite et le privilège remplacèrent à nouveau la classe sociale comme critère d'admission aux établissements supérieurs ; les méthodes d'avant la Révolution culturelle furent glorifiées ; le travail pratique et la dignité du travail furent niés ; le pouvoir des autorités académiques fut rétabli.

Ainsi, nous voyons que les révisionnistes ont procédé à la restauration capitaliste à une vitesse qui ferait passer Khrouchtchev pour une tortue. Leurs positions apparurent clairement au grand jour comme une ligne contre-révolutionnaire lors de la sixième session plénière du 11^e Comité central du PCC, tenue en juin 1981. C'est là que la GRCP fut, pour la

première fois, ouvertement critiquée, que le rôle de Mao après 1956 fut considéré comme négatif, et que la contradiction principale sous le socialisme ne fut plus vue comme celle entre le prolétariat et la bourgeoisie, mais comme celle entre les « besoins matériels et culturels croissants du peuple et le retard des forces productives ». La restauration capitaliste avait clairement eu lieu, et la dictature du prolétariat avait été remplacée par celle de la bourgeoisie, déguisée en révisionnistes.

QUATRIÈME PARTIE

SIGNIFICATION HISTORIQUE DE LA RÉVOLUTION CHINOISE

La révolution chinoise a tracé la voie des révolutions dans tous les pays arriérés. Elle a montré le chemin de la construction socialiste, dans son essence, à l'échelle mondiale. Et, ce qui est le plus important, elle a fait émerger la théorie et l'idéologie de la Pensée de Mao Tsétoung (ou maoïsme), applicable universellement et constituant une étape nouvelle et supérieure dans le développement du marxisme-léninisme.

Dans la conjoncture historique actuelle, aucune révolution, qu'elle soit démocratique ou socialiste, n'est concevable sans la reconnaissance de ces trois faits. Il y a eu de nombreuses révolutions – en Albanie, au Vietnam, à Cuba, en Corée du Nord, en Europe de l'Est, etc. – mais la différence qualitative entre celles-ci et les révolutions russe et chinoise est que ces deux dernières, en traçant un nouveau chemin, ont aussi développé les concepts fondamentaux du marxisme. Tandis que Marx et Engels ont formulé la théorie prolétarienne du socialisme scientifique, celle-ci a été enrichie et développée par Lénine, Staline et Mao à travers les deux révolutions mentionnées.

Le facteur clé de l'importance historique de la révolution chinoise est l'évolution de la théorie de Mao. En résolvant les problèmes spécifiques de la révolution chinoise, les théories de Mao ont acquis une universalité pertinente pour les communistes du monde entier. Il a développé la science marxiste dans tous les domaines imaginables : philosophie, économie politique, socialisme scientifique, tactiques prolétariennes, organisation du parti, science militaire, et même dans l'effort titan-

esque de création de l'homme nouveau communiste.

Malgré la contre-révolution en Chine, la compréhension que Mao a apportée des lois qui régissent l'homme, son environnement socio-économique, ainsi que les lois qui gouvernent la révolution et sa progression vers le communisme, représente un saut qualitatif par rapport à ce qui existait auparavant. Pour les révolutionnaires, minimiser l'importance de cela dans tout mouvement de changement revient à se priver de l'arme la plus puissante contre l'ordre existant, émoissant ainsi le tranchant du mouvement. C'est particulièrement tragique aujourd'hui, à une époque où l'impérialisme, fort de son immense expérience de la contre-révolution acquise au cours du siècle dernier, a élevé ses méthodes à un haut niveau de sophistication. En effet, alors que l'impérialisme utilise toute l'expérience contre-révolutionnaire dans ses stratégies actuelles, certains révolutionnaires, en minimisant l'importance de la révolution chinoise, nient l'expérience la plus récente et la plus riche.

À travers les détours de la révolution chinoise – comme nous l'avons vu dans les sections précédentes – ont émergé non pas de simples solutions empiriques aux problèmes rencontrés, mais des formulations scientifiques des problèmes et de leurs solutions, à la lumière des lois du développement socio-économique. Ainsi, les réponses apportées par Mao visaient à résoudre les questions complexes de la révolution à la racine, en découvrant les lois qui les régissent, avant de proposer des solutions. Dans sa méthodologie, il utilisait à la fois le microscope et le télescope – c'est-à-dire qu'il analysait en profondeur les causes réelles, tout en proposant des solutions durables et non éphémères. Ainsi, les écrits de Mao ont acquis une portée universelle bien au-delà du cadre immédiat de la révolution chinoise.

Prenons sa contribution à la philosophie. Non seulement il a approfondi la théorie de Lénine sur l'unité et la lutte des contraires (De la contradiction), non seulement il a développé la théorie de la connaissance (De la pratique), mais il a aussi mis au point une méthodologie pour retracer les idées, politiques, tendances et lignes incorrectes à leurs racines idéologiques. Dans tout parti communiste, des tendances subjectivistes, dogmatiques, empiriques, mécaniques, etc., ont tendance à apparaître continuellement. Si elles ne sont pas combattues, elles rongent l'essence révolutionnaire d'un parti prolétarien, le détruisant de l'intérieur. Les nombreux écrits philosophiques de Mao sont une arme essentielle pour combattre de telles déviations idéologiques. De plus, leur simplicité les rend accessibles à tous les membres du parti. Rejeter

cet outil essentiel revient à ouvrir la porte à des tendances étrangères et non prolétariennes dans le parti, et à se priver d'un bouclier précieux contre ce fléau bourgeois.

Prenons la question du remodelage de la vision du monde en une vision prolétarienne. Mao n'a cessé d'insister sur cette nécessité, et a découvert diverses formes pour en faciliter la mise en œuvre. Que ce soit dans les méthodes de fonctionnement du parti, le travail de masse et la ligne de masse, l'approche de la construction socialiste ou le caractère de classe de la politique économique, Mao a élaboré des méthodes pour ancrer profondément l'esprit communiste de désintéressement, de simplicité, de modestie et de préoccupation pour les autres. Cela transparaît dans tous ses écrits, dès le début, et a été particulièrement souligné après la prise du pouvoir et pendant la GRCP. Aujourd'hui, avec une grande partie de l'adhésion des partis issue de la petite bourgeoisie urbaine et de la paysannerie, cette méthode maoïste de transformation idéologique est d'une importance capitale. En outre, dans un contexte d'attaque incessante par une machine de propagande consumériste d'une ampleur jamais vue, combinée au recul du mouvement communiste international, la mentalité petite-bourgeoise est aujourd'hui encore plus enracinée et pernicieuse, affectant l'élan communiste et le rôle d'avant-garde de nombreux partis dans le monde. Ignorer ce principe maoïste essentiel revient alors à ouvrir grand les portes à toutes sortes de philistinisme, de léthargie, de pessimisme, de légalisme, qui rongent les fondements mêmes de la révolution.

Prenons enfin le concept maoïste de ligne de masse. Celui-ci traverse tous ses écrits. C'est aussi un facteur clé pour toute révolution victorieuse : éveiller les masses et compter sur elles pour entreprendre de grands changements. C'est une politique applicable non seulement au travail de masse, mais aussi à la construction du parti, de l'armée populaire et du front uni. C'est à la fois une méthode de travail et un moyen de se prémunir contre les maladies bourgeoises telles que l'égoïsme, la bureaucratie, le commandement autoritaire, etc. C'est aussi une riposte aux théories des « héros qui font la révolution » et au focoïsme ou aux méthodes terroristes isolées. Aujourd'hui, nier de manière irresponsable la ligne de masse de Mao par un véritable parti prolétarien équivaut à courir à la catastrophe.

Parmi les principales contributions de Mao à la théorie marxiste, on peut citer : la lutte contre le révisionnisme, en particulier le révisionnisme moderne ; le développement de la théorie de la révolution en deux étapes ; l'approfondissement des principes du parti prolétarien ; la

définition d'une nouvelle voie pour la révolution dans les pays arriérés ; l'élaboration d'une ligne militaire pour le prolétariat ; et, surtout, une théorie globale pour poursuivre la révolution (jusqu'au communisme) sous la dictature du prolétariat. Tous ces apports sont d'une immense importance pour tout parti communiste dans le monde aujourd'hui. Jetons un rapide coup d'œil à ces points.

(A) LUTTE CONTRE LE RÉVISIONNISME ET ÉMERGENCE DE LA PENSÉE DE MAO TSÉTOUNG OU MAOÏSME

On peut dire que toute l'histoire du marxisme, depuis Marx, s'est développée et affirmée à travers la lutte contre les tendances étrangères au mouvement. Tandis que les idées de Marx et Engels se sont développées en combattant diverses tendances anarchistes, utopistes et autres au sein du mouvement, la théorie révolutionnaire, à partir de Lénine, s'est développée dans le combat contre le révisionnisme — c'est-à-dire en s'opposant à l'idéologie bourgeoise à l'intérieur même du mouvement ouvrier.

La lutte de Mao contre le révisionnisme revêt une importance historique immense : sans elle, la révolution chinoise n'aurait jamais pu triompher ; sans elle, la construction socialiste en Chine n'aurait jamais duré environ trois décennies ; et sans elle, le révisionnisme moderne de l'Union soviétique n'aurait pas été efficacement combattu, et les forces communistes authentiques du monde entier n'auraient jamais pu se rallier efficacement dans la période postérieure aux années 1950.

Nous avons déjà vu dans la première partie de ce livre l'impact désastreux des lignes erronées de Chen Tu-hsiu (droite), de Li Lisan, de Wang Ming, etc. Ce n'est qu'en combattant efficacement ces lignes incorrectes que la révolution chinoise a pu réussir. De même, après la révolution, nous avons vu comment les diverses lignes de droite et « de gauche » (en particulier de droite) ont failli faire dérailler la révolution à certains tournants stratégiques.

Mais la contribution de Mao à la lutte contre le révisionnisme ne s'est pas limitée à la Chine — il a dirigé le Parti communiste chinois dans la lutte idéologique contre le révisionnisme moderne de Khrouchtchev sur le plan international, ralliant ainsi toutes les forces communistes authentiques du monde entier. La grande Union soviétique, qui avait vu non seulement la première révolution socialiste de l'histoire, mais aussi le principal rempart contre les hordes fascistes, a semé une énorme

confusion dans le mouvement communiste international lorsqu'elle a été subvertie par la clique de Khrouchtchev. Son immense prestige a facilité l'égarement d'une large majorité de communistes vers le camp révisionniste. C'est à ce moment critique que Mao a conduit le PC chinois dans une lutte idéologique de principe contre les révisionnistes modernes du PCUS. Ce fut une lutte acharnée, dans la glorieuse tradition de la lutte de Lénine contre la Deuxième Internationale.

Dès le XXe Congrès du PCUS, où Khrouchtchev attaqua scandaleusement Staline et le concept même de dictature du prolétariat, le PC chinois releva le défi pour sauver le marxisme-léninisme. Faisant allusion à cette attaque contre Staline et ses réalisations, le PC chinois publia en avril 1956 un document intitulé *Sur l'expérience historique de la dictature du prolétariat*. Plus tard, le PCC attaqua la théorie révisionniste de Khrouchtchev des « trois pacifismes » dans le célèbre article *Vive le léninisme !*, publié en avril 1960.

En novembre 1960, le PCUS organisa à Moscou une réunion de 81 partis frères dans le but d'imposer sa ligne révisionniste au mouvement communiste international (MCI). Le PCC resta fidèle à l'idéologie marxiste-léniniste et mena une lutte vigoureuse au sein du comité de rédaction composé de 26 partis, en exposant les positions du PCUS. Même les compromis issus de cette réunion ne purent empêcher la direction du PCUS de sombrer dans une dégénérescence totale.

Dès 1960, le PCUS retira toute assistance à la Chine, et en 1962, il provoqua des troubles à la frontière sino-soviétique et se livra à des actes de subversion. Pourtant, le PCC proposa des négociations pour régler le problème, et le 14 juin 1963, il formula une Ligne générale pour le mouvement communiste international. Mais alors même que les discussions entre les deux partis étaient encore en cours, la direction du PCUS publia une Lettre ouverte le 14 juillet 1963, attaquant violemment le PCC et portant ainsi le débat sur la place publique. Le PCC, dirigé par Mao, répondit publiquement et publia une série de Neuf Commentaires réfutant systématiquement les principaux points soulevés dans la Lettre ouverte du PCUS. Ces Neuf Commentaires, qui constituent le pilier central du Grand Débat au sein du MCI, forment l'essence même de la lutte contre le révisionnisme moderne, la grande lutte idéologique de notre temps, menée par le grand enseignant du prolétariat mondial, Mao, pour défendre le marxisme-léninisme contre les attaques des révisionnistes venant de la terre même de Lénine.

Tout comme la lutte de Lénine contre la Deuxième Internationale fa-

vorisa la croissance de partis léninistes dans le monde entier et mena à la formation de la Troisième Internationale, la lutte de Mao contre le révisionnisme moderne de Khrouchtchev permit l'émergence de partis marxistes-léninistes dans de nombreux pays, opérant une rupture nette avec les partis révisionnistes pro-soviétiques.

Par la suite, c'est encore le PCC, dirigé par Mao, qui a mis en évidence le caractère social-impérialiste de l'Union soviétique et appelé à une lutte unie contre les deux superpuissances. C'est le PCC qui a identifié l'Asie, l'Afrique et l'Amérique latine comme les centres de tempête de la révolution mondiale. En dénonçant l'impérialisme américain et tous les réactionnaires comme des « tigres en papier », Mao a enseigné au prolétariat mondial et aux peuples opprimés du monde entier que nous vivons une époque de révolutions, et que si les masses opprimées osent lutter, elles peuvent assurément triompher dans la révolution socialiste mondiale.

Ainsi, la lutte de Mao contre le révisionnisme, en particulier le révisionnisme moderne, est d'une importance historique majeure, que nul véritable communiste d'aujourd'hui ne peut sous-estimer. Bien sûr, à cela s'ajoute désormais la lutte contre le révisionnisme de Teng. Mais c'est la lutte du PCC contre le révisionnisme de Khrouchtchev qui pose les bases idéologiques solides pour les batailles futures contre Teng et toutes les autres formes de révisionnisme. C'est au cours de cette lutte contre le révisionnisme, en Chine comme à l'international, que la théorie marxiste a été développée à une étape nouvelle et supérieure, donnant naissance à la Pensée de Mao Tsétoung, ou maoïsme.

(B) RÉVOLUTION EN DEUX ÉTAPES

Mao a donné une forme plus concrète au concept léniniste de révolution en deux étapes pour les pays arriérés dans l'ère post-1917. Lénine, tout en s'opposant aux déviations trotskystes et autres similaires, affirmait clairement que les révolutions ne peuvent pas sauter des étapes selon le bon vouloir de tel ou tel parti, mais qu'elles se développent selon les lois inhérentes au système socio-économique. La tâche du révolutionnaire est de découvrir ces lois et d'agir en conséquence. Ainsi, en Russie, la lutte contre l'autocratie tsariste est passée par les révolutions démocratiques de 1905 et de février 1917, avant la révolution socialiste d'octobre 1917.

Mao, dans ses textes « Présentation du communiste », « La Révolution chinoise et le Parti communiste chinois » et « De la nouvelle démocratie

» (tous écrits en 1939/40), a donné à ce concept léniniste une forme scientifique plus concrète dans sa conception de la révolution de nouvelle démocratie. Mao affirmait que :

(i) Durant la période pré-1917, toutes les révolutions anti-féodales et anti-impérialistes faisaient partie de l'ancienne révolution démocratique bourgeoise, tandis que dans la période post-1917, toutes les révolutions démocratiques bourgeoises (appelées révolutions de nouvelle démocratie) feront partie de la révolution socialiste mondiale.

(ii) Alors que les premières étaient dirigées par la bourgeoisie nationale, les secondes doivent nécessairement être dirigées par le prolétariat.

(iii) La bourgeoisie se divise désormais en deux camps : d'un côté la bourgeoisie comprador, qui est une cible de la révolution ; de l'autre, la bourgeoisie nationale, qui est une alliée (vacillante) de la révolution.

(iv) La révolution ne peut triompher qu'en construisant un front uni de quatre classes – ouvriers, paysans, petite bourgeoisie et bourgeoisie nationale – avec l'alliance ouvriers-paysans comme base.

(v) La force principale de cette révolution sera la paysannerie, tandis que la force dirigeante sera le prolétariat.

Cette théorie de la révolution dans les pays arriérés a une portée immense pour tous les mouvements anti-impérialistes et anti-féodaux actuels dans le monde. L'expérience des dernières décennies a montré que les révolutions ayant suivi cette analyse continuent d'exister et de se développer, tandis qu'un grand nombre de révolutions armées qui s'en sont écartées ont fini soit par un compromis, soit par une liquidation, la bourgeoisie comprador prenant l'initiative. La plupart de celles qui ont échoué n'ont pas défini correctement les amis et ennemis de la révolution et/ou n'ont pas affirmé une direction prolétarienne claire sur les forces en lutte, par le biais d'un parti communiste guidé par le marxisme-léninisme-pensée Mao Tsétoung (ou maoïsme).

On constate ainsi qu'un grand nombre de mouvements de libération nationale en Afrique et en Amérique latine, ayant poursuivi leur lutte armée parfois pendant des décennies, ont finalement capitulé devant telle ou telle puissance impérialiste – soit avant la victoire, soit après celle-ci. Dans tous ces cas, une partie des compradors a été traitée comme une alliée, et la direction prolétarienne était absente. De même aujourd'hui, de nombreux mouvements nationaux dans le monde (y compris en Inde) sont principalement dirigés par la petite bourgeoisie

ou la bourgeoisie nationale (avec parfois la participation d'une fraction des compradors locaux). La plupart ne voient que la cible immédiate de l'oppression et définissent donc incorrectement les amis et ennemis au sein de leur propre nation, tout en niant la direction du prolétariat sur ces mouvements. En conséquence, tous sont voués à finir en compromis ou à capituler devant quelque puissance impérialiste, avant ou après la victoire. C'est inévitable, comme l'a brillamment démontré Mao : dans l'ère actuelle (post-1917), il est impossible qu'un mouvement anti-impérialiste et anti-féodal triomphe sans direction prolétarienne, et sans cibler également les forces féodales et compradors.

Il existe également des exemples de mouvements de guérilla urbaine (par exemple en Amérique latine, etc.) qui cherchent pour la plupart à contourner l'étape de la Nouvelle Démocratie. Dans certains de ces pays à forte population urbaine, la compréhension maoïste doit être appliquée de manière créative, notamment parce que la révolution démocratique y est encore inachevée.

La théorie maoïste de la Nouvelle Démocratie est aujourd'hui fondamentale pour tous les mouvements révolutionnaires dans les pays arriérés, devant être appliquée de manière créative aux conditions concrètes des pays concernés. Le fait que la situation ne soit pas une copie conforme de celle de la Chine (ce qui est impossible, surtout un demi-siècle plus tard) ne diminue en rien l'importance de cette théorie ni sa pertinence pour les mouvements révolutionnaires en cours. L'absence de compréhension de ces concepts développés par Mao a été l'une des causes majeures des nombreuses défaites des luttes armées au cours des trente dernières années.

(C) GUERRE POPULAIRE

Jusqu'à l'avènement de la révolution chinoise, une seule voie s'offrait aux révolutionnaires du monde : la voie insurrectionnelle russe. En Chine aussi, les communistes ont d'abord emprunté cette voie. Après l'échec de plusieurs insurrections urbaines, Mao commença à proposer une voie alternative. Celle-ci fut fortement contestée par la direction de l'époque, composée principalement de cadres formés à Moscou. Malgré les échecs et les lourdes pertes subies, ils continuèrent à appeler à l'insurrection urbaine, rejetant la guerre de guérilla paysanne... ce qui mena à des résultats désastreux. Face à la destruction quasi-totale de leurs forces en raison de cette ligne mécanique et dogmatique, Mao dut entreprendre la Longue Marche. Ce n'est qu'en 1935, lors de la conférence de Tsunyi, que la conception de Mao fut acceptée. En mai

1938, Mao écrit son célèbre ouvrage *La Guerre prolongée*.

Depuis lors, une nouvelle voie s'est ouverte aux révolutionnaires du monde, en particulier à ceux des pays arriérés. Depuis la victoire de cette voie dans la révolution chinoise, il est désormais admis que la voie révolutionnaire pour tous les pays arriérés ne peut être que celle de la guerre populaire prolongée. Il s'agit là d'un développement significatif dans la stratégie marxiste et d'un enrichissement des écrits de Lénine sur l'insurrection, la guerre et la révolution. Aujourd'hui, sans une compréhension approfondie de la conception maoïste de la « guerre prolongée », il est impossible de remporter la victoire dans un quelconque pays arriéré.

Par cette conception, Mao combattit avec succès les vues erronées sur la « victoire rapide » ainsi que les visions défaitistes qui présentaient les gigantesques forces du Kuomintang et les forces japonaises comme invincibles. Il a scientifiquement défini les trois phases de la guerre prolongée : la défensive stratégique, l'équilibre stratégique et l'offensive stratégique.

Aujourd'hui, le concept de guerre prolongée est encore plus important, car les idées de « victoire rapide » et le défaitisme continuent de dominer. Par exemple, de nombreuses forces combattantes ont compté sur une puissance impérialiste ou une autre pour obtenir une victoire rapide. Ce fut particulièrement le cas dans les années 1970 et 1980, lorsque de nombreux mouvements de libération nationale sont devenus dépendants du social-impérialisme soviétique afin d'obtenir des armes sophistiquées et d'atteindre une victoire rapide. Cela a conduit à la liquidation de ces mouvements, et même les victoires ont souvent abouti au remplacement d'un groupe de compradors par un autre.

Des vues défaitistes persistent également, particulièrement face à des machines militaires impérialistes ultra-technologiques. En Inde aussi, une opinion similaire prévaut depuis des décennies, selon laquelle il serait impossible de lutter contre la gigantesque machine étatique génocidaire indienne. De telles idées ne peuvent être combattues qu'à travers la conception maoïste de la guerre prolongée, qui mobilise progressivement les masses pour la lutte armée et la victoire.

C'est au cours de la révolution chinoise que Mao a développé la science de la guerre — la guerre populaire — à un niveau nouveau et supérieur. C'est en fait avec Mao que le prolétariat international a acquis une véritable théorie militaire. Lénine avait élaboré quelques concepts rudi-

mentaires sur l'insurrection, la guerre et l'Armée rouge. Mais c'est Mao qui a élevé ces concepts à une science militaire de la guerre populaire par la création d'une Armée populaire.

Dans la conception maoïste de la guerre populaire, les larges masses doivent non seulement être armées, mais aussi organisées militairement. Cela comprend, avant tout, l'Armée populaire, qui constitue l'épine dorsale des forces révolutionnaires et le principal instrument pour combattre les troupes ennemies. Ensuite, il existe des unités armées issues des masses, organisées à grande échelle et coordonnant directement avec l'armée. Ainsi, au combat, il existe un corps de forces armées, de troupes régionales et de milices populaires qui combattent de manière coordonnée.

Pour armer les masses dans les zones de base le plus rapidement possible, Mao ordonna qu'une partie importante des troupes régulières soit répartie dans les sous-zones militaires pour organiser des milices populaires et des forces d'autodéfense, afin de sécuriser les zones, coopérer avec les armées de campagne et écraser les attaques réactionnaires.

Expliquant le caractère de l'Armée populaire, Mao déclara (dans *Corriger les idées erronées dans le Parti*, 1929) :

« L'Armée rouge chinoise est un corps armé chargé de réaliser les tâches politiques de la révolution. En particulier, à l'heure actuelle, l'Armée rouge ne doit certainement pas se borner à combattre ; en plus de détruire les forces militaires de l'ennemi, elle doit assumer des tâches importantes telles que faire de la propagande auprès des masses, organiser les masses, les armer, les aider à établir un pouvoir politique révolutionnaire et mettre en place des organisations du Parti. L'Armée rouge ne combat pas uniquement pour le combat lui-même, mais pour faire de la propagande, organiser les masses, les armer et les aider à établir un pouvoir politique révolutionnaire. »

À travers le vaste ensemble d'écrits militaires de Mao s'est développée la science militaire de la guerre populaire, qui demeure, encore aujourd'hui, inégalée dans son éclat. Quelques-uns des principes essentiels formulés dans ces écrits militaires sont :

- Sur le plan stratégique, l'ennemi doit être considéré comme un tigre de papier, tandis que sur le plan tactique, il doit être vu comme un tigre réel et dangereux à écraser frontalement par les forces populaires.

- La guerre de guérilla et la guerre mobile doivent être les principales méthodes pour combattre l'ennemi ; la guerre de position n'a qu'une importance secondaire.
- Comme il le disait : « En ce qui concerne l'ensemble, la guerre mobile est principale et la guérilla est complémentaire ; en ce qui concerne les parties, la guérilla est principale et la guerre mobile complémentaire. »
- La guérilla est la seule méthode permettant à une force relativement faible d'affronter la puissance militaire de l'État.

Permettre à l'ennemi plus puissant de pénétrer dans son territoire pour l'encercler par des actions de guérilla de tous côtés est la seule méthode efficace pour écraser une force supérieure. En comptant sur les masses et en les armant pour faire face à l'ennemi, ce dernier est contraint de fonctionner continuellement en territoire hostile. Ainsi isolé, il peut être détruit morceau par morceau par la concentration de grandes forces dans chaque bataille tactique. Le principe maoïste de la guerre de guérilla étant : « Quand l'ennemi avance, nous reculons ; quand l'ennemi campe, nous le harcelons ; quand l'ennemi se fatigue, nous l'attaquons. »

Mao développa non seulement les lois de la guérilla, mais aussi sa relation avec la guerre mobile et la guerre de position. Il indiqua que même si la guerre populaire est globalement prolongée, les campagnes et les batailles spécifiques doivent suivre le principe de décisions rapides. La surprise était un facteur clé dans les actions de guérilla. Il développa également un nouveau type de structure de commandement pour la guérilla, alliant un commandement stratégique centralisé à un commandement décentralisé dans les campagnes et les batailles.

Dans sa conception de la guerre populaire, Mao détaille minutieusement la conduite de la guerre : les questions d'attaque et de défense ; les tâches d'anéantissement et d'usure ; la souplesse dans la dispersion, la concentration et les déplacements ; la mobilisation politique des masses ; les relations entre officiers et soldats ; les rapports entre l'armée et le peuple ; le rôle de l'armée dans la production, etc.

Mao a également développé la thèse de Lénine selon laquelle la prise du pouvoir par la force armée et l'écrasement de l'appareil d'État existant constituent la tâche centrale de toute révolution. Toute activité doit soit être organisée autour de la guerre populaire, soit préparée en vue de celle-ci. À moins que le parti du prolétariat ne se prépare, pas à pas, politiquement, organisationnellement et militairement, à cette tâche

stratégique, il ne pourra jamais prendre l'initiative ; et même en temps de crise, il risque d'être pris au dépourvu, mal préparé pour y faire face ou en tirer parti.

La guerre populaire est l'outil de guerre le plus complet jamais développé pour permettre au peuple de vaincre une force ennemie puissante. Elle est le fruit de l'expérience concrète de la guerre révolutionnaire en Chine. Elle a généralisé ces expériences en principes et lois de portée universelle.

Aujourd'hui, les principes maoïstes de guerre populaire sont encore plus pertinents pour faire face à la puissance de feu high-tech des forces fascistes. Les impérialistes font la propagande de leur puissance de feu technologique pour effrayer les peuples et les dissuader d'attaquer. Ils veulent faire croire que toute attaque serait vaine face à leur force écrasante. Il est vrai que, dans de telles conditions, les batailles directes seraient vouées à l'échec. Ce n'est que par la guerre populaire, utilisant les tactiques de guérilla, que l'ennemi peut être effectivement vaincu. Cela a été prouvé dans la guerre d'Indochine, où la superpuissance américaine a été réduite au silence.

Aujourd'hui, toute déviation des principes maoïstes de la guerre populaire signifie une défaite certaine. Appliquer ces principes de manière créative aux conditions concrètes de chaque pays est une condition primordiale pour remporter la victoire.

(D) LE PARTI PROLÉTARIEN

Au cours de la révolution chinoise, Mao a approfondi les principes organisationnels d'un Parti communiste tels qu'énoncés par Lénine et la Troisième Internationale. En utilisant la dialectique, Mao ne considérerait pas le parti comme une entité monolithique et statique, mais comme un organisme dynamique se développant, comme tout autre phénomène, à travers l'unité et la lutte des contraires. C'est-à-dire, par la lutte entre idées justes et idées erronées, ou entre le point de vue prolétarien et le point de vue bourgeois. Selon lui, cela se reflétait dans une lutte entre deux lignes, et une lutte contre la vision bourgeoise (ou petite-bourgeoise) à travers la critique, l'autocritique et les campagnes de rectification.

Mao a développé la compréhension de la manière de préserver le caractère révolutionnaire prolétarien du parti : en menant une lutte sur deux lignes contre les tendances et lignes opportunistes et révisionnistes ; et

par la transformation idéologique des membres du parti à travers la critique et l'autocritique. Aujourd'hui, sans appliquer ces méthodes maoïstes de fonctionnement du parti, il est difficile pour un véritable parti communiste de croître et se développer. Ces principes doivent s'ajouter aux principes léninistes existants d'un parti prolétarien.

Mao avait dit qu'il était nécessaire, dans le parti, de « créer une situation politique vigoureuse et vivante, où coexistent centralisation et démocratie, discipline et liberté, unité de volonté et tranquillité d'esprit individuelle. » Mao a développé une brillante relation dialectique entre démocratie et centralisme afin de libérer l'initiative maximale de tous les membres du parti, en combattant toutes les formes de bureaucratie. Il disait : « Une grande révolution exige un grand parti et de nombreux cadres de premier ordre pour la guider... Pour atteindre cet objectif, la démocratie interne au parti est essentielle. Si nous voulons renforcer le parti, nous devons pratiquer le centralisme démocratique pour stimuler l'initiative de tous les membres... Donnons libre cours à l'initiative de tous les membres du parti, formons ainsi un grand nombre de nouveaux cadres, éliminons les vestiges du sectarisme et unifions le parti aussi solidement que l'acier. »

Dans la méthode maoïste d'organisation du parti, il s'opposait à la répression des idées erronées à l'intérieur du parti. Il soutenait que si l'on n'autorise pas les autres à s'exprimer, les idées justes ne peuvent émerger, et les idées erronées ne peuvent être critiquées et corrigées... Il s'opposait ainsi au « style de travail patriarcal » au sein du parti. L'unité, disait-il, se conquiert par la lutte, non par des injonctions de parti. Sans lutte, pas d'unité. Pour réaliser l'unité du parti sur la base du centralisme démocratique, il est nécessaire d'utiliser la méthode de la critique et de l'autocritique et de mener une lutte idéologique active. Dissimuler les contradictions, refuser la lutte pour préserver de bonnes relations, revenait, selon lui, à corroder l'unité et saper la cohésion. Il affirmait que par une critique et une autocritique constantes, et par la correction des idées erronées, le parti pouvait unir le maintien de l'unité avec la persévérance dans les principes, et atteindre continuellement une unité supérieure sur de nouvelles bases.

Afin de promouvoir ce style de fonctionnement prolétarien, Mao a rédigé de nombreux articles. L'essence de ces articles constitue les principes pour construire un parti d'un type nouveau. De plus, Mao a activement promu la direction collective contre la domination individuelle au sein des comités. Cela devait être instauré dans le parti par un fonctionnement systématique permettant une relation dialectique entre

la direction et les cadres. Cela a été détaillé dans plusieurs articles comme : Quelques questions concernant les méthodes de direction (1943) ; Sur le renforcement du système des comités du parti ; Sur la mise en place d'un système de rapports (1948) ; Méthodes de travail des comités du parti (mars 1949), etc.

Par ailleurs, la clé d'un parti véritablement bolchévisé réside dans la manifestation concrète de sa ligne politique et dans la profondeur idéologique du parti, reflétée dans l'application créative de cette ligne politique. Comme le disait Mao : « Pendant 18 ans, la construction et la bolchévisation du parti ont été étroitement liées à sa ligne politique, à la manière correcte ou incorrecte de traiter les questions du front uni et de la lutte armée... Inversement, plus le parti est bolchévisé, plus il peut déterminer correctement sa ligne politique et traiter les questions du front uni et de la lutte armée. » Aujourd'hui, cette approche est particulièrement significative, car certaines forces communistes ont tendance à mesurer la « pureté » des partis sur la base d'une analyse abstraite de leur « ligne politique » ou de leur « mode de pensée » détachée de toute pratique révolutionnaire concrète.

Ainsi, aujourd'hui, tout parti communiste peut agir comme véritable avant-garde du prolétariat dans n'importe quel pays en mettant en œuvre non seulement les principes léninistes d'organisation du parti, mais en construisant un parti d'un type nouveau qui intègre tous les principes maoïstes du fonctionnement du parti.

(E) POURSUIVRE LA RÉVOLUTION SOUS LA DICTATURE DU PROLÉTARIAT

La plus grande contribution de Mao Zedong au développement du marxisme-léninisme réside dans sa théorie de la poursuite de la révolution sous la dictature du prolétariat. En élaborant une Critique de l'économie soviétique, Mao a tiré des leçons des expériences négatives de l'Union soviétique, mettant en évidence les limites de son modèle économique. Il a ainsi formulé de manière plus scientifique les lois du développement sous le socialisme, en soulignant la relation dialectique entre la base économique et la superstructure, et le rôle crucial de cette dernière dans la transformation de la première. Il a également identifié la contradiction principale durant toute la période de construction socialiste, à savoir celle entre la classe ouvrière et la bourgeoisie. Surtout, il a découvert la forme permettant de poursuivre la révolution sous la dictature du prolétariat : la Grande Révolution Culturelle Prolétarienne

(GRCP).

Dès le début, Mao a souligné que la contradiction principale pendant la période de construction socialiste est celle entre la classe ouvrière et la bourgeoisie. Alors que Khrouchtchev proclamait la fin de la lutte des classes et que Liu Shao-chi mettait en avant la théorie des forces productives, Mao affirmait que “la lutte des classes est le lien clé, et tout le reste en dépend”. Avant la GRCP, on considérait généralement que la bourgeoisie, engendrée continuellement par la petite production, se trouvait en dehors du parti. Mao a été le premier à identifier que le quartier général de la nouvelle bourgeoisie se trouvait au sein même du Parti communiste. Il déclarait : “Vous faites la révolution socialiste, et pourtant vous ne savez pas où est la bourgeoisie. Elle est dans le Parti communiste — ceux qui sont au pouvoir et qui prennent la voie capitaliste.”

Le Parti communiste chinois devait résoudre les principaux problèmes de la construction socialiste. Le premier consistait en la transformation progressive de la propriété des moyens de production en propriété socialiste. Mais à mesure que cela était accompli et que les forces productives progressaient, un écart se creusait entre ces forces avancées et des relations de production arriérées. Sans une révolution des relations de production, ces dernières entraveraient le développement ultérieur des forces productives. Pour révolutionner ces relations et amener les masses à adopter des relations socialistes dans les communes, les usines, les universités, le gouvernement, l’armée et même au sein des foyers, une révolution continue de la superstructure était nécessaire. Cela impliquait : l’élimination des vestiges et de l’influence persistante des anciennes classes exploiteuses ; la résolution des contradictions entre la classe ouvrière et la paysannerie, entre la ville et la campagne, et entre le travail manuel et intellectuel ; la lutte contre la génération spontanée de la bourgeoisie par la production marchande ; et le changement des anciennes habitudes et coutumes. Pour ce faire, il était nécessaire de restreindre le droit bourgeois et de freiner la “loi de la valeur”. Cela a été initialement tenté par diverses campagnes — comme les campagnes contre les “trois fléaux”, les “six fléaux”, les mouvements d’éducation socialiste, etc. Finalement, Mao a découvert la forme adéquate dans la GRCP.

En expliquant les objectifs de la Révolution culturelle à une délégation militaire albanaise, Mao a déclaré : “Lutter contre les partisans de la voie capitaliste est la tâche principale, mais ce n’est en aucun cas le but. Le but est de résoudre le problème de la vision du monde ; il s’agit d’ar-

racher les racines du révisionnisme... Le Comité central a souligné à plusieurs reprises que les masses doivent s'éduquer et se libérer elles-mêmes, la vision du monde ne peut leur être imposée. Pour transformer l'idéologie, il est nécessaire que les causes externes agissent à travers les causes internes, bien que ces dernières soient principales. Quelle serait la victoire de la Révolution culturelle si elle ne transformait pas la vision du monde ? Si la vision du monde n'est pas transformée, les 2 000 partisans actuels de la voie capitaliste deviendront 4 000 la prochaine fois."

C'est pourquoi, pendant la Révolution culturelle, non seulement les partisans de la voie capitaliste occupant des postes de pouvoir ont été vigoureusement attaqués, mais d'énormes transformations ont été tentées dans les relations de production : dans les usines, les directeurs et technocrates ont été remplacés par des comités d'usine, et les primes, récompenses et autres incitations matérielles ont été supprimées ; dans les zones rurales, le marché libre a été découragé, les parcelles privées ont été progressivement intégrées dans la commune, les activités secondaires ont été découragées, et la politique des "points de travail en commande" a été combattue ; dans l'éducation, la préférence a été donnée aux étudiants issus de la classe ouvrière, les privilèges des enfants des cadres du parti ont été découragés, l'autorité des "professeurs-despotes" a été brisée, et le travail manuel ainsi que l'expérience pratique ont été mis en avant ; dans la santé, son biais élitiste a été supprimé et le programme des "médecins aux pieds nus" a été développé ; dans la vie communale, la socialisation a été encouragée, libérant ainsi les femmes des tâches ménagères, des soins communautaires pour les personnes âgées et les enfants ont été développés, et les maladies ont été réduites grâce à des programmes d'hygiène publique et une meilleure nutrition. Ces nouvelles relations socialistes ont été farouchement opposées par les partisans de la voie capitaliste, qui ont cherché à saboter le processus en tentant une partie du peuple avec des incitations matérielles et des gains privés par le biais du marché.

Mao a élaboré des méthodes pour restreindre le droit bourgeois et des formes pour combler le fossé qui se développe continuellement entre les forces productives et les relations de production. Cela a été fait en désapprouvant les divers privilèges usurpés par les hauts responsables du parti et les fonctionnaires gouvernementaux, en s'opposant au commandement autoritaire et à la bureaucratie, et en réduisant l'écart entre le travail intellectuel et manuel en encourageant une plus grande implication dans la production des intellectuels, des fonctionnaires, des

dirigeants du parti et des responsables militaires.

Mao a profondément critiqué la théorie révisionniste des forces productives et a conclu que la superstructure, la conscience, peut jouer un rôle important dans la transformation de la base économique. Cela s'est exprimé par son slogan "Saisir la révolution, promouvoir la production". Ce principe traite dialectiquement de la relation entre la révolution et la production, la conscience et la matière, et la superstructure et la base économique. En "gardant la politique en commande", Mao a cherché à maintenir un équilibre approprié entre la croissance des forces productives et le développement des relations de production.

Ainsi, l'expérience de la construction socialiste en Chine et les théories de Mao qui l'ont guidée constituent une source inestimable de connaissances pour toutes les révolutions futures. De nombreuses révolutions n'ont même pas tenté d'engager la lutte nécessaire pour développer le socialisme. Ainsi, les révolutions vietnamienne, nord-coréenne et cubaine ont "paisiblement" dérivé vers des systèmes capitalistes d'État liés, à des degrés divers, au social-impérialisme soviétique. Ce contraste est une leçon pour tous les communistes. Nier les expériences de la révolution chinoise pendant la période de construction socialiste entraînera inévitablement la domination du révisionnisme et la croissance spontanée vers une économie bourgeoise.

RÉVOLUTION CHINOISE – EN PERSPECTIVE

Les deux événements les plus bouleversants de ce siècle ont été les révolutions russe et chinoise. La première s'est inspirée de l'expérience de la Commune de Paris, la seconde de celle de la révolution russe. Il est donc tout naturel qu'un communiste aujourd'hui doive s'inspirer des deux expériences. Les deux révolutions ont affiné, enrichi et développé la théorie marxiste. La révolution chinoise nous a donné la Pensée de Mao Tsé-toung, ou le maoïsme, qui est la forme la plus développée du marxisme atteinte à ce jour. Il ne fait aucun doute que les révolutions victorieuses futures enrichiront encore cette théorie. Mais, à l'heure actuelle, le maoïsme fournit aux communistes du monde entier la théorie idéologique et politique la plus avancée pour tracer un avenir radieux à l'humanité.

Le renversement survenu en Chine a été, sans aucun doute, un coup dur et un sérieux revers pour le mouvement communiste international. Bien sûr, Mao avait à plusieurs reprises averti de la possibilité d'un tel retournement. En fait, au début des années 1960, lorsque les révi-

sionnistes étaient solidement installés dans le Parti, Mao avait menacé de retourner à Ching kang pour y lancer une nouvelle guerre de guérilla. La Grande Révolution Culturelle Prolétarienne a temporairement empêché que cela soit nécessaire. Mais avec le coup d'État de 1976, la nécessité d'une nouvelle guerre populaire est bien sûr réapparue. Les causes de ce renversement existent bel et bien. Certaines sont évidentes, d'autres doivent être mises en lumière par une étude approfondie... et les leçons doivent en être tirées.

Quoi qu'il en soit, les communistes d'aujourd'hui sont plus riches que leurs prédécesseurs. Non seulement les expériences des révolutions russe et chinoise leur ont fourni une théorie hautement développée ; mais encore, le renversement, en particulier celui en Chine, a mis en garde tous les communistes sérieux contre les dangers du rôle pernicieux du révisionnisme... et la nécessité de combattre toutes ses manifestations diverses, et de l'éradiquer jusqu'à la racine. Aucun parti n'est à l'abri de cette menace, et le meilleur moyen de s'en prémunir est d'appliquer de manière créative les principes maoïstes à tous les aspects de la vie du Parti et de sa ligne politique.

Nul doute qu'en Chine, les masses opprimées retourneront un jour sur les montagnes de Ching kang, arracheront le masque socialiste des visages hideux de la nouvelle bourgeoisie, et reprendront une fois encore la guerre populaire. En attendant, la révolution chinoise vit toujours dans le cœur de tous les véritables révolutionnaires à travers le monde, et le maoïsme continue de les guider vers un avenir nouveau.

ANNEXE

LES FEMMES DANS LA RÉVOLUTION CHINOISE, 1921-1950

La lutte pour la transformation du statut des femmes en Chine était étroitement liée à la lutte du peuple chinois contre le féodalisme et le contrôle impérialiste. Leur longue lutte pour s'affirmer au sein de la famille et de la société, contre le patriarcat, pour le droit de vote, pour le libre choix du partenaire et le divorce, pour les droits de propriété, etc., a trouvé sa source dans les mouvements révolutionnaires en Chine. Le mouvement a suivi un parcours sinueux, marqué par des avancées et des reculs. Parfois, les mouvements pour les droits des femmes ont renforcé les luttes révolutionnaires visant à une transformation sociale fondamentale ; à d'autres moments, ils ont été alimentés par les mouvements révolutionnaires. Il y a également eu des périodes, en particulier pendant la guerre anti-japonaise (1937-1945), où les besoins de la révolution nationale ou sociale ont pris le pas sur la cause des mouvements féminins.

Mao Zedong a écrit que le peuple chinois avait trois cordes autour du cou, mais que les femmes en avaient quatre : l'autorité politique, l'autorité clanique, l'autorité religieuse et l'autorité du mari. Ces autorités incarnaient toute l'idéologie féodale et patriarcale ainsi que le système social. Pendant des milliers d'années, le pouvoir politique en Chine, que ce soit dans la société esclavagiste ou féodale, a été étroitement lié au contrôle des femmes. Les femmes n'avaient aucun droit sur la propriété et ne jouissaient d'aucun pouvoir de décision indépendant dans les questions touchant la famille et le clan.

Une femme était soumise tout au long de sa vie à une série infinie d'autorités : sa propre mère et son propre père, la mère et le père de son mari, son mari et enfin son fils. Les mariages étaient des mariages arrangés à l'aveugle par les chefs de famille, dans lesquels ni le marié ni la mariée n'avaient leur mot à dire. Dans le cadre de cet arrangement, la famille du marié versait un « prix du corps » à la famille de la mariée, ce qui impliquait qu'elle achetait la jeune femme comme un bien mobilier et remboursait à sa famille natale les frais engagés pour l'élever. La situation était telle qu'il était pratiquement impossible pour une femme malheureuse de divorcer. Même si son mari décédait, sa belle-famille conservait le contrôle sur elle. Si elle était autorisée à quitter sa famille et à se remarier, elle devait d'abord trouver un nouveau mari prêt à payer le prix de son corps. Mais comment pouvait-elle trouver un nouveau partenaire de vie alors que les relations libres entre hommes et femmes étaient impensables dans la société ? Si elle cherchait simplement à obtenir le divorce et à être libre, elle ne pouvait pas le faire car, étant économiquement dépendante, elle ne pourrait jamais payer le prix nécessaire pour obtenir sa liberté. Le mariage était une perspective si terrible pour les femmes que, dans certains endroits, elles formaient des sororités composées de jeunes filles qui faisaient vœu de ne jamais se marier.

L'un des éléments importants propres à la société féodale chinoise était la coutume du bandage des pieds imposée aux femmes chinoises dans de nombreuses régions du pays. Cette coutume est attribuée au deuxième souverain de la dynastie Tang, Li Yu (937-978), qui aurait contraint sa favorite Yaoning à danser en imitant une fleur de lotus. Introduit au XI^e siècle, le bandage des pieds s'est répandu parmi les classes aristocratiques, puis parmi les classes modestes et une grande partie de la paysannerie. Cette opération est pratiquée la veille du cinquième anniversaire des filles, par leur mère. Les orteils sont repliés sous la plante des pieds, puis les pieds cassés sont bandés, une opération qui dure de 10 à 15 ans. Cette souffrance physique inhumaine transforme la jeune fille en fétiche, en objet d'amour. Ces pieds bandés, ou « lys d'or » aux yeux des poètes, deviennent la partie érotique du corps féminin, à tel point que les peintres de la dynastie Tang représentent les parties génitales des femmes, mais jamais leurs pieds estropiés. Après son mariage, ces pieds bandés valent à la femme la reconnaissance et le respect de sa belle-famille, car ils sont la preuve indéniable de sa capacité à souffrir et à obéir.

Dans la Chine féodale, comme dans d'autres sociétés féodales, les

femmes, en particulier les femmes rurales, étaient considérées comme des objets, dont le corps et l'esprit étaient sous le contrôle du patriarcat. L'idéologie confucéenne a perpétué la domination des hommes sur les femmes. Plus tard, Confucius a formulé d'autres codes de conduite pour les femmes. La façon dont la Chine féodale considérait les femmes ressort clairement de la formulation suivante : « Ayant épousé un coq, elle doit suivre le coq ; ayant épousé un chien, elle doit suivre le chien ; ayant épousé un bâton, elle doit le porter toute sa vie. »

En fait, les femmes constituaient un élément si important du système féodal que toute tentative d'émancipation des femmes ne pouvait aboutir qu'à une restructuration complète de toute la pyramide sociale et à un changement radical de la perception des femmes ainsi que du rapport de forces dans la lutte pour le pouvoir. En réalité, l'histoire des mouvements féminins en Chine a toujours été étroitement liée à celle des mouvements révolutionnaires. Les femmes chinoises ont joué un rôle actif aux côtés des hommes dans un grand nombre de rébellions et de mouvements de différents types.

Il y avait des contingents spéciaux de femmes dans l'armée Taiping pendant la rébellion Taiping (1851-1864), ainsi que parmi les Boxers pendant la révolte des Boxers en 1900. Alors que Jean Chesneaux attribue la présence massive de femmes rebelles à l'affaiblissement de la structure féodale dû à l'intensification de la crise féodale, Julia Kristeva suggère que les filles des Boxers taoïstes ont pris part aux luttes militaires et politiques en raison de la liberté limitée accordée aux femmes dans les familles non han et non confucéennes. Les femmes ont pris part au mouvement de réforme de 1898 qui réclamait, entre autres, le droit à l'éducation pour les femmes et la suppression du bandage des pieds. Les efforts révolutionnaires bourgeois menés par Sun Yat-sen ont également attiré de nombreuses femmes comme Chiu Chin, qui a publié le premier « Journal des femmes », organisé l'« Armée de restauration » dans le Chekiang, tenté d'assassiner le gouverneur et été exécutée en 1907. Des bataillons de femmes ont été organisés pendant la révolution de 1911, lorsque des revendications ont été formulées en faveur du droit des femmes à l'éducation, à « se faire des amis » pour se marier librement et à participer au gouvernement.

Après l'établissement de la République en 1912, un nouveau type de mouvement s'est développé, qui a donné au féminisme chinois son caractère militant. Les militantes se sont opposées au patriarcat et ont lutté pour l'égalité entre les hommes et les femmes. Influencé par les suffragettes occidentales, mais aussi par la lutte contre une société pa-

triarcale féodale, ce mouvement, de nature urbaine, a attiré des adeptes issus d'organisations telles que le Shanghai Social Club for Women's Suffrage (Club social de Shanghai pour le suffrage des femmes), la Women's Society (Société des femmes militantes), la Female Alliance (Alliance des femmes) l'Organisation des femmes pour la paix et la Société des citoyennes, qui ont toutes formé un conseil de coordination et préparé une liste d'objectifs qui devaient être adoptés lors du Mouvement du 4 mai 1919. La militance des femmes chinoises s'est manifestée sans ambiguïté lorsque certaines féministes et leurs partisans, à l'instar des suffragettes anglaises avant elles, ont pris d'assaut le Parlement républicain en 1913, brisant des fenêtres et blessant plusieurs gardes. Le Mouvement du 4 mai a défendu toutes ces idées et les a diffusées dans tout le pays.

Les personnes qui ont dirigé la révolution chinoise ont également pris une part active à la défense de la cause des femmes pendant le Mouvement du 4 mai. La Nouvelle société d'étude populaire, fondée par Mao Zedong dans le Hunan, est devenue l'une des organisations étudiantes les plus radicales, et la plupart de ses membres ont fini par rejoindre les Jeunesses socialistes. Les premières réactions à la question des femmes, même avant l'ère communiste, soulignaient le lien entre la condition féminine et les questions clés de la révolution sociale en Chine. Certains des premiers articles de Mao sur ce sujet traitaient du suicide de trois jeunes filles.

Dans «Une critique du suicide de Mlle Chao», il écrivait : «...Le suicide est entièrement déterminé par l'environnement. Mlle Chao avait-elle l'intention de mourir ? Non, au contraire, elle voulait vivre. Mais sa décision finale de mourir a été dictée par son environnement. » Le mariage de Mlle Chao avait été arrangé par ses parents et le marieur en novembre 1919, contre son gré. Ses parents refusaient d'annuler le mariage ou de reporter la date des noces. Le jour du mariage, alors qu'elle était portée sur une chaise nuptiale pour être conduite à la maison du marié, elle s'est tranché la gorge avec un poignard. Mao a appelé les femmes à se joindre à l'ensemble de l'humanité pour lutter contre la moralité féodale cannibale : « Puisque nous sommes tous des êtres humains, pourquoi ne pourrions-nous pas voter ? Et puisque nous sommes tous des êtres humains, pourquoi ne pourrions-nous pas nous mélanger librement ? » Dans des circonstances normales, cet incident serait peut-être passé inaperçu, mais dans le contexte de l'effervescence sociale et du réveil intellectuel du Mouvement du 4 mai, il est devenu le fait divers le plus marquant de l'année à Changsha. Ce suicide a fait l'ob-

jet d'au moins neuf articles passionnés de Mao. Ceux-ci sont importants car le message qui en ressort progressivement est que le mouvement pour l'émancipation des femmes fait partie intégrante de la lutte pour la transformation sociale.

La question fondamentale était la suivante : les communistes chinois devaient-ils reconnaître et soutenir l'existence d'un mouvement féminin distinct traitant uniquement de leurs revendications spécifiques, ou la question des femmes devait-elle être considérée comme l'un des éléments importants de la question plus large de la révolution sociale, et donc le mouvement féminin être placé sous la direction du PCC ? La formation du PCC en 1921 et la propagation du mouvement révolutionnaire ont mis le mouvement féminin au premier plan. Les communistes ont reconnu que les femmes étaient confrontées à des problèmes spécifiques liés à leur position sociale, qui faisaient d'elles le groupe le plus opprimé parmi les classes opprimées de la Chine féodale. Ainsi, la lutte pour l'émancipation des femmes était étroitement liée à la lutte pour la révolution sociale, dans laquelle elles se battaient aux côtés des hommes. Cependant, le patriarcat était tellement ancré dans la société chinoise, même au sein du PCC, comme le parti allait bientôt le découvrir, qu'il allait affecter les luttes communes contre des ennemis communs à l'avenir.

Les relations entre le PCC et les différents groupes féministes étaient davantage marquées par la lutte que par l'unité. Bien que les dirigeants du Parti aient reconnu le caractère juste de leurs revendications en matière d'égalité, ces groupes, composés principalement de femmes urbaines et éduquées, ont également été critiqués pour leur occidentalisation, leur élitisme bourgeois, leur incapacité à s'intégrer aux travailleuses et aux masses pauvres, et leur mépris de la nécessité d'une révolution. Ces féministes se concentraient trop sur la politique sexuelle, identifiant les hommes comme les oppresseurs plutôt que de s'attaquer aux classes dirigeantes et à l'ensemble du système cannibale qui était la cause profonde de l'oppression des hommes et des femmes.

La première initiative officielle du PCC dans ce domaine, en réponse à la solidarité croissante des femmes, fut la création d'un département spécial pour les femmes lors du deuxième congrès du parti en 1922, afin d'organiser et de diriger les femmes dans la politique révolutionnaire. Ce département était dirigé par Hsing Ching-yu, une camarade étudiante militante de Mao originaire du Hunan et seule femme membre du Comité central du PCC. Le Parti a inscrit dans sa liste d'objectifs « le droit illimité de vote pour tous les travailleurs et paysans, sans

distinction de sexe », la protection du travail des femmes et des enfants et l'abolition de toutes les restrictions imposées aux femmes. Il a également épousé les revendications démocratiques des groupes féministes, telles que le droit à l'autodétermination dans le mariage, l'égalité des relations entre mari et femme, l'égalité des droits de vote, d'accès aux fonctions publiques et à l'éducation. Hsing a joué un rôle déterminant dans le ralliement d'une grande partie des femmes appartenant à ces groupes au PCC, orientant ainsi le mouvement vers le socialisme. Elle a été exécutée par le Kuomintang (KMT) en 1928. Elle était admirée comme la « grand-mère de la révolution ».

Au début, l'accent mis par le département des femmes sur la tâche d'organiser les travailleuses reflétait la stratégie révolutionnaire urbaine du PCC, influencée par le Komintern. La première grève des travailleuses eut lieu en 1922 dans 24 usines de soierie de Shanghai, où 20 000 femmes se mirent en grève pour réclamer une journée de travail de 10 heures et une augmentation de salaire de 5 cents par jour. Le premier rassemblement de femmes, sous la direction du parti, a eu lieu lors de la Journée de la femme (le 8 mars) 1924 à Canton, où un groupe d'étudiantes et de travailleuses ont scandé des slogans : « À bas l'impérialisme », « À bas les seigneurs de la guerre », « À travail égal, salaire égal », « Protection des enfants qui travaillent et des femmes enceintes », « Égalité dans l'éducation », « Abolition des mariages précoces et de la polygamie », « Interdiction de l'achat d'esclaves et de la prise de concubines », « Élaboration d'une loi sur la protection de l'enfance ». Ces slogans anti-impérialistes et anti-féodaux ont résonné dans tout le pays et ont marqué le début d'une nouvelle phase du mouvement féministe.

Pendant l'alliance entre le PCC et le KMT (1923-1927), deux départements distincts chargés des questions féminines coexistaient : l'un au sein du PCC, l'autre au sein du KMT. Le département dirigé par le KMT n'avait rien à voir avec la révolution sociale ; il ne revendiquait que l'égalité des droits pour les femmes et la liberté de mariage et de divorce, l'abolition de l'esclavage légal des femmes et des filles par le système du mariage par achat, l'interdiction du bandage des pieds, etc. L'alliance entre le PCC et le KMT a pris fin en 1927 lorsque Tchang Kaï-chek a organisé l'un des massacres les plus sanglants de l'histoire, au cours duquel des milliers de femmes ont également perdu la vie. Le KMT a ensuite tenté de réimposer le confucianisme à travers le Mouvement pour une nouvelle vie dans les années 1930.

Le CPC, ou du moins une partie de celui-ci, a commencé à réaliser la futilité de sa stratégie d'insurrections urbaines basée sur le modèle so-

viétique et s'est tourné vers la paysannerie et les femmes paysannes. L'échec du soulèvement des ouvriers de Shanghai, les massacres perpétrés par le KMT à Nankin, Canton et ailleurs, l'échec des soulèvements de Nanchang, la révolte des moissons d'automne, etc., tous survenus en 1927, obligèrent Mao Zedong, Chu Teh et d'autres à se rassembler dans les montagnes de Chingkang et à établir des zones de base couvrant les provinces du Hunan, du Kiangsi et du Fukien, dans le centre-sud-est de la Chine.

La tâche principale du parti et de l'Armée rouge dans les zones de base était de repousser les campagnes « d'encerclement et de répression » menées par le KMT. Tout au long de la période soviétique du Kiangsi (1929-1934), les femmes des zones de base ont soutenu l'effort de guerre à l'arrière. Bien qu'il n'y ait généralement pas eu de participation directe des femmes à la guerre, il y a eu quelques exceptions. Kang Ke-ching a rejoint l'Armée rouge dans l'ouest du Kiangsi en 1928 et a ensuite épousé Chu The. Cent autres jeunes femmes sont venues au Kiangsi avec l'Armée rouge. Une unité de combat régulière composée de femmes était également active au Sichuan et a ensuite rejoint l'armée de Chang Kuo-Tao pendant la Longue Marche. Le département des femmes du Parti a longtemps défendu les droits des femmes sur le plan théorique, mais ce n'est qu'après que le Parti et l'Armée rouge eurent établi des bases dans les montagnes de Chingkang qu'il fut en mesure de formuler et de mettre en œuvre une politique concrète.

La section « Droit de la famille » du « Code civil » du KMT défendait le principe de l'égalité des sexes et la conclusion du mariage et du divorce par consentement mutuel ; cette loi, comme on pouvait s'y attendre, n'existait que sur le papier, car un tel changement dans la superstructure n'a aucun sens s'il n'est pas accompagné d'une véritable lutte anti-féodale, que le KMT était incapable de mener. La législation communiste du Soviet du Kiangsi en 1930 était beaucoup plus précise dans sa formulation et a été immédiatement appliquée à des millions d'hommes et de femmes installés dans les bases. Dans son « Rapport sur une enquête sur le mouvement paysan dans le Hunan » (1927), Mao soulignait la nécessité de trois types de lutte : contre le pouvoir politique, contre le pouvoir clanique et contre le pouvoir théocratique, et dans le cas des femmes, un quatrième type, contre les maris oppressifs.

En tant que président du Soviet du Kiangsi, Mao a promu un décret sur le mariage (1930), qui stipule : «... les hommes sans femme peuvent se permettre de trouver une femme le plus rapidement possible et les femmes sans mari peuvent se permettre de trouver un mari le plus rap-

idement possible ». Dans le Plan d'action sur la question des femmes, élaboré lors de la réunion plénière du Comité central du PCC (3 mars 1931), il était stipulé : « ... les principes politiques soviétiques doivent être appliqués aux femmes afin de détruire les normes juridiques de l'ancienne société, de s'opposer aux relations d'exploitation de la famille féodale, etc., et de garantir l'égalité des femmes avec les hommes et leur permettre d'acquérir des droits civils... » L'article 1 de la loi sur la terre stipulait, en référence aux terres confisquées aux propriétaires fonciers : « Les ouvriers agricoles, les coolies et les propriétaires-exploitants jouissent de droits égaux à l'attribution de terres, sans distinction de sexe ».

Kristeva souligne que la résolution sur le mariage (1931) a contribué à éliminer au moins l'autorité patriarcale du système clanique. Elle autorisait le libre choix du partenaire, interdisait le mariage entre parents jusqu'à la cinquième génération, ainsi qu'entre cousins dits « piao » (c'est-à-dire « parents de la même génération autres que ceux auxquels on est lié exclusivement par des liens masculins ») dans la lignée maternelle, une disposition qui portait un coup au système d'isolement clanique par le mariage arrangé entre parents. La disposition relative au « divorce libre » garantit la sécurité économique des femmes. Le règlement a également aboli la distinction entre enfants légitimes et illégitimes.

Il convient de noter que le règlement sur le mariage a été adopté malgré une forte opposition interne. Kay Ann Johnson suggère que l'adoption du règlement est en partie due à l'arrivée de la branche clandestine du Parti venue de Shanghai, qui « s'opposait fermement à l'opinion et aux pratiques de certains autres groupes du Parti dans le Kiangsi qui étaient favorables à la restriction des droits au mariage et au divorce ». Le règlement précisait également qu'en cas de divorce, la femme conservait l'intégralité de ses droits patrimoniaux, son attribution de terres et une part égale de tout bien. La loi sur le mariage d'avril 1934 a complété le document du Kiangsi. Le mariage et le divorce entre garçons de vingt ans et filles de dix-huit ans et plus étaient libres. Mao insistait sur le fait que ceux-ci devaient être enregistrés, car cela permettrait de protéger les femmes contre les abus patriarcaux.

Il s'agissait d'une reconnaissance juridique et d'une évolution par rapport à la pratique précédente introduite par le PCC dans les années 1920, lorsque les « huit mutuelles » (promesse d'aimer, de respecter, d'aider, d'encourager, de consoler, d'avoir de la considération, d'avoir confiance et de se comprendre mutuellement) servaient de base au

mariage entre les jeunes révolutionnaires. L'État s'est en même temps arrogé le droit d'intervenir dans les questions relatives à la reproduction afin d'éviter l'anarchie. Dans un certain sens, cela impliquait également une certaine forme de contrôle de la sexualité. Si le mariage reposait sur le libre choix et les « huit mutuelles », il n'était alors plus nécessaire d'entretenir des relations amoureuses secrètes.

Pour évaluer l'impact de ces mesures, on peut se référer à la déclaration suivante de Mao en 1934 : « Au cours des quatre ans et demi de régime communiste, une femme sur cent (dans le canton de Changgang, district de Xingguo) s'est mariée trois fois. Avant l'arrivée des communistes, en revanche, 50 % des femmes du canton avaient des relations amoureuses secrètes. Après l'établissement du pouvoir soviétique, ce chiffre a baissé de 10 %... Les raisons en sont les suivantes : premièrement, le mouvement de réforme agraire ; deuxièmement, la liberté de mariage et de divorce ; troisièmement, l'importance du temps consacré à l'activité révolutionnaire ». La loi de 1934 interdisait également la polyandrie et la polygamie, ainsi que les mariages entre parents jusqu'au troisième degré, et reconnaissait les mariages de fait, c'est-à-dire non enregistrés. Après le divorce, les enfants étaient confiés à la garde de la mère et le père devait contribuer à leur entretien. Il est important de souligner que l'adoption et l'application de la politique de liberté en matière de mariage et de divorce n'ont jamais été sans heurts. Tout d'abord, cette réglementation a provoqué des conflits avec les paysans et les membres du parti masculins, dont le contrôle traditionnel sur les femmes et les épouses était ainsi menacé.

La révolution chinoise a prouvé à maintes reprises que le processus de refonte des mentalités est long et difficile, qu'il n'est pas facile de lutter contre les intérêts personnels, les attitudes bureaucratiques et patriarcales qui sont ancrées en chacun de nous. Il est plus facile de combattre l'ennemi avec des armes que de lutter contre les mentalités et les pratiques erronées qui sont les nôtres. Deuxièmement, le système matrimonial traditionnel voulait que le futur mari paie une dot pour obtenir une épouse. Il y avait donc de nombreux paysans pauvres qui, soit ne pouvaient pas se marier et restaient célibataires toute leur vie parce qu'ils ne pouvaient pas payer le prix, soit pouvaient se marier après de nombreuses difficultés. Pour eux, la liberté de mariage était la bienvenue, car ils n'avaient pas à payer de prix pour cela. D'autre part, le droit au divorce était une question très préoccupante, car dans ce cas, ils risquaient non seulement de perdre leur femme, mais aussi les terres de celle-ci. Ces paysans pauvres, ainsi que les paysans moyens de

sexe masculin, constituaient probablement la majorité dans les zones de base.

La résistance paysanne se reflétait également dans les débats sur l'organisation et la forme. La question cruciale était de savoir s'il fallait créer des associations féminines distinctes ou seulement une section féminine au sein de l'association paysanne. La deuxième option était soutenue par un grand nombre de communistes masculins et même par de nombreuses jeunes femmes organisatrices. D'autres problèmes se posaient également. Le règlement préconisait le libre choix du partenaire. Mais comment exercer ce libre choix alors que, dans de nombreuses régions, la mixité entre jeunes garçons et filles était inconcevable ? De plus, les femmes organisatrices se heurtaient à une forte résistance non seulement de la part des hommes, mais aussi des femmes âgées et conservatrices. La vue de femmes « étrangères » se promenant librement dans le village, parlant à des inconnus et prêchant des doctrines « immorales » comme l'amour libre scandalisait de nombreux villageois. Dans de nombreux endroits, les organisatrices ont dû se retirer face à l'opposition conservatrice, et on a signalé des cas de jeunes femmes battues, voire tuées, par des membres en colère de leur famille.

Johnson a fait état d'« excès » d'un autre type. Certains cadres masculins ont critiqué les restrictions traditionnelles imposées aux femmes, y voyant un moyen d'exploiter davantage et d'abuser sexuellement des femmes. Dans les districts soviétiques du Fukien, certains membres de la jeunesse communiste ont forcé des femmes à coucher avec des hommes dans le plus simple appareil sous prétexte de lutter contre le féodalisme. Dans certaines régions de Juichin, les veuves étaient contraintes de se remarier dans les cinq jours suivant le décès de leur mari. Bien que ces déviations aient été condamnées dans de nombreux documents du Parti, elles ont également fourni aux détracteurs du mouvement des arguments pour le critiquer. Si les équipes de femmes ont dû battre en retraite dans certaines régions, elles ont également résisté avec courage sous la bannière de l'Association des femmes dans d'autres régions.

Il s'agissait d'une lutte pour la libération des femmes, non seulement du joug des propriétaires fonciers, mais aussi de l'oppression de leurs maris et de leur confinement domestique. William Hinton, qui vivait dans le village de Long Bow, a observé que de nombreuses femmes avaient compris qu'il était impossible de parler de libération des femmes sans défendre les zones soviétiques contre les armées du KMT et sans transformer la société. Jack Belden a donné un récit graphique et émouvant de la façon dont Kinhua (Fleur d'or), une paysanne de Ho-

pei, s'est rebellée, avec l'aide de l'Association des femmes, contre son mari oppressif et sa belle-famille ; comment son mari a été jugé par un tribunal populaire, battu par des femmes pour avoir refusé de s'excuser pour ses méfaits, et comment, dans le vent nouveau de la liberté, elle a pu déménager librement, marcher la tête haute et participer à la production. La nouvelle signification de la vie que Kinhua a découverte a été partagée par de nombreuses autres femmes dans d'autres régions. Belden n'était pas le seul à penser que le remplacement de la douleur, de l'angoisse et du désespoir des femmes chinoises par la joie, la fierté et l'espoir était un phénomène d'une importance capitale.

La phase de la guerre de libération nationale anti-japonaise après la Longue Marche (16 octobre 1934-20 octobre 1935) a marqué le début d'une nouvelle situation historique et la lutte contre l'impérialisme japonais a pris le pas sur la campagne anti-féodale. La lutte lancée pendant la phase de Yenan est l'une des plus sanglantes de l'histoire moderne, et les paysans ont été recrutés en grand nombre dans la Huitième Armée. Les attaques et les contre-attaques se sont succédé de part et d'autre, parallèlement au blocus des zones rouges par le KMT. La situation exigeait la canalisation des principales ressources pour répondre aux besoins de la guerre. La libération des femmes, en particulier le droit au divorce, a été temporairement suspendue en raison, comme l'écrit Mark Selden, de « son effet potentiellement diviseur ».

Afin de répondre aux besoins croissants de production et de pallier la pénurie de main-d'œuvre, le PCC a décidé d'impliquer les femmes dans la production tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du foyer. Des milliers de paysannes ont été mobilisées pour tisser à temps partiel sur des métiers à tisser simples. Cela a non seulement contribué à répondre aux besoins quotidiens, mais aussi à diffuser de nouvelles idées économiques et politiques dans toute la région frontalière et à briser les valeurs traditionnelles qui entravaient le développement et l'action communautaire. Les femmes ont également été organisées en milices villageoises locales. Elles recueillaient des renseignements, faisaient office de messagères et soutenaient parfois les troupes régulières.

Un aspect important de la loi de 1934 était que la femme d'un soldat ne pouvait obtenir le divorce sans le consentement de son mari. Certains maris paysans se sont plaints : « La révolution veut tout supprimer, y compris les femmes. » Afin de préserver le moral de l'Armée rouge, une clause spéciale, ajoutée par la suite, autorisait le divorce des femmes uniquement si leur mari y consentait. La suspension de la lutte pour l'émancipation des femmes a été critiquée par les femmes elles-mêmes.

En 1942, le conflit entre la politique du Parti et les femmes membres du Parti éclata au grand jour avec la publication de l'article de Ting Ling, « Pensées du 8 mars » (Journée de la femme). Elle y soulignait les exigences contradictoires imposées par le Parti aux femmes et exprimait sa frustration de ne pas savoir quoi faire. Elle écrivait : « Si les femmes ne se mariaient pas, elles étaient ridiculisées ; si elles se mariaient et avaient des enfants, elles étaient réprimandées pour occuper des postes politiques au lieu de rester à la maison avec leur famille ; si elles restaient à la maison pendant plusieurs années, elles étaient calomniées et qualifiées de rétrogrades. Alors que dans l'ancienne société, elles étaient prises en pitié, dans la société actuelle, elles étaient condamnées pour une situation dont elles n'étaient pas responsables ».

Pendant la cheng feng, ou mouvement de rectification lancé par le PCC en 1942, le Parti a critiqué les revendications exclusivement liées aux femmes, les qualifiant de source de division et de nuisibles à la mobilisation révolutionnaire. Cette question mérite une attention particulière. Il y avait ici une contradiction évidente entre la politique du Parti et la lutte pour l'émancipation des femmes, telle qu'au moins une partie des militantes la percevait. Pour le Parti, pendant la période de la guerre anti-japonaise, la contradiction principale n'était plus celle entre le féodalisme et les larges masses du peuple chinois, mais celle entre la nation chinoise d'une part, et l'impérialisme japonais et ses alliés nationaux d'autre part. Cela a nécessité la suspension, dans une certaine mesure, de la lutte anti-féodale, car de nombreux propriétaires fonciers féodaux, ainsi que le KMT, sont devenus les alliés du PCC dans la lutte anti-japonaise. Dans une telle situation, selon la position officielle du PCC, la lutte pour l'émancipation des femmes ne pouvait pas progresser à un rythme soutenu dans l'intérêt de l'alliance avec les propriétaires fonciers. Deuxièmement, comme les hommes paysans constituaient la principale force combattante dans la guerre de libération nationale, le Parti ne pouvait pas se permettre d'ignorer leur opposition au droit au divorce.

Les premières candidates et électrices ont constitué une étape importante. En 1941, des femmes ont été élues pour occuper 8 % des sièges dans les conseils municipaux, y compris lors des élections régionales organisées dans les zones de base en 1941, au cours desquelles une campagne pour les droits des femmes a été menée. Un éditorial publié dans le numéro du 20 juin 1941 du Chieh-fang, Jih-pao, exhortait les femmes à jouer un rôle actif dans le mouvement électoral. Il va sans dire que les acquis des femmes sont le fruit d'une longue lutte contre

l'idéologie patriarcale, qui s'est traduite par diverses formes d'opposition au sein du Parti et de la population, en particulier chez les hommes. Dans certains endroits, les femmes les plus virulentes et les plus actives dans l'organisation étaient souvent dénoncées comme étant de mauvaise réputation et immorales parce qu'elles avaient enfreint les codes traditionnels de comportement, sociaux et sexuels. « Les femmes vertueuses n'étaient pas militantes et les femmes militantes n'étaient pas vertueuses », ont noté Isabel et David Cook à propos du militantisme des femmes. Même au sein du PCC, les progrès en matière de libération des femmes ont été plus frappants dans les zones de combat, où les femmes ont rapidement assumé des responsabilités militaires, politiques et économiques vitales, que dans les zones de l'arrière. Parfois, les cadres locaux ont également dressé des obstacles lorsque leurs intérêts personnels étaient en jeu. Les cadres ne mettaient pas en œuvre les réformes ou mettaient toutes sortes d'obstacles à leur mise en œuvre. Les femmes ne pouvaient pas jouir des droits qu'elles avaient déjà obtenus légalement. Alors que la politique du Parti accordait aux femmes le droit de posséder des terres en leur nom propre, beaucoup d'entre elles ne pouvaient pas profiter pleinement des avantages de la réforme agraire, car celle-ci soulevait des questions concernant le rôle des femmes au sein de la famille et de la société.

Il est intéressant de souligner que la révolte contre le patriarcat a pris de nombreuses formes. Les coups infligés aux maris oppressifs et impénitents par les membres de l'Association des femmes, les procès publics des maris ou des beaux-pères devant les tribunaux populaires, les débats houleux lors des réunions pour obtenir leurs droits, etc. étaient quelques-unes des nouvelles méthodes utilisées pour obtenir des résultats non traditionnels. Il existait également d'autres méthodes. Dans le village de Tinghsu, dans la province de Shanshi, des élections ont eu lieu en 1943, mais les femmes n'ont pas été autorisées à voter. Les femmes se sont rebellées, ont refusé de reconnaître le nouveau chef du village et ont exigé de nouvelles élections et leur droit de vote. Lorsque les hommes ont ri de cette idée, les femmes ont adopté une méthode traditionnelle pour obtenir un résultat non traditionnel. Elles ont tout simplement refusé de coucher avec leurs maris. Les hommes ont cédé à cette pression et ont été contraints d'autoriser de nouvelles élections. Cette méthode consistant à exploiter le désir sexuel des maris pour obtenir satisfaction était certes efficace, mais plutôt grossière. La victoire ainsi obtenue ne pouvait être que temporaire si elle n'était pas accompagnée d'une persuasion idéologique. Cependant, on peut également l'interpréter sous un angle différent. La décision des femmes était une

négaration des relations sexuelles conjugales tant que leurs justes revendications n'étaient pas satisfaites. Les élections ont été extrêmement disputées et les femmes ont réussi à obtenir le poste de vice-chef du village et celui de chef du bureau de l'éducation.

Ce vaste mouvement de renversement a donné un nouveau sens à la vie des femmes rurales. Elles pouvaient désormais bomber le torse, garder la tête haute et regarder tout le monde dans les yeux. Teng Ying chao, l'une des leaders du mouvement des femmes, a raconté comment l'attitude des villageois envers les filles « corps » avait changé : « C'était amusant de voir l'excitation qui régnait lorsqu'un bébé était attendu, car les enfants recevaient aussi leur part et tout le monde espérait que le bébé naîtrait à temps. Le père et le grand-père se tenaient dehors et demandaient avec impatience : « Est-ce qu'il est né, est-ce qu'il est né ? » Alors qu'autrefois, ils auraient dit : « Est-ce que c'est un garçon ? » Il était intéressant de remarquer comment la conception de l'infériorité des femmes commençait à disparaître. Les paysans ont commencé à dire : « Maintenant, les filles sont aussi bonnes que les garçons. »

Teng Ying chao, l'épouse de Chou En-lai, avait sa propre histoire à raconter. Comme beaucoup d'autres femmes, le Mouvement du 4 mai l'a poussée à agir lorsque ses sentiments patriotiques ont été outrés par la présentation des tristement célèbres « Vingt-et-une exigences » à la Chine par le Japon. À l'âge de seize ans, elle quitta sa salle de classe pour organiser les étudiantes et les femmes au foyer de Tientsin en une société patriotique. Elle organisa le mouvement des femmes à Tientsin, publia un hebdomadaire intitulé *Women's Stars*, rejoignit la Ligue des jeunes communistes de Chine en 1924 et devint communiste en 1925. Elle fut l'une des trente femmes qui participèrent à la Longue Marche du début à la fin et subit toutes les rigueurs de la vie clandestine. Pendant la Longue Marche, elles firent office d'infirmières et collectèrent des provisions pour les paysans, leur expliquant qui elles étaient et ce qu'elles défendaient.

L'une des premières mesures prises par la République populaire de Chine fut l'abolition de la prostitution en 1949. Les bordels chinois ont existé pendant 2 700 ans, surpassant de loin ceux des Pays-Bas, qui ont connu la plus longue période de prostitution en Europe. Les prostituées autorisées, appelées par euphémisme « *Mist and Flower Maidens* » (les demoiselles de la brume et des fleurs) et victimes les plus graves de l'oppression sociale, étaient envoyées dans des maisons de correction. Elles y recevaient une éducation, apprenaient le vrai sens de la vie et la différence entre l'ancienne et la nouvelle société. Chen

Chin-yang, l'une de ces femmes opprimées, décrivant son expérience de quatre mois dans le centre de redressement de Dymphna Cusack, a déclaré que cela avait été « le moment le plus heureux de ma vie ».

La mesure la plus importante vers l'émancipation des femmes a été l'annonce de la loi sur le mariage du 1er mai 1950 par Mao. Elle était l'aboutissement logique des réglementations et des luttes précédentes. Le principe général est énoncé à l'article 1 : « Le système féodal du mariage arbitraire et obligatoire, fondé sur la supériorité des hommes sur les femmes et ignorant les intérêts des enfants, est aboli. Le « nouveau système démocratique du mariage », fondé sur le libre choix des partenaires, la monogamie, l'égalité des droits pour les deux sexes et la protection des intérêts légitimes des femmes et des enfants, est mis en vigueur ». La loi sur le mariage de 1950 et ses ajouts ultérieurs ont accordé aux femmes plus de droits que ne le faisait le droit bourgeois occidental. Premièrement, elle ne reconnaît pas le « chef de famille » et accorde un statut égal au mari et à la femme au sein de la famille (article VII). Deuxièmement, non seulement une femme peut conserver son nom de jeune fille (article XI) après le mariage, mais ses enfants ont le droit de prendre son nom plutôt que celui de leur père. Troisièmement, un homme n'a pas le droit de demander le divorce pendant la grossesse de sa femme et jusqu'à un an après la naissance de l'enfant, mais la femme peut le faire (article XVIII). Après le divorce, la mère obtient normalement la garde de l'enfant (article XX). Quatrièmement, le travail ménager de la femme au foyer est également considéré comme socialement utile et une forme de compensation est également prévue par l'article X, qui donne à la femme le droit à une part égale des biens familiaux. La loi sur le mariage, communément appelée « loi sur le divorce », a rendu le divorce très facile. Il est accordé immédiatement lorsque les deux parties sont d'accord, et après une tentative de réconciliation si une seule des parties le souhaite.

Le fait qu'il existait une forte demande sociale en faveur du divorce, très probablement du côté des femmes, se reflète dans l'augmentation du nombre de divorces au cours des années qui ont suivi l'adoption de la loi sur le mariage. En 1950, 186 167 divorces ont été enregistrés. En 1951, ce chiffre est passé à 409 500. En 1953, il s'élevait à 823 000. Par la suite, il a atteint plusieurs millions. La vague initiale de divorces s'est arrêtée dans les années suivantes. Dans une commune populaire près de Nankin, appelée Tong Jin, qui comptait 30 000 habitants, il n'y a eu qu'un seul divorce en huit ans après la Révolution culturelle. Cela s'explique principalement par l'arrivée d'une nouvelle génération

qui choisissait librement son partenaire de vie et n'avait aucune raison de se disputer pour des questions de propriété. Même si des conflits surgissaient, ils pouvaient être réglés par des discussions mutuelles ou l'intervention amicale de camarades.

Références:

1. Julia Kristeva : *About Chinese Women* Marion Boyars. New York, London 1977.
2. For Mao's observations, see Roxane Witke, 'Mao Tsetung, women and Suicide' in Marilyn B Yong (ed) *Women in China Studies in Social change and Feminism* Ann Arbor, Centre for Chinese Studies, The University of Michigan, 1973, pp 7-31
3. J Chesneaux : *Peasant revolts in China, 1840-1949* James and Hudson, London 1973.
4. Kay Ann Johnson; *Women, the Family and Peasant Revolution In China*, Chicago, 1983.
5. Dymphna Cusaik; *Chinese Women Speak*, London 1959.
6. Jack Belden; *China Shakes The World*, Penguin, Middlesex , 1973.
7. Mark Selden; *The Yen-an Way in Revolutionary China*, Harvard University Press, Massachusetts, 1972.
8. Merle Goldman; *Literary Dissent in Communist China*, Cambridge, Harvard University Press, 1967.
9. Elisabeth Croll; *Feminism and Socialism in China*, London 1978.

LES FEMMES DANS LA CHINE SOCIALISTE

« L'émancipation des femmes et leur égalité avec les hommes sont impossibles et le resteront tant que les femmes seront exclues de la production sociale et confinées aux tâches domestiques. L'émancipation ne devient possible que lorsque les femmes sont en mesure de participer pleinement à la production sociale ». C'est l'un des passages les plus connus des écrits d'Engels sur la libération des femmes. Lénine l'a expliqué plus en détail lorsqu'il a déclaré : « La tâche principale est d'attirer les femmes vers le travail socialement productif, de les libérer de l'« esclavage domestique », de les affranchir de leur asservissement abrupt et humiliant à la corvée éternelle de la cuisine et de la nurserie ».

La révolution démocratique nouvelle de 1949 a mis fin à la lutte anti-féodale et anti-impérialiste du peuple chinois et a ouvert une nouvelle étape de la lutte, celle de la révolution socialiste. La loi sur le mariage de 1950, introduite par la République populaire de Chine, a constitué un changement essentiel dans le domaine de la superstructure. Elle a notamment établi et mis en œuvre le principe du libre choix du partenaire de vie et du divorce. Cependant, il restait encore beaucoup à faire dans le domaine de la superstructure, en particulier dans les idées et la pensée du peuple. La lutte contre le patriarcat ne s'est pas terminée avec la révolution de 1949. Les marques de l'ancienne société ne peuvent disparaître aussi facilement ou automatiquement ; un effort conscient de la part du peuple est nécessaire. C'est précisément pour cette raison que Mao a dû lancer la Révolution culturelle. Dans la nouvelle situation, certaines contradictions anciennes ont disparu, tandis que d'autres ont subsisté ; d'autre part, de nombreuses contradictions nouvelles sont apparues. Certaines de ces questions étaient directement liées à la libération des femmes. Nous tenterons d'analyser comment la lutte pour l'émancipation des femmes a progressé, avec ses rebondissements, pendant la période où Mao était à la tête du pays.

Immédiatement après la libération, les travailleuses ont été présentées à toutes les femmes comme des modèles à admirer et à imiter. Des livres, des articles et des reportages dans la presse quotidienne louaient les femmes dans des secteurs industriels aussi divers que la production textile et la couture, l'extraction du charbon, la sidérurgie et la conduite de machines. Au milieu des années 1950, cependant, le ton de cette littérature a nettement changé. Des articles faisant l'éloge des femmes au foyer sont apparus de plus en plus fréquemment. Le rôle des femmes en tant que femmes au foyer, épouses et mères a fait l'objet d'une attention sans précédent. La femme au foyer était présentée comme contribuant

à la société par l'intermédiaire de son mari et de sa famille, en jouant le rôle d'une sorte de travailleuse (non rémunérée) au service de ceux qui participaient à la production.

Lors des conférences réunissant les personnes à charge des femmes, les discussions se sont poursuivies sur la manière dont les épouses pouvaient le mieux maintenir le moral de leur mari et préserver leur force pour leur travail en les protégeant de tout problème domestique. Même la série d'articles sur la mode et la beauté parus dans *Women in China* en 1955 peut être considérée comme s'inscrivant dans le même mouvement général visant à « féminiser » les femmes selon un modèle domestique réactionnaire. Cet aspect particulier du mouvement fut de courte durée et fut remplacé par la campagne d'économie de 1956-1957, dont le slogan était « construire le pays sur le plan économique, gérer le ménage avec parcimonie ». On disait aux femmes que si elles éliminaient le gaspillage au niveau de leur foyer, elles apporteraient une grande contribution à l'économie nationale. De nombreux discours prononcés lors du troisième congrès national des femmes en 1957 montrent que c'étaient là les préoccupations des femmes actives à l'époque.

D'une part, la campagne visant à conférer plus de prestige social aux femmes au foyer peut être comprise comme une tentative de rehausser l'estime de soi en baisse des femmes au foyer qui, au début des années 1950, commençaient à se sentir isolées et exclues des préoccupations majeures de la nouvelle société. D'autre part, les changements de politique à l'égard des femmes peuvent être considérés comme un aspect de la lutte entre les lignes politiques maoïste et liaoïste. Un journal de la Garde rouge féminine de 1966 critiquait vivement la manière dont le slogan « Construisez le pays sur le plan économique, gérez votre ménage avec parcimonie » avait été utilisé. Il affirmait que ce slogan était tiré d'un discours de Mao Tsé-toung dans lequel il disait que le pays comptait particulièrement sur les organisations féminines pour promouvoir l'économie domestique, mais qu'il avait été sorti de son contexte. Dans le même discours, il avait énuméré de nombreuses autres tâches plus explicitement politiques pour le mouvement des femmes, mais l'expression « gérez votre ménage avec parcimonie » avait été isolée et transformée en slogan.

Les racines de la campagne visant à glorifier le travail domestique dépendaient en réalité de la situation objective. Le chômage était un problème majeur dans les villes chinoises dans les années 1950. Il était en partie limité par la nature capitaliste du développement, fortement orienté vers l'industrie lourde, une caractéristique de la stratégie de dévelop-

pement soviétique. Le chômage résiduel était aggravé par des vagues sporadiques de chômage saisonnier. La campagne a atteint son apogée lorsque des pressions ont même été exercées sur certaines femmes qui avaient un emploi pour qu'elles prennent leur retraite. Certains membres éminents du Parti ont fait valoir que, tout comme les personnes âgées et malades devaient prendre leur retraite, les femmes en difficulté devaient également quitter le marché du travail. Celles qui tentaient de résister au retour aux tâches ménagères étaient également critiquées. Quelle qu'en soit la raison, ce principe du « culte de la femme au foyer » contrastait fortement avec la condamnation par Lénine de son caractère improductif et abrutissant et avec la politique de Mao selon laquelle les femmes représentaient « la moitié du ciel ». Cependant, la campagne visant à inciter les femmes à prendre leur retraite n'a pas été maintenue : elle a été balayée pendant le Grand Bond en avant.

L'une des premières étapes pour atteindre l'objectif de l'émancipation des femmes était naturellement leur participation physique au processus de production, qui leur permettrait d'être indépendantes sur le plan économique et aurait des répercussions sur la superstructure culturelle. La question est la suivante : étaient-elles employées dans tous les secteurs où les hommes étaient également employés ? En fait, la présence des femmes était plus marquée dans l'industrie légère et dans certains types de travail que dans l'industrie lourde et dans tous les autres types d'industrie. Par exemple, à la filature de coton n° 3 de Pékin, qui emploie 6 400 travailleurs, 70 % sont des femmes ; à la filature de soie n° 1 de Wusih, 80 % de la main-d'œuvre est féminine. Mais à l'usine de machines agricoles de Hsiang, dans le Shansi, seules 16 % étaient des femmes, tandis que seuls les hommes étaient affectés à la brigade de production de la mine de charbon appartenant à la commune. La situation a commencé à s'améliorer progressivement lorsque les femmes ont consciemment brisé ces chaînes. En effet, l'un des aspects de la mentalité féodale qui maintenait les femmes dans une position subordonnée était l'idée qu'il y avait certaines choses qu'elles ne pouvaient pas faire. L'entrée massive des femmes dans la production sociale, sous le slogan général « tout ce que les hommes peuvent faire, les femmes peuvent le faire aussi », est une réfutation vivante de cette conception. A Tientsin, par exemple, les travailleuses d'avant la libération étaient principalement employées dans l'industrie textile et l'industrie légère. Au début des années 1970, elles ont accédé à des secteurs de l'industrie lourde dont elles étaient auparavant exclues, comme la construction mécanique, l'énergie et les transports. Dans les campagnes, la participation des femmes à la production agricole a contribué à ébranler des

idées reçues telles que « les pommes de terre plantées par les femmes ne poussent pas » ou « les melons plantés par les femmes sont amers ». Ces préjugés, renforcés par l'autorité et le pouvoir patriarcaux et claniques, ont maintenu les femmes à l'écart de la production (en particulier dans le nord de la Chine) pendant des siècles.

Les femmes chinoises ont fait de grands progrès dans leur propre libération des chaînes de leur existence féodale et ont apporté une contribution considérable à toutes les étapes de la révolution. C'est précisément pour cette raison que tout ce qui tente de les freiner ou implique un retour en arrière par rapport à leur indépendance nouvellement acquise doit être constamment dénoncé et critiqué. L'importance du mouvement de critique de Lin Piao et de Confucius réside dans le fait qu'il fournit un contexte politique général dans lequel ce travail de dénonciation peut être mené avec intensité et où des conclusions politiques peuvent être tirées. En novembre 1974, le *Quotidien du Peuple* a publié un article du groupe d'étude théorique de la commune de Tien Chun et du groupe de critique de Pékin et de l'université Tsinghua, qui donne quelques indications sur le type de questions en jeu. Ils écrivent :

« Dans la production collective, certaines unités n'ont pas suffisamment appliqué le principe de « salaire égal pour un travail égal entre les sexes ». Cela ne peut que nuire à l'initiative des femmes à participer pleinement à la révolution et à la production... Il faut comprendre que l'application du principe « à travail égal, salaire égal » n'est en aucun cas une question insignifiante qui se résume à quelques points de travail, mais une question sérieuse qui concerne la libération totale des femmes, l'application ferme de la politique économique définie par le président Mao et la rupture totale avec l'idée traditionnelle du confucianisme.

« Dans la vie familiale, l'influence résiduelle de l'autorité du mari [...] existe également. Certains couples participent à la production collective, travaillent ensemble, mais ne partagent pas les tâches ménagères. Il existe encore le phénomène selon lequel « les femmes rentrent à la maison pour préparer les repas, nourrir les cochons et fermer le poulailler, tandis que les hommes rentrent à la maison pour fumer leur pipe, attendre que le repas soit servi et boire ». Certains se moquent même des camarades qui aident leurs femmes dans les tâches ménagères.

Dans le domaine des conventions et des coutumes sociales, des idées confucéennes encore plus pernicieuses persistent... Par exemple, la préférence pour les garçons, les dictons tels que « plus de fils, plus de bien-être », « sans fils, pas de bonheur », « une famille avec unique-

ment des filles est une famille sans avenir » ; la notion selon laquelle « les mariages doivent être accompagnés d'une dot », « il n'y a pas d'amitié sans échange d'argent » et l'idée qu'il faut « étudier pour devenir fonctionnaire ».

Cette lutte idéologique génère une immense vitalité et un engagement fort.

En 1980-1981, Margery Wolf s'est rendue en Chine, où elle a rencontré de nombreuses femmes et consigné ses observations à partir de ses entretiens. Au cours de ses conversations, une enseignante d'une école maternelle de Pékin a fait remarquer que ce sont les hommes, et non les femmes, qui ont apporté toutes les innovations. Si l'on peut admettre que les hommes ont joué un rôle prépondérant dans la plupart de ces innovations, il est tout à fait erroné de suggérer que les femmes n'ont eu aucun rôle à jouer, du moins dans la Chine maoïste. Michael Oppen a décrit en détail comment, en 1966, un groupe de neuf ouvrières entreprenantes ont construit de leurs propres mains une usine métallurgique pour produire des pièces détachées pour les usines voisines à partir de déchets d'oxyde de fer. Les jeunes femmes mongoles de la commune d'Ushenchao ont fait preuve d'une initiative et d'un leadership remarquables lorsqu'elles ont réussi, au prix d'efforts considérables, à mettre un terme à l'extension des régions désertiques vers les pâturages en plantant avec succès des buissons de sauge dans le désert. On pourrait multiplier les exemples.

À mesure que les femmes s'impliquaient activement dans la lutte pour la transformation sociale, l'idée d'une nouvelle « femme modèle » a émergé. Contrairement à la « femme au foyer » des années 1950, cette nouvelle femme n'était pas confinée à son foyer ; elle participait activement aux tâches les plus difficiles et les plus pénibles, au même titre que les hommes. Dans la vaste région agricole de Tachai, on racontait l'histoire de 23 jeunes filles, surnommées « les filles de fer », qui accomplissaient toujours les tâches les plus difficiles et les plus pénibles.

La question de la libération des femmes était étroitement liée à celle du contrôle des naissances et du planning familial. Les pilules orales, les contraceptifs masculins, l'introduction d'un anneau en acier inoxydable dans l'utérus, les dispositifs intra-utérins (en nylon) et la vasectomie sont quelques-unes des méthodes utilisées dans de nombreuses régions. Les objectifs du contrôle des naissances sont liés à l'émancipation des femmes : à leur participation à la production et à leur égalité économique et politique ; à l'élévation de leur niveau intellectuel et de

leur conscience ; à une meilleure santé pour tous, à des familles plus petites et en bonne santé, dans une société où l'esprit civique et le sens du partage sont toujours collectivisés. Dans cette véritable libération de la femme, celle-ci doit être affranchie de ses faiblesses biologiques, et le contrôle des naissances fait partie intégrante du programme global visant à son émancipation totale.

Il ne fait aucun doute que l'égalité des femmes ne sera pas complète sans la socialisation des tâches ménagères telles que la cuisine et la garde des enfants. Ellen Leopold observe que ce processus a déjà commencé dans de nombreux domaines. Dans les années 1970, écrit-il, les maris participent désormais beaucoup plus aux tâches ménagères et à la garde des enfants. La lessive, la toilette, la couture et la réparation des vêtements sont collectivisées pour des raisons tant politiques qu'économiques. À l'instar des services publics de garde d'enfants, ces services socialisent davantage les tâches autrefois privées des ménages individuels. Dans les villes, les comités de quartier ont contribué à réorienter l'attention de nombreuses femmes des tâches ménagères vers la gestion de la communauté. Les problèmes de la famille individuelle, qui pesaient largement sur la femme, ont été reformulés en tant que responsabilités de la collectivité sociale. Les comités de quartier accordent une attention particulière aux familles monoparentales, aux familles dont un parent est handicapé et aux personnes âgées vivant seules. Ils les impliquent socialement dans des activités productives ou de loisirs et les aident dans leurs tâches ménagères. Mais « servir le peuple » de cette manière n'est pas une forme de charité qui tire profit des désavantages « naturels » de certains membres de la communauté. Il s'agit d'une conviction selon laquelle le développement humain ne peut qu'améliorer le bien-être de la collectivité en améliorant le bien-être de chaque individu qui la compose. Les comités de quartier organisent également des activités pour les enfants après l'école et pendant les vacances. Celles-ci prennent souvent la forme de travaux communautaires productifs : déneigement et nettoyage des rues, extermination des mouches, décorations des rues pour les fêtes locales, travaux de réparation pour les anciens combattants de la révolution. Le développement d'une identité communautaire dès le plus jeune âge élimine les causes du vandalisme et de la négligence publique. Mais en même temps, cela réduit également l'interdépendance prolongée entre les enfants et leur mère biologique. Les enfants chinois apprennent très tôt à faire confiance à tous les adultes. Socialisés pratiquement dès leur plus jeune âge, ils ne manifestent pas souvent de craintes pathologiques envers les étrangers ; les adultes sont simplement tous des « tantes et oncles ». Dans ce contexte, l'insistance

occidentale sur l'engagement exclusif de la mère dans le développement émotionnel de son enfant apparaît comme une simple justification supplémentaire pour maintenir les femmes à la maison.

Les Chinois ont toujours soutenu que la libération des femmes ne pouvait se faire de manière isolée, mais dans le cadre de la révolution prolétarienne. Le conflit entre les sexes est défini comme une « contradiction non antagoniste » qui existe au sein du « peuple » et qui doit être résolue par une éducation patiente. La libération des femmes n'est pas seulement l'affaire du mouvement féministe, mais de tous les organismes et de tous les citoyens chinois. La nature précise de la relation entre le mouvement féministe et le mouvement révolutionnaire au sens large a tendance à diviser le mouvement féministe autour de cette question : qui doit venir en premier, la lutte des classes ou la lutte entre les sexes ? La tension entre ces deux points de vue a atteint son paroxysme à la veille de la Révolution culturelle.

Au début des années 1960, il existait une forte tendance au sein du mouvement des femmes à considérer la libération des femmes comme une cause isolée en soi, dans laquelle ses membres pouvaient résoudre leurs problèmes personnels, décider de leurs propres priorités dans la vie publique et domestique et élaborer leurs propres relations personnelles sans se référer à la forme que prenait le système politique et économique. Les détracteurs de ce point de vue affirmaient que les magazines féminins débattaient de questions telles que « Quels critères choisir pour choisir un mari ? » et « Pourquoi les femmes vivent-elles ? », comme si l'avenir de la société n'avait aucune importance et que les problèmes étaient propres à des femmes « abstraites » et « au-dessus des classes ». Ils soulignaient que si la question des femmes était principalement considérée comme une distinction sexuelle, elle s'empêtrait dans un enchevêtrement d'arguments circulaires fondés sur leurs « devoirs, fonctions ou bénédictions naturels ». Ils soutenaient que malgré l'oppression particulière dont elles souffraient et leur organisation distincte, les femmes ne formaient pas une classe à part, quelle que soit la définition de ce terme, mais appartenaient à différentes classes dont la nature déterminait leurs attitudes particulières et sociales. En d'autres termes, il n'existait pas de point de vue propre aux hommes ou aux femmes. Les femmes devaient non seulement prendre conscience de leur propre oppression, mais aussi de leurs intérêts de classe.

La controverse mentionnée ci-dessus entre les points de vue principalement bourgeois et socialiste sur la pertinence des systèmes politiques ou économiques pour l'émancipation complète des femmes a abouti à la

dissolution virtuelle de la Fédération des femmes en 1966-1967. Pendant la Révolution culturelle, le gouvernement a entrepris d'impliquer directement les femmes dans le même cadre politique et professionnel que les hommes. Les femmes ont effectivement joué un rôle très important dans la Révolution culturelle, mais il est également avéré que de nombreuses associations et entreprises estimaient que tant que les objectifs révolutionnaires généraux étaient atteints, il n'était pas nécessaire d'accorder une attention particulière à la situation des femmes. Étant donné que les femmes travaillaient dans tous les domaines, on pensait qu'il suffisait de les impliquer dans tous les domaines ! Dans de nombreux domaines, les femmes ont une fois de plus ressenti le besoin de s'organiser séparément, et c'est la reconnaissance de ce besoin qui a été à l'origine de la reconstruction du mouvement des femmes dans les années 1970. Les fédérations locales de femmes ont été rétablies avec l'objectif déclaré d'accorder plus d'attention aux questions publiques et politiques, d'entreprendre des études politiques, de participer à la lutte des classes, d'impliquer davantage les femmes paysannes et ouvrières dans leur organisation et de défendre les droits et les intérêts des femmes. À la fin de 1973, la plupart des provinces et des municipalités avaient tenu des conférences représentatives en vue du sixième Congrès national des femmes.

Le mouvement des femmes en Chine était alors un mouvement continu. Il était reconnu que les femmes n'avaient pas encore atteint l'égalité ni développé tout leur potentiel. Comme l'ont clairement indiqué Mao Tsé-tong, Soong Ching-ling et d'autres, le mouvement des femmes resterait nécessaire jusqu'à ce que la transformation sociale de la société soit achevée. Non seulement la libération des femmes fait partie intégrante de la révolution prolétarienne, mais les deux sont interdépendantes. Le succès de l'une dépend de la réussite de l'autre. Ce qui était particulièrement impressionnant dans la Chine maoïste, c'était la reconnaissance et la prise en compte constantes de la position des femmes à tous les niveaux du gouvernement. En dernier ressort, cependant, ce sont les luttes au sein des familles, des villages et des usines, qui ne pouvaient être menées que par les femmes elles-mêmes, qui ont été à l'origine de leurs acquis. À cet égard, la création d'un mouvement féminin organisé, avec ses programmes et ses méthodes de travail, a joué un rôle clé dans l'affirmation de l'identité des femmes et le renforcement de leur confiance en elles. C'est cette confiance qui a donné aux femmes la force d'exercer leur volonté collective.

La mort de Mao en 1976 a été immédiatement suivie de l'arrestation de

Chiang Ching, Chang Chun-chiao, Yao Wen-yuan et Wang Hung-wen, qui ont été dénoncés par la nouvelle direction comme la « bande des quatre », mais qui constituaient en réalité le noyau du quartier général révolutionnaire au sein du PCC. Tout en continuant à rendre un culte de façade à la pensée de Mao Tsé-toung, la nouvelle direction cherchait à saper les acquis obtenus au cours de la lutte contre la restauration capitaliste sous la direction de Mao. Outre d'autres changements dans les domaines économique et politique, les dirigeants réactionnaires de la Chine sous Teng Hsiao-ping cherchaient à annuler tous les acquis qui touchaient directement le statut des femmes. Contrairement à la pratique consistant à impliquer les femmes dans tous les types de travail sans négliger leurs problèmes physiologiques, la nouvelle direction a commencé à les orienter vers des emplois de bureau et des emplois moins qualifiés. Delia Davin (« China Now », mars-avril 1982) écrit que les femmes ont été « transférées de la conduite des trains vers des emplois de bureau « plus appropriés » au sein du bureau des chemins de fer. Les femmes ont été exclues en tant que groupe des emplois qualifiés qui conféraient des salaires plus élevés et un statut social plus élevé, et ont été affectées à des emplois moins qualifiés offrant des salaires bas. Les signes d'une stéréotypisation des emplois étaient également perceptibles dans d'autres domaines. Dans l'industrie textile et artisanale, même dans les usines où la grande majorité de la main-d'œuvre était féminine, les superviseurs étaient généralement des hommes. De nombreuses publicités véhiculaient des images stéréotypées des femmes comme des ménagères et des mères – rappelant le « culte de la femme au foyer » des années 1950 – seules aptes à utiliser une machine à laver, ou comme consommatrices rapides de cosmétiques et autres articles de luxe. Il existait des calendriers qui représentaient exclusivement des femmes, des beautés classiques de l'histoire aux jeunes femmes modernes aux cheveux permanentés et aux traits occidentalisés ».

Les garçons étaient plus nombreux que les filles dès l'école primaire, mais l'inégalité s'accroissait à mesure que l'on progressait dans le système et était la plus forte dans les établissements d'élite. Les images stéréotypées des filles étaient visibles dans les livres pour enfants, par exemple lorsque les filles étaient représentées en train de jouer à la poupée tandis que les garçons jouaient avec des jouets d'action, ou lorsque les filles ne savaient pas quoi faire dans certaines situations et que les garçons prenaient les devants. Les spectacles de maternelle montraient la même tendance en attribuant à tous les garçons le rôle de chauffeurs et à toutes les filles celui de passagères, ou en demandant aux filles de s'occuper de leurs poupées pendant que leurs maris parlaient

travailler.

Les formes culturelles sont utilisées pour diffuser des valeurs féodales et bourgeoises décadentes. Le Beijing Review a rapporté qu'un film japonais intitulé *Yearning for Home* avait été diffusé à la télévision dans tout le pays. Ce film dépeignait la vie des prostituées japonaises en Asie du Sud-Est entre 1900 et 1930. Répondant aux critiques de ceux qui affirmaient que certaines parties du dialogue et de l'intrigue reflétant des scènes de bordel « auraient une mauvaise influence sur les jeunes », BR a déclaré sans ambages qu'« il n'est pas sûr de garder les gens dans un cocon ». L'opéra de Pékin est revenu à ses thèmes traditionnels et a commencé à mettre en scène d'anciens opéras tels que « La Belle ivre », qui raconte l'histoire de l'empereur et de ses concubines. Le mécénat de la culture décadente et des valeurs bourgeoises était particulièrement visible en novembre 1980, lorsqu'une exposition semi-officielle de peintures a été organisée à Pékin, dont la plupart des œuvres représentaient des nus féminins. La préférence pour les garçons a refait surface, en particulier dans les zones rurales, avec des conséquences négatives pour les filles. La lutte des femmes chinoises pour l'affirmation de soi et l'émancipation, qui avait suivi un parcours sinueux parallèlement à la consolidation du socialisme pendant l'ère maoïste, a été stoppée

et la direction bourgeoise qui a pris le pouvoir a cherché à rétablir l'ancien ordre social avec toute sa saleté, ses effusions de sang et sa déshumanisation.

Mao a un jour déclaré que même si le capitalisme était rétabli en Chine, ces forces ne pourraient pas vivre en paix. Le peuple chinois permettrait-il à la clique au pouvoir de transformer son pays bien-aimé en un Eldorado ravagé par l'impérialisme étranger et la réaction nationale, ou se soulèvera-t-il dans le véritable esprit maoïste, bombardera-t-il les quartiers généraux de la réaction et les marchands de mort, reprendra-t-il le pouvoir politique et marchera-t-il résolument vers la construction d'une société véritablement socialiste ? Que l'Orient emporte à nouveau sur l'Occident. Que les peuples du monde répondent à l'appel lancé par Mao en 1970 : « Peuples du monde, unissez-vous et vainquez les agresseurs américains et tous leurs laquais ».

Références :

Julia Kristeva: *About Chinese Women*, New York, 1977

Margery Wolf: *Revolution Postponed, Women in Contemporary Chi-*

na, London 1985

Sheila Rowbotham: *Women, Resistance & revolution*, London 1972

Kay Ann Johnson: *Women, the Family, & Peasant Revolution in China*, Chicago 1983.

Delia Davin: *Woman-work: Women & the Party in Revolutionary China*, London 1976

Dalia Davin: *Women in the '50s: Shift in Policies*, *China Now*, June 1976

Elizabeth Croll: *Half the Sky*, *China Now*, January 1975

Michael Oppen: 'Women Power', *China Now*, Dec. 1975

